

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

**MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES RÉGIONALES**

**Par
Dany Deschênes**

**La France et le complexe danubien habsbourgeois 1867-1918.
Une étude à partir de l'historiographie récente en langue française.**

12 août 1997



Mise en garde/Advice

Afin de rendre accessible au plus grand nombre le résultat des travaux de recherche menés par ses étudiants gradués et dans l'esprit des règles qui régissent le dépôt et la diffusion des mémoires et thèses produits dans cette Institution, **l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** est fière de rendre accessible une version complète et gratuite de cette œuvre.

Motivated by a desire to make the results of its graduate students' research accessible to all, and in accordance with the rules governing the acceptance and diffusion of dissertations and theses in this Institution, the **Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** is proud to make a complete version of this work available at no cost to the reader.

L'auteur conserve néanmoins la propriété du droit d'auteur qui protège ce mémoire ou cette thèse. Ni le mémoire ou la thèse ni des extraits substantiels de ceux-ci ne peuvent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

The author retains ownership of the copyright of this dissertation or thesis. Neither the dissertation or thesis, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

À LA MÉMOIRE DE MADAME SUZANNE PILISI.
SON SOUVENIR DEMEURE GRAVÉ DANS NOS COEURS,
SA FORCE ET SON COURAGE RÉSIDENT À JAMAIS DANS NOS ESPRITS.

RÉSUMÉ

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une réévaluation et un engouement pour l'Empire des Habsbourg posent un regard différent sur celui-ci. Dans les écrits de langue française, cette réévaluation est plus lente. Néanmoins, elle permet maintenant de dégager de nouvelles perspectives pour mieux comprendre la perception et l'évolution de la politique de la France face au complexe danubien habsbourgeois.

La fin du premier conflit mondial voit la disparition de l'Empire des Habsbourg et l'apparition d'États successeurs en Europe danubienne. Des grandes puissances, la France y joua un rôle de premier plan. Cependant, la possibilité de maintenir l'Empire des Habsbourg, comme facteur d'équilibre, a été l'autre option possible jusqu'à la fin du conflit.

Grâce au processus de réévaluation, le présent mémoire montre effectivement les hésitations de la France à l'égard du complexe danubien habsbourgeois. Il signale aussi, l'importance des relations internationales développées depuis le congrès de Vienne de 1815, dans la naissance d'un nouveau complexe danubien à la fin de la guerre de 1914-1918.

REMERCIEMENTS

Pendant quelques années, mes énergies se canalisèrent en vue de réaliser ce mémoire de maîtrise. Une série d'événements, ont certes retardé ce projet, mais le voilà enfin! Pour mener à terme ce travail de recherche, il m'a fallu l'appui de plusieurs personnes. Qu'il me soit permis de les remercier.

En tout premier lieu, ma reconnaissance et ma gratitude vont à monsieur Paul Pilisi. Avec lui, j'ai appris à mieux connaître cette partie de l'Europe, à l'apprécier et à l'aimer. Il est pour moi, davantage qu'un directeur de recherche: c'est mon maître, dans le sens noble de ce mot.

Il y a aussi celle qui, depuis les débuts de cette «aventure», partage mes rêves et ensoleille ma vie. Que dire d'autre que ce simple mot: merci ma petite princesse Myriam.

Je tiens également à exprimer toute ma reconnaissance à ma famille: mon père Gérard, ma mère Gaëtane et ma soeur Méliza. Inlassablement, ils m'ont encouragé, m'ont supporté et surtout, ils m'ont permis de devenir ce que je suis.

De même, mes remerciements vont à ma belle-famille: Cécile, Paul-Émile, Hélène et Chantale. Un jour ou l'autre, ils ont «travaillé» sur ce mémoire, de Marquion en France, en passant par Vancouver et Chicoutimi.

De même, je remercie tous ceux et celles qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire. Tout particulièrement le personnel du CEDUCEE à «La

documentation Française» à Paris, qui pendant mes séjours en France, m'a permis de récolter une quantité importante d'informations, les responsables de l'Institut Autrichien de Paris qui m'ont si bien accueilli et fourni documents et informations pendant mon dernier (et court) séjour à Paris, au personnel du service des prêts entre bibliothèques de l'UQAC, plus particulièrement à madame Suzanne Roberge, qui pendant plus d'un an et demi a répondu à presque toutes mes demandes.

Également, je témoigne ma reconnaissance à messieurs François Fejtö, Michel Korinman, Henry Bogdan, Jean-Yves Potel, Yves de Daruvar et Pierre Kende qui ont accepté de me rencontrer pour une entrevue et qui m'ont donné davantage que cette simple rencontre.

Enfin, je remercie monsieur Jean-Guy Genest pour les précieux conseils ainsi que mon ami et compagnon de voyages, Sylvain.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	.....	II
REMERCIEMENTS	.....	III
TABLE DES MATIÈRES	.....	V
INTRODUCTION	.....	1
Les limites de l'analyse.....	.....	5
La démarche proposée.....	.....	6
CHAPITRE 1: ESPACE ET RÉÉVALUATION DE L'EMPIRE DANUBIEN	.....	10
Introduction .....	.....	11
1.1 Délimitation de l'espace régional .....	.....	12
1.1.1 La France et la notion d'Europe centrale.....	.....	14
1.1.2 Europe centrale et Europe danubienne: un choix épistémologique .....	.....	22
1.2 La réévaluation française de l'Autriche-Hongrie après la Deuxième Guerre mondiale.....	.....	23
1.2.1 De la modernité viennoise et l'Empire jusqu'au dégel à l'Est: glasnost et perestroïka .....	.....	29

1.2.2	Après l'effondrement du système soviétique.....	38
	Conclusion	41
CHAPITRE 2:	LA PERCEPTION DE L'EMPIRE D'AUTRICHE ET DE L'AUTRICHE-HONGRIE EN LANGUE FRANÇAISE JUSQU'À LA GRANDE GUERRE.	43
	Introduction	44
2.1	D'une perception à l'autre: la France et l'Empire d'Autriche..	45
2.1.1	La perception traditionnelle de l'Empire d'Autriche en France	48
2.1.2	L'effet Sadowa-Sedan	49
2.2	Les intellectuels français face à la Monarchie danubienne	52
2.2.1	Les slavistes français: Léger, Denis et Eisenmann	55
2.2.2	Les partisans de la Monarchie des Habsbourg	59
	Conclusion	63
CHAPITRE 3:	LA FRANCE ET L'AUTRICHE-HONGRIE FACE À FACE: LA GRANDE GUERRE	65
	Introduction	66
3.1	«Les derniers jours de l'humanité»	67
3.1.1	Les relations internationales jusqu'en 1914: le Concert européen	67
3.1.2	Transformation de la «nature» de la guerre	71

3.2	Rupture ou équilibre: les options de la <i>realpolitik</i> française	75
3.2.1	La question des nationalités et la formation d'un nouveau complexe danubien: rupture...	76
3.2.2	Les tentatives de paix et la tentative de sauvetage de la Monarchie danubienne: équilibre...	103
	Conclusion	111
CONCLUSION	.....	113
GLOSSAIRE	.....	119
ANNEXE	.....	124
BIBLIOGRAPHIE	.....	126

INTRODUCTION

"L'Autriche-Hongrie est à la mode. Comme tout ce qui n'est plus et que la rigueur du temps présent rend à tout jamais désirable."

Stéphane Pierré-Caps (1995:230)

Image d'un État décadent: telle a été longtemps la perception de l'Autriche-Hongrie, présentée particulièrement dans les écrits de langue française. Sa disparition, en 1918, était marquée par cette idée d'Empire moribond. Comme le soulignait l'historien français Bernard Michel, à propos de ses collègues autrichiens, "[ils] pouvaient difficilement redresser cette image sans passer pour des sentimentaux nostalgiques d'un Empire présenté comme parfait et idéal, ou sans paraître attribuer le désastre final à l'ingratitude des autres nationalités (1988:22)".

À travers les siècles, les pays de la région du Danube avaient entretenu des relations culturelles, politiques et économiques relativement stables. L'importance pour ces États de posséder une structure politique commune sous le sceptre des Habsbourg, dont l'ultime forme constitua l'Autriche-Hongrie, avait permis d'assurer un équilibre entre les Empires Ottoman, Allemand et Russe (Soviétique).

C'est à la fin du premier conflit mondial que disparaît cet empire considéré comme l'avant-poste du germanisme en Europe danubienne¹; telle était, du moins, la perception des puissances victorieuses, plus particulièrement celle de la France. Celle-ci «préside», selon l'expression de Jacques Le Rider (1994b:418), au démembrément de la monarchie danubienne en faveur des nationalités. Sur les ruines de l'Autriche-Hongrie se construit un nouveau complexe danubien: celui des États successeurs.

¹Cette impression sous-tendait celle de décadence.

Pourtant, la période trouble de l'entre-deux-guerres et surtout la mainmise des impérialismes de l'Allemagne hitlérienne et de l'Union Soviétique sur l'Europe danubienne, vont mettre en lumière une série de problèmes découlant de la disparition de la Monarchie austro-hongroise, à savoir, la non-résolution de la question des nationalités, la désarticulation d'un espace économique viable et les questions de sécurité face à ses deux puissants voisins. Il n'est pas surprenant que le Foreign Office britannique et le Département d'État américain, comme le précise Robert H. Keyserling, arrivèrent à la conclusion suivante:

Whereas in the World War I, Western propagandists had called for the dismemberment of the Austro-Hungarian Empire in the interests of nationalism, World War II planners came to the conclusion that the breakup of the empire had been a mistake, and hoped to re-establish a multinational solution for the area (1987:55-56).

Dans cette perspective, un processus de réévaluation de l'Autriche-Hongrie apparaît après la Seconde Guerre mondiale. Celui-ci pose un regard différent sur la monarchie danubienne. En France, ce processus permet de dégager de nouvelles perspectives pour comprendre la perception et l'évolution de la politique française face à la monarchie danubienne.

Au plan des relations internationales, la fin du Bloc de l'Est est l'un des événements les plus signifiants de cette fin de siècle. Elle met en exergue l'importance du système international et des relations internationales qui en découlent, dans la configuration géopolitique des États de la région danubienne.

Jusqu'à présent, différents auteurs (Pilisi,1979; Fejtö,1988; Bérenger,1990), soulignaient cette relation, plus particulièrement en fonction de la volonté des grandes

puissances. Dans le cas plus précis du complexe danubien habsbourgeois, des auteurs comme François Fejtő (1988:17) ou Istvan Majoros (1996:66) constatent que le maintien ou non de la monarchie reposait principalement sur la nature du système international.

À partir du processus de réévaluation de l'Autriche-Hongrie, et plus particulièrement celui en France, il nous apparaît opportun de faire ressortir les éléments qui expliquent la politique française adoptée à l'égard du complexe danubien habsbourgeois, particulièrement lors de la guerre de 1914-1918. Quelles sont les positions et les perceptions de la France face au complexe danubien habsbourgeois ? Voilà la principale interrogation à laquelle le présent mémoire cherche à apporter des éléments de réponses.

D'autre part, cette question générale de recherche axée sur le rôle de la France, comme grande puissance, nous oblige à nous questionner, plus spécifiquement, sur l'impact des modifications du système international et des relations internationales sur le complexe danubien habsbourgeois. Le système international et les relations internationales se transforment-ils lors de la guerre de 1914-1918 et, ont-ils un impact sur le complexe danubien habsbourgeois?

L'objectif de cette étude est de faire ressortir les éléments contribuant à mieux comprendre la perception et la politique de la France face au complexe danubien habsbourgeois en fonction de l'évolution du système international. Tout en gardant à l'esprit les limites d'une approche empirique et de la recherche qualitative (Deslauriers, 1991 et Chevrier, 1992:65-78), nous espérons démontrer une image plus nuancée de la France face à l'Autriche-Hongrie.

Par ailleurs, l'appel aux références en recherche qualitative, est conçu à partir de la méthode alphanumérique² ou méthode américaine.

[C'] est la méthode de présentation bibliographique qui est en train de s'imposer. On met entre parenthèses le nom de l'auteur, l'année de la publication et le numéro de la page, au fur et à mesure que les auteurs sont cités dans le texte; dans la bibliographie, on retrouve la liste alphabétique des auteurs utilisés (Deslauriers, 1991:114-115).

Les limites de l'analyse

Le processus de réévaluation est un phénomène général. Ainsi, le limiter à la France ne peut pas permettre la compréhension de l'ensemble des motivations et visions des autres puissances face à la monarchie austro-hongroise. De même, l'étude de la perception et de la politique française, face à l'Autriche-Hongrie, ne permet pas de généraliser les motivations de l'ensemble des puissances concernées face à l'Europe danubienne.

De plus, la limitation de l'objet de recherche au complexe danubien habsbourgeois, ne permet pas des généralisations sur les autres complexes danubiens qui se succèdent après 1918. Ainsi, nous n'aborderons pas les perceptions et les politiques françaises à l'égard des autres complexes danubiens, particulièrement celui des États successeurs où la France chercha à devenir la puissance protectrice des États successeurs de l'Autriche-Hongrie.

²Voir aussi, BOUCHARD, Jacques B. *et al.* (1996), Guide de présentation d'un travail de recherche, 6^e éd. remaniée, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 102 p.

La démarche proposée

D'après Jean Bérenger (1990), les configurations et les aménagements politiques possibles de l'ensemble étatique dans la région reposent sur quatre possibilités. À ce propos, il emploie la notion de «complexe danubien». Dans cette optique, nous privilégions, nous aussi, l'emploi de la notion de «complexe danubien». Ce dernier a identifié quatre types de complexes danubiens:

- 1- le complexe danubien habsbourgeois, c'est-à-dire celui de l'Empire des Habsbourg;
- 2- le complexe danubien des États successeurs;
- 3- le complexe danubien sous hégémonie germanique;
- 4- le complexe danubien sous hégémonie soviétique.

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous attardons spécifiquement au complexe danubien habsbourgeois.

L'approche méthodologique privilégiée est mixte³. Elle combine l'approche de la sociologie historique qui permet de situer les faits dans leur contexte historique et l'approche néo-réaliste en relations internationales, qui place l'État au centre des relations internationales. En ce qui concerne les notions employées, celles-ci seront définies au fur et à mesure et placées dans leur contexte. Notre étude historiographique explore les travaux de langue française sur la monarchie austro-hongroise.

³Sur les débats entre historiens et théoriciens voir VIGEZZI, Brunollo (1992), «Théoriciens et historiens des relations internationales discussions et perspectives», dans DUROSELLE, Jean-Baptiste (1992), Tout empire périra, 2^e éd. refondue, Paris, Armand Colin, p 330-346.

La cueillette des données provient de deux sources. La première résulte d'une recherche documentaire⁴. Elle a été réalisée à partir d'articles de revues spécialisées⁵, de monographies et d'un dossier général⁶. Ce dernier fut principalement constitué entre octobre 1993 et avril 1996 à Paris. Plus précisément, nous avons consulté le Centre d'études et de documentation sur l'ex-URSS, la Chine et l'Europe de l'Est (CEDUCEE) à «La documentation Française», la bibliothèque de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et l'Institut autrichien de Paris⁷.

La seconde source découle d'entrevues semi-dirigées. Elles ont été réalisées entre octobre 1993 et juin 1994 à Paris et à Budapest⁸. L'échantillonnage était non probabiliste (Deslauriers,1991:56-58; Beaud,1992:204-213). Après chacune des entrevues, nous avons retranscrit, sous forme de notes globales, les aspects importants des entrevues. Le choix de ces personnes était basé sur leurs travaux antérieurs et leurs compétences concernant l'objet de la recherche.

De plus, tout au long de la collecte des données, nous avons rédigé les trois types de notes proposées en recherche qualitative (Deslauriers,1991:60-69; Mucchielli,1996:143-144). Les notes méthodologiques nous ont permis de situer la démarche et les choix méthodologiques du présent mémoire. Les notes théoriques ont été rédigées pour colliger les explications qui ressortaient suite aux entrevues ou à des lectures. Finalement, les notes descriptives ont été incluses, principalement dans la retranscription des entrevues.

⁴Mace nomme cet instrument de collecte d'information: observation documentaire (1988:80-81).

⁵Principalement dans des revues traitant des relations internationales, d'histoire et de science politique.

⁶C'est-à-dire que le dossier est constitué d'articles de journaux, de publications officielles, d'articles de revues spécialisées, etc.

⁷Pour l'INALCO et l'Institut autrichien de Paris, cette recherche documentaire a eu lieu en 1996 seulement.

⁸La liste complète des personnes ayant fait l'objet d'une entrevue semi-dirigée est présentée en annexe. Toutes les entrevues ont été enregistrées.

Pour analyser les données recueillies, nous avons employé l'analyse qualitative, plus précisément les techniques de repérage des thèmes et des «patterns» (Huberman et Miles, 1991:387-388), l'induction (Deslauriers, 1991:85-87; Mucchielli, 1996:101-102) et la synchronicité (Deslauriers, 1991:85-91) également dénommée recherche de la plausibilité (Huberman et Miles, 1991:388-392).

Mais avant toute chose, il est essentiel de circonscrire la région sur laquelle le mémoire se penche, d'une part, et de déterminer la terminologie identifiant celle-ci, d'autre part. Est-il nécessaire de rappeler que la fin de la mainmise de l'ancienne URSS sur «l'Autre Europe», pour reprendre l'expression de l'exilé polonais Czeslaw Milosz, a rendu véritablement caduc l'emploi de la terminologie «Europe de l'Est» dans le langage courant, journalistique et scientifique?

Ainsi, le chapitre premier délimite l'espace régional auquel le présent mémoire s'intéresse. Par la suite, il présente le cadre général de la réévaluation de l'Autriche-Hongrie après la Seconde Guerre mondiale et, plus particulièrement, celui en langue française . De son côté, le chapitre deuxième jette les bases de la perception de l'Empire d'Autriche et de l'Autriche-Hongrie en langue française jusqu'à la Grande Guerre. Enfin, le chapitre troisième démontre l'importance des relations internationales dans la région, plus particulièrement, lors de la Grande Guerre. Le rôle de la France comme puissance victorieuse dans ce conflit, face au complexe danubien habsbourgeois, est présenté sous un éclairage différent. Il évoque les options possibles de la politique française dans la région.

Selon le cas, les notions et concepts susceptibles de rendre plus facilement compréhensibles les différents aspects du processus de réévaluation seront définis tout au

long du présent mémoire; plus précisément, ceux qui nous permettent de mieux comprendre les positions et les perceptions de la France face au complexe danubien habsbourgeois. De même, nous avons préparé un glossaire sur les différents termes employés qui sont caractéristiques à l'objet de recherche. Les mots ou expressions suivis d'un astérisque (*) se retrouvent dans ledit glossaire. La plupart des définitions proviennent du Lexique historique de l'Europe danubienne de Bérenger (1976).

CHAPITRE PREMIER.

ESPACE ET RÉÉVALUATION DE L'EMPIRE DANUBIEN.

"La véritable histoire unit les peuples d'Europe centrale plus qu'elle ne les sépare. Ce qui les oppose, ce sont plutôt des versions truquées du passé."

Bernard Michel (1995a:264)

Introduction

La fin du Bloc de l'Est, en 1989, amène la disparition de l'expression «Europe de l'Est» pour désigner les territoires d'Europe, autrefois soumis au contrôle de l'ex-URSS. La presque totalité des territoires du défunt Empire des Habsbourg, après la Seconde Guerre mondiale, furent inclus dans cette terminologie.

Depuis, une pluralité de termes pour désigner cette «Autre Europe» naissent ou sont redécouverts: Europe médiane, Mitteleuropa, Europe centrale et orientale et son acronyme PECO, Europe centrale et balkanique, etc. Outre le fait d'appartenir aux anciennes démocraties populaires en transition, cette diversité dans les appellations met en relief l'appartenance à la défunte monarchie danubienne des Habsbourg.

L'après-guerre marque aussi le début d'un regard nouveau sur l'Autriche-Hongrie. C'est principalement le choc du dernier conflit qui met en branle tout un processus de réévaluation de l'Autriche-Hongrie. Celui-ci remet en question les idées et l'image véhiculées sur la monarchie danubienne. Elle cesse peu à peu d'être l'illustration caricaturale d'une «prison des peuples» pour devenir une expérience multinationale relativement plus positive, particulièrement en regard de la période de l'entre-deux-guerres, de la Seconde Guerre mondiale et du dynamisme de la construction européenne.

À partir de ces deux considérations, le sujet du présent chapitre vise deux objectifs précis. Afin de bien cerner l'objet de recherche, nous nous attarderons sur les terminologies possibles pour définir la région. Cette question de sémantique peut paraître parfois anodine, mais elle est souvent porteuse de messages contradictoires. De même, nous présenterons les grands axes de la réévaluation de l'Autriche-Hongrie après la Seconde Guerre mondiale, plus particulièrement dans les écrits de langue française.

1.1 Délimitation de l'espace régional

Une multitude de notions peuvent permettre de délimiter plus ou moins clairement l'espace régional auquel le présent mémoire s'intéresse. De plus, les événements de 1989 ont fragmenté la désignation commune - mais abusive (Béhar, 1992:7) - d'Europe de l'Est⁹. Dans cette perspective, il importe, à la fois, de clarifier la notion d'Europe centrale et les autres notions connexes, en plus d'expliquer notre choix pour la notion d'Europe danubienne.

La première étape pour appréhender cet espace s'articule dans la répartition de l'Europe en grandes régions. Malgré la proposition de Marc Bonnefous (1994) sur les quatre Europes, nous préférons celle proposée par l'historien hongrois Jeno Szűcs. Dans son essai, Les trois Europes, publié pour la première fois en langue française en 1985¹⁰, l'auteur met en perspective la division de l'Europe en trois zones ou régions plus ou moins bien définies. La première est celle de l'Europe de l'Ouest, la seconde est celle de l'Europe centrale ou du Centre-Est, et la dernière est celle de l'Europe de l'Est. Szűcs fait remarquer

⁹Cette notion recouvrira l'ensemble des pays de démocraties populaires du Centre et du Sud-Est européen dans le contexte très précis de la guerre froide.

¹⁰L'ouvrage est publié pour la première fois en 1982 en Hongrie.

que les frontières de cette Europe du Centre-Est¹¹ ne sont pas absolues ni vers l'Ouest ni vers l'Est.

À la suite de Szűcs, Guy Hermet fait remarquer "qu'il existe une Europe de l'Ouest et une autre de l'Est, avec entre les deux l'entité plus fuyante de l'Europe centrale (1996:19)". Pour ce dernier, cette situation "ne relève ni de l'illusion, ni d'un préjugé condescendant des Européens occidentaux (1996:19)".

De son côté, l'historien Krzysztof Pomian insiste sur "la présence de la frontière entre le christianisme grec, orthodoxe, et le christianisme latin, catholique ou protestant (1991:26)" pour distinguer l'Europe centrale ou du Centre-Est de l'Europe de l'Est¹². De plus, Pomian estime

qu'appartiennent à l'Europe centrale les pays qui sont immédiatement exposés au contact de l'Europe de l'Est, prise en l'occurrence non seulement en un sens religieux et culturel, mais aussi et surtout en un sens politique. Or l'espace politique de l'Europe de l'Est a beaucoup varié, principalement en raison de l'expansion et de la contraction de l'Empire russe. De ce fait, la frontière entre l'Europe centrale et l'Europe occidentale a beaucoup varié, elle aussi (1994:14).

Après avoir établi cette «régionalisation» de l'Europe, c'est-à-dire avoir identifié ces trois régions ou zones charnières, intéressons-nous maintenant à la notion d'Europe centrale dans la perspective française et au choix d'une notion alternative, celle de l'Europe danubienne, basée sur des considérations historiques.

¹¹L'auteur hongrois préfère employer ce terme à celui d'Europe centrale (1985:17-18).

¹²Voir aussi POMIAN, Krzysztof (1990), L'Europe et ses nations, Paris, Gallimard, 252 p., (coll. «Le Débat»).

1.1.1 *La France et la notion d'Europe centrale*

Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, la tradition française¹³ est de nommer Europe centrale les pays situés entre l'Allemagne et la Russie (Michel, 1990:69). Les victoires prussiennes sur l'Autriche, en 1866, et sur la France, en 1870, obligent cette dernière à réfléchir sur cet espace situé entre l'Allemagne du II^e Reich et la Russie.

Dans son Histoire des peuples d'Europe centrale, l'historien Georges Castellan présentait l'Europe centrale en ces termes: "[elle] n'est ni une région géographique aux frontières bien définies, ni une structure immuable de l'histoire (1994:9)" mais elle constitue "une entité historique comprise entre le bloc allemand à l'ouest, à l'exception des germanophones d'Autriche, et le bloc russe à l'est (Castellan, 1994:11)".

L'extériorité de la France et ses rivalités ont fait que "la prise de conscience de la région s'est posée essentiellement en termes politiques et même géopolitiques, en liaison avec les intérêts stratégiques français (Marès, 1983:13)".

C'est le géographe Auguste Himly, en 1876, qui va poser pour la première fois "sous sa forme problématique et scientifique", pour reprendre les mots d'Antoine Marès (1983), la question d'une définition de l'Europe centrale.

Sauf ce terme si vague d'Europe centrale, elle n'a aucune appellation commune qui d'un mot la détermine, et elle s'interpose physiquement et politiquement entre les groupes voisins de l'Est et de l'Ouest, du Nord au Sud, plutôt comme le produit d'une élimination successive que comme une individualité fortement accentuée [...] Elle est en un mot la région où tout se rencontre, s'égalise, se compense [...] Elle a

¹³ La tradition anglo-saxonne emploie les terminologies East Central Europe et après 1945 Eastern Europe.

été depuis le moyen âge le centre de gravité de la politique européenne (cité dans Marès, 1983:11).

Tour à tour, d'autres géographes tels Élisée Reclus en 1878, Emmanuel de Martonne en 1930, André Tibal en 1933, Pierre George en 1968, s'intéressent à la définition de l'Europe centrale (Marès, 1983). Ils arrivent à la conclusion que l'idée d'Europe centrale renvoie à un *point de rencontre*, à un *milieu*, à un *centre*, à un *intermédiaire*, et, selon Pierre George, à une *zone de transition entre l'Europe occidentale et orientale* (Marès, 1983).

Il faut également constater que la configuration de l'espace européen influence l'apprehension géographique et historique de l'Europe centrale. Jusqu'en 1945, l'Europe s'était organisée par rapport au facteur allemand; après 1945, c'est l'orientation russe/sovietique qui est constatée. Pour la France, les filtres successifs de ces puissances ont donc conditionné l'apprehension géographique et historique de l'Europe centrale (Marès, 1983).

Identifier cet espace, comme l'ont fait successivement les géographes, et constater l'influence de la configuration de l'espace européen, ne permettent pas d'arriver à définir clairement cette région d'Europe. Antoine Marès (1994), d'une façon globale, mais aussi d'autres auteurs, ont mis en relief, une série de difficultés et de constats pour qui veut définir l'Europe centrale.

Tout d'abord, définir l'Europe centrale pose un problème d'ordre terminologique pour les centres-européens: "Il y existe une difficulté à se nommer soi-même, à s'identifier par un nom (Marès, 1994:134)". Jacques Rupnick (1990) et le président de la Slovénie,

Milan Kucan¹⁴, soulignaient, eux aussi, que chercher à définir l'espace de l'Europe centrale, c'est chercher à définir son identité.

Cependant, certains auteurs comme Jacques Le Rider (1994a) et Krzysztof Pomian (1994) considèrent qu'il n'existe pas véritablement d'identité centre-européenne. Selon Le Rider, il n'est possible de définir l'Europe centrale que d'un point de vue "*ex negativo*", comme une communauté de destin dans des périodes de crise (1994a:13)".

À cet égard, il souligne deux périodes caractéristiques: celle suivant la Seconde Guerre mondiale et celle de la décennie 1980 où les exilés et dissidents antisoviétiques discutent avec nostalgie de l'Europe centrale/Mitteleuropa¹⁵.

Krzysztof Pomian partage lui aussi cette idée.

Je suis assez enclin à suivre cette idée d'une identité produite par la menace. En fait, c'est bien la menace commune - qu'elle fût allemande ou russe - qui, fondamentalement, suscitait des bouffées identitaires (Pomian, 1994:16).

¹⁴Dans RUPNICK, Jacques (1994), Le dialogue des sept présidents, Transeuropéennes, n° 3 (printemps), p. 11.

¹⁵Sur cette question, le classique demeure, en langue française, l'ouvrage de DROZ, Jacques (1960), L'Europe centrale. Évolution historique de l'idée de «Mitteleuropa», Paris, Payot, 283 p., (coll. «Bibliothèque historique»), voir aussi KREBS, Gilbert et ROVAN, Joseph, édit. (1987), Mitteleuropa Pour ou contre l'Europe?, Paris, Université de la Sorbonne Nouvelle Paris III et l'Institut autrichien de Paris, 78 p.; La Nouvelle Alternative (1987), «Dossier: La renaissance de l'Europe centrale», n° 8 (décembre), p 2-49; KORINMAN, Michel (1988), «Naissance et renaissance d'un projet géopolitique», Hérodote, n°48 (janvier-mars), p. 19-35; BLEED, Jean-Paul (1991), «La conception autrichienne de la Mitteleuropa», dans Molnar, Miklos *et al.* Vers une mutation de société, Paris, Presses Universitaires de France, p. 17-24; LE RIDER, Jacques (1994), La Mitteleuropa, Paris, PUF, 127 p., (coll. «Que sais-je, n°2846»); Revue Germanique Internationale (1994), «Europe Centrale: Mitteleuropa», n° 1, 252 p.; MAIER S., Charles (1994), «Quelle Mitteleuropa? L'Europe centrale entre nostalgie et obsolescence», Austriaca, n° 38 (juin) , p. 41-48; BLEED, Jean-Paul (1995), «Les enjeux en Europe centrale: une perspective historique», Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande, Tome 27 n° 3, p 313-322.

Par contre, les deux auteurs soulignent un aspect particulier: il ne faut pas confondre l'Europe centrale avec la monarchie danubienne des Habsbourg (Le Rider, 1994a:12, Pomian, 1994:16-17).

Il est vrai que, dans les années 1980, nous avons assisté à des manifestations centre-européennes, tant dans l'émigration que dans les littératures des pays concernés [...]: elles comportaient toutes une nostalgie plus ou moins voilée de la monarchie austro-hongroise. Ce qui pose problème, car la double monarchie - qu'on en pense du bien ou du mal - n'est pas l'Europe centrale. Or on constate des glissements chez beaucoup d'auteurs qui passent assez nonchalamment d'une entité à l'autre (Pomian, 1994:16-17).

En second lieu, chercher à délimiter les frontières de l'Europe centrale ne permet d'arriver qu'à un constat: elles sont incertaines à la fois d'un point de vue géographique, ethnique, stratégique ou psychologique. À ce propos, Michel Prigent arrive à une conclusion identique à celle d'Antoine Marès: "les réalités humaines (historiques, ethniques, culturelles, économiques) sont apparues trop mouvantes, complexes, contradictoires pour pouvoir les y faire entrer (1983:23)".

De plus, l'Europe centrale est un ensemble mouvant. Sous l'Empire des Habsbourg (du XVI^e siècle à 1918), elle est relativement stable (Marès, 1994; Bérenger, 1990). Suite à l'effondrement de la Double-Monarchie, à la fin du premier conflit mondial, une Europe centrale des États successeurs pour Bérenger (1990), ou des nationalités pour Marès (1994) apparaît. Par la suite, elle tombe tour à tour sous le joug de l'impérialisme allemand/nazi et de l'impérialisme russe/soviétique.

C'est pourquoi, après la Seconde Guerre mondiale, la notion «Europe de l'Est» et son corollaire d'Europe orientale va remplacer celle d'Europe centrale. Cette notion reflète

l'état de guerre froide qui sévit entre les deux pôles du nouveau système international en émergence, c'est-à-dire entre l'URSS et les États-Unis. Elle va recouvrir indistinctement l'ensemble des démocraties populaires du centre et du Sud-Est de l'Europe.

La domination soviétique dans cet espace *imposa* le terme «Europe de l'Est». Dans un article faisant suite à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, Pierre Hassner posait la question «Qu'est-ce que l'Europe de l'Est ?». L'Europe de l'Est était caractérisée par une réalité: l'armée soviétique.

L'union d'une détermination géopolitique (pays européens, voisins plus faibles de l'U.R.S.S.) et une détermination politique (régimes gouvernés par le Parti communiste) trouve sa clef dans un facteur central: pays occupés par l'armée soviétique ou susceptibles de l'être sans bouleversement automatique de l'ordre international (1969:102).

En France, cette prédominance du facteur politique découlant de la nouvelle configuration internationale est perceptible dès 1946 (Marès, 1983 et 1994). Un décret du Ministère des Affaires étrangères du 1^{er} septembre, concernant le recrutement de secrétaires pour différentes régions du globe, permet de constater l'apparition de l'Europe orientale dans la désignation de la région de travail. De même, les publications de la Documentation française vont référer à l'Europe de l'Est. Les exemples du mensuel le Courrier des pays de l'Est et la naissance, en 1967, du CEDUCEE (Centre d'études et de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est) sont des plus significatifs.

Peu à peu, cette perception monolithique d'une Europe de l'Est s'ébrèche. En 1964, l'exilé polonais Czeslaw Milosz publie le livre Une Autre Europe. L'auteur propose la redécouverte de l'Europe centrale comme une zone de petites nations situées entre

l'Allemagne, alors divisée, et l'URSS. C'est le début, timide il est vrai, de la redécouverte de l'Europe centrale/Mitteleuropa.

Cependant, cette Europe centrale/Mitteleuropa dépasse largement une simple notion géographique et géopolitique: elle devient une idée, une utopie pour dépasser le cadre Est/Ouest de la guerre froide imposé depuis la Seconde Guerre mondiale. Le point tournant marquant la renaissance de l'Europe centrale vient de la réaction à l'écrasement du Printemps de Prague en 1968 (Bartosek,1987; Foucher,1993 et Marès,1994). "Le terme Europe «centrale» était employé comme un concept dissident et transgressif par rapport à l'ordre dicté par Moscou (Foucher,1993:56)", et représente "l'affirmation d'une identité culturelle et historique distincte de celle imposée par le Grand Frère [soviétique] (Rupnick,1990:19-20)".

Malgré tout, c'est la fin du contrôle de l'URSS sur la région et la disparition de celle-ci qui invalident l'emploi de la terminologie «Europe de l'Est». Dès lors, nous sommes en présence d'une véritable cacophonie sémantique pour identifier la région. Cette situation "reflète les diverses représentations politiques et idéologiques de la géographie européenne (Kulesza-Mietkowski,1994:1)" face aux frontières intérieures de l'Europe post-communiste.

Depuis 1989, trois importants atlas ont paru en langue française: SELLIER, André et Jean (1989) Les peuples d'Europe centrale; FOUCHER, Michel, édit. (1993) Fragments d'Europe: L'Europe médiane et orientale et LEMARCHAND, Philippe, édit. (1994) L'Europe centrale et balkanique. Aucun de ces atlas n'utilise un même terme pour présenter cette «Autre Europe». Ils la définissent comme: centrale, médiane et orientale, centrale et balkanique, etc. Cette situation se reflète même dans la composition des États formant ces ensembles.

Par contre, nous pouvons remarquer quelques constantes: l'importance des anciens empires, particulièrement celui des Habsbourg, une représentation des pays de l'ancien glacis soviétique (post-communistes) et une même absence de l'Allemagne et de l'Autriche.

Autre aspect que Marès met en relief pour définir l'Europe centrale: c'est sa complexité. Pour ce dernier (en 1992), l'Europe centrale comprend les États suivants: l'Autriche, la République Tchèque, la Slovaquie, la Slovénie et la Hongrie ainsi que partiellement des régions de Pologne, de Roumanie, de la Croatie et de l'ex-Yougoslavie. Toute la complexité de l'Europe centrale vient de l'imbriquement étatique, ethnique, linguistique et religieux (Marès, 1994:135).

Dans son étude, «Y a-t-il une culture politique d'Europe centrale?», André Reszler présente également, les frontières actuelles de l'Europe centrale en y incluant des États souverains et des territoires faisant partie d'ensembles étatiques:

- 1- les États souverains: Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Slovénie, Croatie;
- 2- des provinces où "les minorités entretiennent activement l'esprit mitteleuropéen: Transylvanie, Voïvodine, Ukraine subcarpatique (1995:325)";
- 3- une zone grise, un prolongement de l'Europe centrale: Ukraine occidentale, Roumanie, Moldavie et la Bulgarie.

Il est possible de remarquer l'absence de l'Autriche.

Ce n'est pas par accident que nous n'avons pas nommé l'Autriche, pays qui se considère comme *européen* à part entière et dont la «démission» perpétue le vide dont souffre l'ensemble de la région depuis la dissolution de l'Autriche-Hongrie (1995:325).

Malgré l'exclusion de l'Autriche, il est possible de constater que l'articulation principale demeure les anciens territoires de la monarchie danubienne situés entre l'Allemagne et la Russie.

Enfin, la constatation la plus significative de Marès vient du fait que:

[d]éfinir l'Europe centrale, c'est en même temps faire des choix politiques, idéologiques et culturels. Avant 1989, si l'on demandait à un intellectuel tchèque ou hongrois s'il se sentait d'Europe centrale, il vous répondait qu'il se sentait tout simplement européen, que sa culture se nourrissait de Dante, Shakespeare, Voltaire et Goethe, de Bach, Mozart et Beethoven. [...] A contrario, certains ont revendiqué pour l'Europe centrale un statut paradigmique: l'Europe centrale serait le coeur de l'Europe, son épicentre éthique et intellectuel. L'écrivain tchèque Milan Kundera, exilé en France, a même parlé de «laboratoire du crépuscule de l'Europe», à propos de cette «Europe confisquée». Phénomène de surcompensation face à une méconnaissance, voire à un rejet de la complexité (Marès, 1994:135).

Marès, suite à cette constatation, arrive à une définition qui ne délimite pas l'espace de l'Europe centrale mais qui s'articule à travers le prisme de l'autre: "l'Europe centrale n'est ni un ghetto ni un sanctuaire, mais plutôt le résultat du regard de l'autre et des intérêts géopolitiques (1994:135)".

1.1.2 *Europe centrale et Europe danubienne: un choix épistémologique*

À partir de la définition proposée par Marès, la délimitation géographique de l'Europe centrale soulève quelques difficultés. De plus, l'Europe centrale repose sur une délimitation à «géométrie variable». Face à la multiplication possible des frontières et même des termes, comme le démontrent bien les trois principaux atlas publiés depuis 1989, il convient de clarifier l'espace auquel le présent mémoire s'intéresse.

Comme nous l'avons déjà souligné, la tradition française, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, est de nommer Europe centrale, les pays situés entre l'Allemagne et la Russie. Pour Bernard Michel (1990), Félix Kreissler (1993b) et André Reszler (1995), le cœur de l'Europe centrale est incontestablement l'ancien Empire des Habsbourg; idée partagée, selon Jacques Rupnick, par les Hongrois et les Tchèques (1990:21). Les États de la région sont *tous* des successeurs de l'Autriche-Hongrie, à l'exception de la Bulgarie.

D'ailleurs, tant Victor-Lucien Tapié (1969), Jean-Paul Bled (1989b et 1991) que Jean Bérenger (1990) soulignent la mission habsbourgeoise dans cette partie de l'Europe. "L'histoire de la Monarchie des Habsbourg peut en effet s'interpréter comme une lente formation d'une puissance danubienne que son pluralisme national distingue de l'Allemagne (Bled, 1991:18)".

Face aux différentes possibilités qui recouvrent la notion d'Europe centrale, pour éviter le piège de confondre Europe centrale et monarchie danubienne des Habsbourg (Pomian, 1994:16-17 et Le Rider, 1994a:12) et en fonction de l'angle historique donné au présent mémoire, nous préférons employer la notion d'Europe danubienne. Ainsi donc,

l'Europe danubienne désigne l'ensemble des États, des territoires et des peuples faisant partie de l'Empire des Habsbourg.

Cette clarification du terme employé pour définir cette région face aux diverses possibilités, nous permet maintenant d'aborder l'aspect de la réévaluation de l'Autriche-Hongrie après la Seconde Guerre mondiale, plus particulièrement dans les écrits de langue française.

1.2 La réévaluation française de l'Autriche-Hongrie après la Deuxième Guerre mondiale

La dislocation de la Double-Monarchie à la fin de la Grande Guerre signifiait l'aboutissement d'un processus de désagrégation. Dans la période de l'entre-deux-guerres, l'image de l'Autriche-Hongrie était celle "d'un phénomène politique et étatique malsain, condamné à disparaître tôt ou tard, et de plus en plus nuisible à partir du moment où il devint l'outil de l'impérialisme agressif du Reich (Lukaszewski, 1968:478)".

Cette image s'était constituée principalement à partir:

- 1- de la littérature historique et politique produite dans les États successeurs;
- 2- des mémoires des hommes politiques, plus précisément ceux de l'ancienne monarchie;
- 3- des écrits d'intellectuels¹⁶, particulièrement français¹⁷ et britanniques favorables aux nationalités.

¹⁶Voir à ce propos, le point 2.2.1 du présent mémoire.

Les mémoires des hommes politiques s'avèrent particulièrement révélateurs dans la construction finale de cette image fataliste et négative. L'exemple du comte Czernin, principal ministre des Affaires étrangères de Charles 1^{er}, est significatif. Il affirmait:

il est, évidemment, impossible de dire de quelle manière la chute de la Monarchie serait arrivée si la guerre avait été évitée. Certainement d'une façon moins terrible que cela ne se produisit par la guerre. Probablement, beaucoup plus lentement et, sans doute, sans attirer tout le monde dans le tourbillon. Nous étions destinés à mourir. Nous étions libres de choisir la façon de mourir, et nous avons choisi la plus terrible (cité dans Lukaszewski, 1968:478-479).

Face à cette image peu reluisante de l'Autriche-Hongrie pendant l'entre-deux-guerres, l'historien français Victor-Lucien Tapié signale:

en cherchant à résoudre les contradictions de cette histoire (des peuples et de la monarchie danubienne), on a admis paresseusement que tout se ramenait à la lutte constante entre la maison d'Autriche et ses peuples. Selon des inclinations idéologiques, on a trop souvent opté pour l'un des partenaires. Voici peu d'années, l'intérêt pour l'histoire d'un pays particulier semblait sous-entendre qu'on épousait toutes ses passions nationales et, à ce titre, la haine des peuples voisins, ou encore tout effort d'équité envers la monarchie des Habsbourg était interprété comme une complaisance à l'idée de sa restauration (1969:14).

Pourtant, après la Seconde Guerre mondiale, l'historiographie concernant l'Autriche-Hongrie s'éloigne de cette vision. Le choc découlant du dernier conflit met en perspective la fragilité des États successeurs face aux impérialismes des puissants voisins allemands et russes/soviétiques, exploitant les problèmes nationaux de la région dans leurs propres intérêts.

¹⁷Nous reviendrons sur les principaux intellectuels français travaillant sur la monarchie danubienne à la fin du XIX^e et au début du XX^e.

Dans cette perspective, rappelons simplement que les dirigeants des États danubiens prennent conscience d'un sort collectif commun et des "retombées tragiques des deux guerres mondiales, [...] qui ressortent des disputes tragiques au profit des puissances étrangères (Pilisi, 1979:366)".

Les hommes politiques de ces pays arrivent à un consensus général pour une nouvelle réorganisation des relations inter-étatiques dans la région. Une intense activité diplomatique s'engage au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour la mise en place d'un système de coopération régional (Pilisi, 1976 et 1979).

Cependant, la puissance victorieuse à l'Est qu'est l'Union Soviétique est exclue de ce système régional. Staline prend rapidement conscience des risques inhérents, à long terme, d'une unité régionale face aux visées soviétiques. Le coup de Prague de 1948 et le début des purges dans les Partis communistes est-européens culminant avec le procès Rajk en 1949 condamnent à toute fin utile le concept de coopération et de confédération des peuples de la région¹⁸. Notons que les principaux leaders communistes tels Tito et les dirigeants communistes hongrois¹⁹ seront des partisans de la création d'une fédération danubienne et balkanique.

Il n'y a pas que les hommes politiques de l'Europe danubienne qui réfléchirent sur ces questions. Des experts du Département d'État américain et du Foreign Office

¹⁸Rajk sera jugé et exécuté pour ses activités fédéralistes. Cela constituait un crime de haute trahison envers l'État (Pilisi, 1979:474-478). Irme Nagy sera également arrêté à cette époque et écarté du pouvoir jusqu'à la révolution de 1956.

¹⁹Ils en feront même un axe privilégié de leur politique étrangère: "[n]ous sommes les partisans sincères de l'établissement d'une unité politique serrée. Les peuples danubiens, par le maintien et l'assurance de leur culture, langue, moeurs et arts, établiront leur fédéralisme. La poursuite de ce projet est le programme numéro un de la politique extérieure de la Hongrie (Pilisi, 1976:232)".

britannique, entre autres, arrivèrent à la conclusion que seule une structure fédéraliste permettrait à la région danubienne de résoudre la majeure partie de ses problèmes, particulièrement sa vulnérabilité face aux grandes puissances. Dans cette optique, ils proposèrent des structures politiques inspirées de l'ancienne Autriche-Hongrie pour la reconstruction de la région (Keyserlingk, 1987).

Ainsi,

[t]he World War II rehabilitation of the Austro-Hungarian concept, for «Danubia», by official and academic postwar planners later led to interesting repercussion on the direction of scholarly activity in the postwar era (Keyserlingk, 1987:63).

Selon Lukaszewski (1968:479-480), l'ex premier ministre britannique, Winston Churchill, est l'un des premiers, par ses propos, à réviser la conception dominante face à la Monarchie des Habsbourg.

La seconde tragédie capitale de cette époque fut le complet démembrément de l'empire austro-hongrois par les traités de Saint-Germain et de Trianon. Pendant des siècles cette vivante réincarnation du Saint Empire romain-germanique avait apporté, dans le cadre d'une vie commune, des avantages, tant d'un point de vue d'économie que de sécurité, à de nombreux peuples dont aucun n'avait en notre temps la puissance ou la vitalité de résister par lui-même à la pression d'une Allemagne ou d'une Russie ressuscitées (Churchill, 1948:7).

Un dernier aspect explique ce renouveau pour l'ancienne monarchie des Habsbourg dans la période d'après-guerre: c'est la mise en place du processus d'intégration européenne. Ce processus a influencé les perceptions sur l'Autriche-Hongrie; considérée comme

l'archétype d'une Europe en miniature déjà porteuse d'un esprit européen (Droz, 1960:272 et Lukaszewski, 1968).

Entre 1945 et 1946 sont publiés, en France, un *Que Sais-je sur l'histoire de l'Autriche* (Droz, 1946), une biographie de François-Joseph 1^{er} (Saint-Aulaire, 1945) et de Charles 1^{er} (Delabays, 1946)²⁰. Ils véhiculent déjà une image plus positive de l'expérience habsbourgeoise. Ils constatent aussi que l'Autriche-Hongrie représentait une construction nécessaire à l'Europe.

Pourtant, l'image de l'entre-deux-guerres demeure celle qui prédomine en France. Dans une étude sur l'image de la Hongrie en Europe occidentale à l'issue de la Première Guerre mondiale, Hunyadi (1987) donne l'exemple de l'historien Félix Ponteil. En 1951, ce dernier publie son *Histoire Générale Contemporaine* où il propage cette image négative, plus particulièrement celle de la Hongrie. Pour Hunyadi, "[i]l est évident que la bonne foi du professeur Ponteil a été abusée par ses sources (1987:177)".

Malgré tout, après la Seconde Guerre mondiale, nous sommes en présence d'un processus de réévaluation de l'Autriche-Hongrie. Les auteurs européens, américains et certaines institutions²¹ ont joué un rôle dans le processus de réévaluation objective, positiviste, ne tenant compte que des faits.

²⁰Pour cette biographie, nous avons consulté la version publiée à Montréal aux éditions FIDES. En France, elle est publiée aux éditions Bonduelle à Cambrai.

²¹Parmi les Institutions de recherche mentionnons, le "Südost-Institut" et la revue "Südost-Forschungen" à Munich, la revue "Central European Federalist" qui a été publiée par un groupe d'universitaires d'origine tchécoslovaque, hongroise et polonaise aux États-Unis, "Documentation sur l'Europe centrale", revue de l'Institut de recherche de l'Europe centrale à Louvain, Belgique.

Il faut tout particulièrement souligner l'apport des historiens américains d'origine autrichienne, spécialement Robert A. Kann. Ses travaux sont, entre autres, à l'origine d'une nouvelle interprétation de la question des nationalités et ont permis de modifier sensiblement l'image que l'on avait des relations entre l'État et les nations de la monarchie (Droz, 1984).

De plus, l'historiographie autrichienne, avec Hugo Hantsch, Heinrich Benedikt et Friedrich Engel-Janosi, va elle aussi rapidement brosser une image nouvelle en révélant la valeur universaliste, civilisatrice et conciliatrice de la monarchie danubienne (Droz, 1984:21).

Au cours de la décennie 1960, les auteurs hongrois vont rejoindre ce processus de réévaluation (Pilisi, 1973 et Bogdan, 1984). Cette période sera particulièrement riche en publications sur le sujet puisque la fin de la décennie marquera aussi le demi-siècle de la fin de l'Autriche-Hongrie. Lors des conférences internationales, les auteurs hongrois s'éloignent de plus en plus de la thèse marxiste officielle selon laquelle l'Autriche-Hongrie était la «prison des peuples» et rejoignent les vues de leurs collègues occidentaux (Lukaszewski, 1968). Dans la contribution des auteurs hongrois, le point de vue européen domine dans la réévaluation de l'Autriche-Hongrie (Pilisi, 1973 et Bogdan, 1984).

La réévaluation a remis en cause les arguments strictement nationaux en vue de juger l'état de la vie politique, économique, culturelle de l'Autriche-Hongrie au tournant du siècle du point de vue européen.

De plus, entre 1960 et 1970, nous assistons au développement de la spécificité «études autrichiennes» ou «austriacistes» en Italie sous l'impulsion de Claudio Magris²². Ce mouvement est également présent aux États-Unis, où nous voyons la naissance des revues Modern Austrian Literature de l'université de Californie et Austrian History Yearbook de l'université du Minnesota²³.

Le cadre des études «austriacistes» se développe en France²⁴ grâce à Felix Kreissler qui met sur pied en 1972 le CERA (Centre d'Études et de Recherche Autrichiennes) à l'université de Rouen. L'objectif de ce groupe de recherche est de promouvoir la "connaissance de l'Autriche et de l'ancienne Autriche-Hongrie dans tous les domaines (Kreissler, 1975:153)". La revue Austriaca publiée à partir de 1975, vient compléter les efforts du CERA.

1.2.1 De la modernité viennoise et l'Empire jusqu'au dégel à l'Est: glasnost et perestroïka

Dans ce processus de réévaluation, la culture de «Vienne 1900» (terme consacré)²⁵ et les questions touchant la modernité viennoise connaissent une popularité sans précédent. Les travaux des Américains Carl E. Schorske, Fin de siècle Vienna: Politics and Culture,

²²L'ouvrage de Magris qui lança «le mythe habsbourgeois» n'a été publié en français qu'en 1991! MAGRIS, Claudio (1991), Le mythe et l'Empire dans la littérature autrichienne moderne, Paris, L'Arpenteur/Gallimard, 420 p.

²³Pour la Grande-Bretagne, malgré deux décennies de travaux sur la littérature et l'histoire culturelle autrichienne, ce n'est qu'en 1990 qu'est créée la revue annuelle Austrian Studies.

²⁴Notons aussi le travail de Richard Thieberger qui est à l'origine de la création à l'université de Nice du Centre de recherches autrichiennes. Dans les deux cas, (ceux de Kreissler et Thieberger), l'influence de ces universitaires autrichiens exilés en France a été déterminante.

²⁵La période s'établit, selon les auteurs, de 1880 à 1930. De plus, l'expression consacrée pour caractériser cette période (dans différentes langues comme l'anglais ou l'italien) est «Fin de siècle».

publié à New-York pour la première fois en 1961, de William M. Johnston, The Austrian Mind: an Intellectual and Social History 1848-1938, publié en 1972 et de l'essai d'Allan Janik et de Stephen Toulmin, Wittgenstein Vienna's publié en 1973, font autorité.

L'Occident découvre ou redécouvre les Musil, Broch, Mahler, Klimt, etc. L'explication de la floraison des talents qui apparaissent à Vienne à cette époque, et dans les autres principaux centres culturels comme Budapest et Prague, et même au-delà, prend son origine dans l'ancienne monarchie dualiste (Molnar et Reszler, 1988). Cet intérêt, particulier pour les thèmes de la modernité viennoise, est perceptible partout, tant en Amérique qu'en Europe.

En France, l'engouement pour la modernité viennoise débute véritablement en 1975, avec un numéro spécial de la revue Critique qui a pour titre «Vienne, début d'un siècle». En 1978, la collection «Perspectives Critiques» des Presses Universitaires de France dirigée par Roland Jaccard, publie l'ouvrage de Allan Janik et de Stephen Toulmin sous le titre Wittgenstein, Vienne et la modernité. En 1983, c'est l'œuvre de Schorske, Vienne fin de siècle politique et culture, qui est publiée pour la première fois en langue française²⁶. En 1984, Michael Pollak publie Vienne 1900²⁷. Puis en 1985, c'est l'ouvrage magistral de William M. Johnston, L'esprit viennois, qui fait l'objet d'une publication en France dans la collection «Perspectives critiques». Le point culminant de toute cette effervescence (en

²⁶ La publication française de 1983 a été augmentée d'articles publiés dans l'American Historical Review et dans The Journal of Modern History entre 1961 et 1973.

²⁷ La seconde édition a été publiée en 1992 aux éditions Julliard dans la collection folio Histoire.

France) sera l'exposition *Vienne, naissance d'un siècle* au centre Georges Pompidou en 1986²⁸.

Par la suite, d'autres travaux vont continuer de jeter un regard sur Vienne 1900²⁹. À cet égard, le collectif, Vienne, Budapest, Prague.... Les hauts-lieux de la culture moderne de L'Europe centrale au tournant du siècle, travaille sur la modernité viennoise en intégrant d'autres villes de l'ancienne monarchie habsbourgeoise:

[I]l but des études que nous publions ici est de montrer comment, aux côtés de Vienne, la modernité a pris essor dans d'autres hauts-lieux de la culture mitteleuropéenne. Budapest, Prague, mais aussi Cracovie et Trieste sont autant de grands centres urbains où se manifeste, au tournant du siècle, la créativité d'une région en pleine expansion interne (1988:7).

Comme le souligne Pollak dans la postface de son livre en 1992: "Vienne symbolise la Mitteleuropa, le contrepoint de la France et de ses traditions dans la géographie culturelle européenne (1992:220)". Contrepoint, également, dans les traditions politiques françaises, surtout dans l'aspect supranational que la monarchie tentait d'être avec ses forces et faiblesses en Europe danubienne.

²⁸Dans le cadre de cette exposition est publié CLAIR, Jean, édit. (1986), Vienne 1880-1938, l'apocalypse joyeuse, Éditions du Centre Georges Pompidou, 794 p. Suite à l'exposition est publié, en 1989, l'ouvrage de POLLAK, Michel et HEINICH, Nathalie (1989), Vienne à Paris: portrait d'une exposition, Paris, Bibliothèque publique d'Information du Centre Pompidou, 187 p. qui est une analyse de cette exposition.

²⁹LATRAVERSE, François et MOSER, Walter édit. (1988), Vienne au tournant du siècle, Paris/Montréal, Albin Michel/Hurtubise, 397 p.; LE RIDER, Jacques (1990), Modernité viennoise et crises de l'identité, Paris, Presses Universitaires de France, 432 p., (coll. «Perspectives critiques»); LUKACS, John (1990), Budapest 1900, Paris, Quai Voltaire, 327 p. voir aussi MOLNAR, Miklos et RESZLER, André, édit. (1989), Le génie de l'Autriche-Hongrie, Paris, Presses Universitaires de France, 219 p. qui consacre une partie des études aux aspects de la Vienne 1900; HAMARD, Bruno (1995), Budapest pendant l'entre-deux-guerres: Histoire de la reconstruction de la ville-capitale d'un État successeur, sur les ruines de L'Autriche-Hongrie, Paris, Vécu contemporain, 76 p. ; HORNIG, Dieter et KISS, Endre, édit. (1996), Vienne-Budapest 1867-1918: Deux âges d'or, deux visions, un Empire, Paris, Éditions Autrement, 262 p., (coll. «mémoire»).

Si nous regardons la réévaluation de l'Autriche-Hongrie du point de vue politique, en France, avant la décennie 1980, il est à noter qu'une faible voix se fait entendre. Par exemple, Jacques Droz en 1960 dans son livre, Europe centrale. Évolution historique de l'idée de «Mitteleuropa», questionne l'intérêt pour l'Europe du démembrement de l'Autriche-Hongrie et il tient à réfuter l'idée de la «prison des peuples»:

[e]t elle a été si peu cette prison, qu'aucun esprit sérieux n'a envisagé, avant 1914, la fin du «joug Habsbourg» ni le partage de la Monarchie: c'est dans le cadre des frontières existantes que l'on souhaitait une solution meilleure au problème des nationalités (Droz, 1960:271).

Il y a aussi les travaux de Victor-Lucien Tapié³⁰, comme Monarchie et peuples du Danube, publié en 1969, qui jettent un regard positif sur la Monarchie des Habsbourg.

En 1971, il y a la publication du livre de Yves de Daruvar, Le destin dramatique de la Hongrie, qui remet en question l'établissement des frontières de la Hongrie par le traité du Trianon. Jean Bérenger, de son côté, publie La République autrichienne de 1919 à nos jours. Il y démontre que la monarchie reposait sur des bases solides et sa disparition, loin d'être inévitable, s'expliquait largement par les tensions nées de la guerre (1971:13-38).

La décennie 1970³¹ voit aussi une série de travaux, comme ceux de Lorant sur le compromis austro-hongrois et l'opinion publique française, de Michel sur les banques et les banquiers au début du XX^e siècle en Autriche, de Bogdan sur la question des nationalités et

³⁰Sur l'œuvre de Victor-Lucien Tapié, voir DELUMEAU, Jean (1975), «L'itinéraire d'un grand historien: Victor L. Tapié», Revue d'histoire moderne et contemporaine, tome XXII (avril-juin), p. 161-167.

³¹Voir le bulletin historique de BÉRENGER, Jean (1978), «L'empire des Habsbourg de 1526 à 1918», Revue Historique, n° 527 (juillet-septembre), p. 179-211.

de Györy sur la littérature autrichienne, éclairer la monarchie et les conséquences de sa disparition sous un angle différent et même novateur.

D'ailleurs, les travaux de Györy viennent renverser l'idée que les Habsbourg étaient les agents de la germanisation en Europe centrale.

Provoquée par l'univers de la monarchie austro-hongroise, influencée par les autres peuples de l'Empire, la littérature autrichienne a été profondément marquée par les aspects culturels des Hongrois, Tchèques, Slovaques, Yougoslaves, Polonais, Russes, etc., tous citoyens de la monarchie austro-hongroise. C'est leur présence culturelle qui a dégermanisé la littérature autrichienne et a créé pour la première fois une littérature multinationale où toutes les influences culturelles pouvaient se donner libre cours (Györy, 1977:9).

Au début de la décennie 1980, outre la frénésie pour la Vienne 1900, il y a aussi un autre fait majeur à souligner: c'est le retour des débats sur la notion de Mitteleuropa. La renaissance de cette notion débute en Italie du Nord (Trieste et le Frioul) sous l'influence de Claudio Magris. On assiste à la fondation du *Movimiento Mitteleuropeo* suivi de l'installation à Gorizia de l'*Istituto per gli incontri culturali Mitteleuropei*. Il est bien certain que le succès de ces thèses centre-européennes s'explique par une réaction contre le centralisme de Rome. Mais il y a aussi la redécouverte de solidarités historiques (Bled, 1991).

De plus, les intellectuels du bloc de l'Est et l'émigration de ces pays réhabilitent l'idée d'une Mitteleuropa qui sert d'exutoire à l'antisoviétisme suite à la répression de 1981 en Pologne contre Solidarnosc³². L'appel le plus percutant est, sans doute, celui de

³²Entre autres, KUNDERA, Milan (1983), «L'Occident Kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale», *Le Débat*, n° 27 (novembre), p. 3-23; les actes du colloque de Duino publié en 1983 dans *Cadmos*, et plus particulièrement IONESCO, Eugène (1983), «L'Empire austro-hongrois», *Cadmos*, n° 23-24 (automne-hiver),

l'écrivain morave, Milan Kundera, en 1983. Pour ce dernier, l'Europe centrale/Mitteleuropa est "cette partie de l'Europe qui géographiquement se trouve en son milieu, culturellement à l'Ouest et politiquement à l'Est (Kundera,1983:4)".

En France, le débat sur l'expérience austro-hongroise est implacablement présenté avec celui de la Mitteleuropa et celui de la question allemande. Ceci s'explique par la présence de deux traditions pour les questions de Mitteleuropa (Bled,1989b et 1991): l'autrichienne et l'allemande.

Le colloque organisé à Paris le 10 juin 1987 par Joseph Rovan sur le thème «Mitteleuropa pour ou contre l'Europe?»³³ a permis de remarquer cet état de fait. Suite aux événements de 1989, la Mitteleuropa perd de son caractère politique antisoviétique. Elle appelle à une réflexion tant historique que culturelle (Bled,1991; Le Rider, 1994a/b et Maier 1994) et s'inscrit dans les débats sur la place de l'Allemagne réunifiée et des pays d'Europe centrale dans l'Europe.

Entre les débats touchant la Mitteleuropa et l'effondrement du système soviétique en Europe de l'Est, l'Empire des Habsbourg fait l'objet de nombreux travaux qui modifient sensiblement la perception traditionnelle héritée du début du XX^e siècle et de l'entre-deux-

p. 15-21; KONRAD, György (1987), L'antipolitique, Paris, Éditions de la Découverte, 234 p. (cet ouvrage a été publié pour la première fois aux États-Unis en 1984 et en Allemagne en 1985). Voir aussi MICHEL, Bernard (1986), La mémoire de Prague, Paris, Perrin, 220 p.; Cadmos (1987), «L'Europe de L'Est de François-Joseph à Gorbatchev», n° 39 (automne), p. 5-79 et La Nouvelle Alternative (1987), «Dossier: La renaissance de l'Europe centrale», n° 8 (décembre), p. 2-49.

³³Les actes du Colloque ont été publiés par KREBS, Gilbert et ROVAN, Joseph, édit. (1987), Mitteleuropa Pour ou contre l'Europe?, Paris, Université de la Sorbonne Nouvelle Paris III et l'Institut autrichien de Paris, 78 p.

guerres. Outre les aspects de Vienne 1900 et les mythes de Sissi et de Mayerling³⁴, la réévaluation des questions politiques et historiques refait peu à peu surface³⁵.

Sous la responsabilité de Bernard Michel, la section d'Histoire contemporaine de l'université de Poitiers et l'Institut autrichien de Paris, organisent en mai 1982 (17-19 mai), un colloque franco-autrichien sur «Les relations franco-autrichiennes de 1871 au traité d'État de 1955».

En 1984, c'est au tour du CERA d'organiser un colloque (29 février-2 mars) conjointement avec l'Institut autrichien de Paris sur les «Relations franco-autrichiennes entre 1870 et 1970»³⁶. Les deux colloques permirent de jeter un regard nouveau sur ces relations et les perceptions des deux États.

La même année, l'université de Strasbourg organise un colloque (24-26 mai) sur «Les conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale»³⁷. Des historiens de onze pays confrontent leurs idées, travaux et points de vues.

³⁴ DES CARS, Jean (1983), Élisabeth d'Autriche ou la fatalité, Paris, Perrin, 472 p. ; HAMANN, Brigitte (1985), Élisabeth d'Autriche, Paris, Fayard, 611 p.; CORTI, Egon C (1987), Élisabeth d'Autriche Sissi, Paris, Payot, 467 p., (coll. «Petite Bibliothèque Payot/document»). C'est la première biographie officielle d'Élisabeth. Elle a été rééditée en 1992. Les premières éditions datent de 1936 et 1950; AVRIL Nicole (1993), L'Impératrice, Paris, Grasset, p.363. Sur Mayerling voir BLED, Jean-Paul (1989a), Rodolphe et Mayerling, Paris, Fayard, 306 p.

³⁵ Voir DROZ, Jacques édit. (1984), «Les historiens des pays successeurs sur l'Autriche-Hongrie», Austriaca (mai), n° 18, p. 9-123.

³⁶ KREISLLER, Félix, édit.(1986), «Relations franco-autrichiennes 1870-1970», dans Austriaca spécial colloque, Université de Rouen/CERA, 350 p.

³⁷ AYÇOBERRY, Pierre, BLED, Jean-Paul et HUNYADI, Istvan édit. (1987), Les conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale, Strasbourg, Association des Publications près les Universités de Strasbourg, 400 p.

En 1985, l'université de Paris 1-Sorbonne met sur pied une chaire d'histoire de l'Europe centrale contemporaine dont Bernard Michel est le premier titulaire. La même année, le groupe d'études de la Monarchie des Habsbourg de l'université Robert Schuman de Strasbourg publie la revue intitulée Études danubiennes.

De plus, le directeur de la revue, le professeur Jean-Paul Bled, publie en 1987, l'une des plus importantes biographies en langue française de François-Joseph. L'expérience habsbourgeoise est revalorisée à sa juste dimension³⁸. Par exemple, le compromis de 1905 en Moravie est une voie qui aurait permis, selon Jean-Paul Bled, de solutionner le problème des nationalités³⁹. Cette entente entre Tchèques et Allemands sert de modèle pour des accords similaires en Bukovine en 1910 (entre Allemands, Polonais, Roumains et Ruthènes) et, à la veille de la guerre, en Galicie (Polonais et Ruthènes).

À la fin de 1988, le Centre d'Études des civilisations de l'Europe centrale et du Sud-Est⁴⁰ en collaboration avec l'Institut autrichien de Paris organise un colloque (1^{er} et 2 décembre) sur le thème «Les nationalités de l'Autriche-Hongrie et la paix de 1918-1919»⁴¹. Les actes du colloque touchent à une question importante: les nationalités et la paix en 1918-1919.

³⁸Comme il l'indique lui-même dans une étude publiée en 1993: "Un modèle, l'Autriche-Hongrie ne l'était sûrement pas si on prend ce terme dans l'absolu. Elle avait créé un cadre pour une association des peuples que l'histoire a placés au cœur de l'Europe (1993:35)".

³⁹Voir aussi BLED, Jean-Paul (1993), «L'Autriche-Hongrie: un modèle de pluralisme national?», dans Liebich, André et Reszler, André édit. (1993), L'Europe centrale et ses minorités: vers une solution européenne?, Paris, Presses Universitaires de France, p. 25-35.

⁴⁰En 1983, le Centre débute la publication des Cahiers - Centre d'Études des Civilisations de l'Europe centrale et du Sud-Est. Les Cahiers s'attardent à une problématique beaucoup plus large et à un espace plus vaste que la seule Europe danubienne. Cependant, une multitude d'études touchent de près ou de loin à notre problématique.

⁴¹CASTELLAN, Georges, édit. (1990), Les nationalités de l'Autriche-Hongrie et la paix de 1918-1919, Paris, Publication de l'Institut autrichien avec le concours de l'Université de Paris III, 127 p.

Cette même année, François Fejtö propose une nouvelle interprétation de la fin de la monarchie. Dans son Requiem pour un Empire défunt, Fejtö démontre que la nouvelle approche de la guerre totale, que les promesses faites à l'Italie et à la Roumanie, qu'une certaine vision de l'Autriche-Hongrie dans les pays de l'Entente et surtout, la volonté en faveur de la création de la Tchécoslovaquie par l'action combinée de Benès et Masaryk, ainsi que de la Yougoslavie avec comme noyau la Serbie, ont détruit la monarchie. Pour ce dernier, l'Autriche-Hongrie, malgré ses imperfections, avait un rôle à jouer en Europe danubienne⁴².

Et si, en fin de compte, mon ouvrage est l'histoire d'une erreur irréversible et irréparable, - il peut avoir son utilité dans la réflexion qu'il pourrait susciter sur l'avenir de cet espace centre-européen deux fois morcelé, et dont les nations se réveillant après une longue période d'obscurité, sont en train de prendre conscience de leur interdépendance et de s'interroger - avec nous - sur leur avenir (Fejtö, 1989:119).

Depuis, l'effondrement de la monarchie des Habsbourg fait l'objet de vives polémiques entre les tenants de la dissolution et l'interprétation proposée par François Fejtö. En outre, celle-ci est contestée par Jean Bérenger et surtout par Bernard Michel⁴³. Le premier la trouve excessive dans son appréciation du rôle de la franc-maçonnerie (Bérenger, 1990 et 1994)⁴⁴. Le second la considère plutôt philosophique dans son approche et n'est pas d'accord sur l'exploitation de l'idée d'un complot (Michel, 1991).

⁴² En 1989, il participe au collectif de Molnar et Reszler d'où est tirée la citation qui suit. De plus, dans sa postface de 1992 (publiée aux Éditions Le Seuil, coll. point histoire, Paris), il accorde une place importante à la redéfinition du complexe de l'Europe danubienne suite à la chute du Bloc de l'Est.

⁴³ Voir BÉRENGER, Jean (1990), Histoire de l'Empire des Habsbourg, Paris, Fayard, 809 p.; (1994a), L'Autriche-Hongrie 1815-1918, Paris, Armand Colin, 187 p., (coll. «cursus») et MICHEL, Bernard (1991), La chute de l'Empire austro-hongrois 1916-1918, Paris, Robert Laffont, 322 p., (coll. «Les hommes et l'histoire»).

⁴⁴ Cependant, nous remarquons une similitude de vue entre Fejtö et Bérenger sur les facteurs internationaux et le rôle de Benès et de Masaryk, qui ont amené au démembrement de l'Empire austro-hongrois en 1918. Pour

De son côté, le collectif, Le génie de l'Autriche-Hongrie, publié en 1989, cherche à "combler une lacune scientifique majeure dans notre connaissance de la problématique mitteleuropéenne (1989:7)". De ce fait, il réévalue les potentiels de la monarchie des Habsbourg dans différents aspects tels l'économie, le système politique, la culture, etc.

1.2.2 Après l'effondrement du système soviétique

Avec la chute du système soviétique à l'Est, en 1989, les publications sur l'Autriche-Hongrie se réalisent avec, comme toile de fond, la redéfinition de cette espace politique. Les funérailles solennelles de l'impératrice Zita, à Vienne⁴⁵, et la possibilité de voir Otto de Habsbourg comme premier président de la République de Hongrie⁴⁶, débarrassée de son épithète de populaire, ont aussi permis à l'Archimaison de revenir à la une de l'actualité.

L'historiographie récente réévalue les questions touchant les tentatives de paix et les pourparlers afin d'éviter l'éclatement de la monarchie à la fin du conflit (Fejtö,1988; Bérenger,1990 et 1994a; Laroche,1994, ainsi que le dossier spécial en 1993 dans la revue Guerres mondiales et conflits contemporains). Comme le souligne Bérenger, "[o]n a longtemps pris les multiples tentatives de négociations de paix durant la Première Guerre mondiale pour des projets farfelus, alors qu'il s'agissait d'entreprises très sérieuses, même si aucune n'aboutit (Bérenger,1994a:172)".

Jacques Le Rider, "Jean Bérenger conclut (dans l'Histoire de l'Empire des Habsbourg) sur une note nostalgie, dont l'esprit me semble proche du *Requiem pour un empire défunt* de François Fejtö (Le Rider;1994b:408)".

⁴⁵Les obsèques eurent lieu le 1^{er} avril 1989, jour anniversaire de la mort de l'empereur Charles 1^{er}. Anecdote intéressante, les chevaux noirs tirant le corbillard avaient été gracieusement prêtés par les autorités communistes de Prague (Michel,1991:293).

⁴⁶Cette possibilité ne se concrétisera pas. Otto de Habsbourg refusera.

Remarquons également les publications de biographies⁴⁷ des derniers souverains de l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire de Charles et de Zita, qui démontrent leur volonté de modifier les structures de l'Empire et, surtout, de faire la paix.

De même, Jean Bérenger dans Histoire de l'Empire des Habsbourg, conscient que l'Archimaison et la France ont été rarement, de 1477 à 1918, dans le même camp, pose la question de la substitution de l'Autriche-Hongrie en faveur des États successeurs, en Europe danubienne, par les vainqueurs de 1918. Il considère que l'Autriche-Hongrie avait offert un système viable et que "les puissances de l'Entente ont, pour des intérêts à court terme, créé un vide en Europe orientale et que le problème posé en 1918 n'est toujours pas résolu de manière satisfaisante en 1990 (Bérenger, 1990:747)".

Dans la mouvance des bouleversements géopolitiques à l'Est, le germaniste français Pierre Béhar publiait, en 1991, L'Autriche-Hongrie: idée d'avenir. Pour lui, la mise en place d'une fédération danubienne sur les ruines de l'ancienne Double-Monarchie est la solution pour résoudre les problèmes nés de la fin de la Première Guerre mondiale. Cette conclusion de Béhar, de restaurer l'ensemble austro-magyar-slave, a même suscité un débat avec Pierre Kende, dans la revue Commentaire⁴⁸. Si les deux auteurs sont sensiblement d'accord sur la

⁴⁷ CORDFUNKE, Erik (1990), Zita La dernière impératrice 1892-1989, Paris - Louvain-la-Neuve, Duculot-Dокумент, 259 p. ; FEIGL, Erich (1991), Zita de Habsbourg Mémoires d'un Empire disparu, Paris, Criterion, 454 p. (coll. «Histoire»); DUGAST ROUILLÉ, Michel (1991), Charles de Habsbourg le dernier empereur 1887-1922, Paris - Louvain-la-Neuve, Duculot-Dокумент, 315 p. À titre indicatif, notons que le Québec a aussi publié une biographie (en langue anglaise) concernant plus particulièrement le séjour à Québec pendant la Seconde Guerre mondiale de l'impératrice Zita, HAMMERSCHMID Leo J. (1989), Zita. The Last Empress of Austria, Montréal, Meridian Press, 352 p.

⁴⁸ BÉHAR, Pierre (1991b), «L'Autriche-Hongrie, idée d'avenir», Commentaire, vol. 14 n° 53 (Printemps), p. 43-52; KENDE, Pierre (1991), «La fédération danubienne: idée d'avenir?», Commentaire, vol. 14 n° 54 (Été), p. 267-271; BÉHAR, Pierre (1991c), «La fédération danubienne seule idée d'avenir», Commentaire, vol. 14, n° 55 (Automne), p.117-120.

valeur historique de l'expérience austro-hongroise, ils ne le sont pas sur la possibilité de la transposer dans la situation actuelle de l'Europe danubienne⁴⁹.

À la lumière de tous ces travaux, il nous est possible de dégager deux grandes tendances concernant l'appréciation actuelle de la monarchie danubienne dans les contributions de langue française. L'ensemble habsbourgeois fut le seul Empire⁵⁰ en Europe centrale et orientale qui n'ait pas entretenu un rapport de vainqueur à vaincu, exception faite de la Galicie rattachée en 1772 et de la Bosnie-Herzégovine occupée en 1878 et annexée en 1908.

Ainsi, la première tendance perçoit l'Autriche-Hongrie comme un âge d'or pour les peuples qui étaient sous la souveraineté des Habsbourg et, plus particulièrement, de François-Joseph 1^{er} qui est "l'Autriche-Hongrie dans ce qu'elle a et d'éternel et d'éphémère (Reszler, 1989:144)."

Pour l'autre tendance, il y a des ambivalences dans l'héritage habsbourgeois et avant de servir comme projet de référence centre-européen, la réalité de la Double-Monarchie doit faire l'objet de critique préalable (Le Rider, 1994a:56)⁵¹. Ainsi,

[I]le bilan de la monarchie austro-hongroise est beaucoup plus mitigé, et le principe de supranationalité compte parmi les beaux mensonges de l'idéologie officielle, masquant en réalité l'hégémonie des nationalités allemande et hongroise et une tendance très pernicieuse à

⁴⁹Voir aussi KENDE, Pierre (1994), «Bilan et perspective du fédéralisme en Europe danubienne et balkanique», Le fédéralisme est-il pensable pour une Europe prochaine?, Paris, Éditions Kimé, p 129-138.

⁵⁰Les autres empires, ayant joué un rôle de conquérants en Europe centrale et orientale, sont les empires Ottoman, Allemand et Russe (soviétique).

⁵¹D'ailleurs les personnages de Richard N. Coudenhove-Kalergi et Ludwig Gumplowicz montrent bien, selon Le Rider, les deux potentiels du monde habsbourgeois (1994a:53 à 56).

l'exacerbation des nationalismes et des racismes en tous genres (Le Rider, 1994a:53).

Malgré tout, la mission de la monarchie était "de fédérer les petits peuples d'Europe centrale, trop faibles pour mener une existence indépendante s'ils étaient livrés à eux-mêmes (Bled, 1987:644)". Celle-ci n'a pas été une structure fédérative même si l'idée du fédéralisme dans cette région a le mérite d'appartenir, en partie, à l'œuvre unificatrice des Habsbourg (Kende;1994).

L'élément essentiel de la part de tous ces auteurs est une réévaluation de l'Autriche-Hongrie, non pas d'un point de vue strictement français, hongrois, tchèque, roumain, autrichien, etc. mais davantage d'un point de vue européen.

Conclusion

Après avoir identifié, les trois grandes régions de l'Europe, nous avons souligné l'existence d'une multitude de termes anciens et nouveaux, qui, recoupant des réalités parfois différentes, sont employés pour définir l'espace géopolitique de «l'Autre Europe». Cette cacophonie sémantique nous amène à privilégier la notion d'Europe danubienne pour identifier la région à laquelle le présent mémoire s'intéresse.

L'évidence de ce choix repose sur une conception davantage historique que géographique. Ainsi, la notion d'Europe danubienne recouvre l'espace de l'Europe centrale dans son acception française. Elle englobe les pays compris entre l'Allemagne et la Russie qui furent associés, d'une façon ou d'une autre, à l'espace habsbourgeois.

Suivant cette clarification, nous avons mis en perspective l'image de l'Autriche-Hongrie à la fin de la Première Guerre mondiale. La Seconde Guerre mondiale amène une réflexion nouvelle sur cette image et sur l'expérience habsbourgeoise. Peu à peu, un nouveau tableau de l'Autriche-Hongrie émerge.

Les balises qui se dégagent du processus de réévaluation de l'Autriche-Hongrie, particulièrement en France, permettent de mieux appréhender les motivations, particulièrement des intellectuels français de la seconde moitié du XIX^e siècle, face à la monarchie danubienne. Ainsi dans le prochain chapitre, nous analyserons la formation du tableau traditionnel de l'Autriche-Hongrie «prison des peuples» principalement dans les ouvrages en langue française.

CHAPITRE DEUXIÈME.

LA PERCEPTION DE L'EMPIRE D'AUTRICHE ET DE L'AUTRICHE-HONGRIE EN LANGUE FRANÇAISE JUSQU'À LA GRANDE GUERRE.

Et je me tiens toujours devant la deuxième porte, et ne fais que regarder jusqu'au Strandone, et je regarde, et subitement, je me surprends à dire: « Vois-tu, dans la Getreidegasse, quand résonne, frémissant, le Glockenspiel, et les maisons colorées des orfèvres au Hradschin, et la Maison des drapiers à Cracovie, où se tient Mickiewicz, et à Trieste, où Dante lève la main vers le nord, et Bolzano, sur la Place du Gardien d'oiseaux, et ici dans le reflet des Comènes, tu te sens chez toi, tout cela est ton chez toi, tout cela à la fois, tu l'es; vois-tu maintenant ce qu'est un Autrichien? Et je me tiens toujours devant la deuxième porte regardant les châteaux, par delà le Strandone: petits, solides et larges; un temps ancestral s'empare de moi, et je suis heureux.

Hermann Bahr⁵²

Introduction

Jean Bérenger rappelait récemment que rédiger l'histoire de l'Autriche ce n'est pas faire l'histoire d'un État-nation "tel que le public français, conditionné par l'idéologie jacobine, aime à considérer tous ses voisins (1994b:3)", mais bien de rédiger l'histoire d'un territoire. Jean-Marie Valentin, pour sa part, soulignait la transformation de la notion d'Autriche à travers l'histoire (1991:9).

Par ailleurs, à travers l'histoire, les relations entre la France et l'Autriche sont empreintes d'une hostilité qui fait que la vision traditionnelle de cette dernière est celle de l'ennemi de la France. Pourtant à partir du XIX^e siècle, il va se dégager peu à peu une vision différente de l'Autriche. Différente, dans le sens d'une prise de conscience de l'existence d'une «austriacité» face tout particulièrement au «danger prussien». Mais, à partir de cette vision, deux groupes vont diverger sur l'appréciation à faire de la spécificité autrichienne.

⁵²Lors d'une visite à Ragusa/Dubrovnik, Hermann Bahr a décrit ainsi sa compréhension de la région (Csaky,1989:28-29).

Ce second chapitre cherche donc à tracer les grandes lignes de l'évolution de la perception de la France à l'égard de l'Autriche. Plus précisément, nous analyserons l'évolution de la pensée française, à travers les études et écrits des slavistes, des germanistes, des historiens, des publicistes, etc. ainsi que l'action politique de la France concernant la monarchie et les peuples du Danube.

2.1 D'une perception à l'autre: la France et l'Empire d'Autriche

Dans une étude sur la France et l'identité culturelle autrichienne, Jacques Le Rider soulignait qu'aujourd'hui, il est tout à fait naturel de parler de l'Autriche *sine ira et studio* (1994b:398) et même, selon nous, *de jure et facto*. Pourtant, nous pouvons remarquer qu'il en était autrement dans des périodes telles: les années précédant 1914, pendant la Grande Guerre, lors du traité de Saint-Germain-en-Laye, lors de la discussion sur l'Anschluss⁵³, pendant la décennie 1945-1955⁵⁴.

Dans toutes ces périodes délicates, on voit se confirmer la tendance peut-être typiquement française à diviser politiquement, mais aussi intellectuellement, le monde allemand, pour mieux conjurer le spectre d'une grande Allemagne unitaire élargie à tous ses confins (Le Rider, 1994b:398).

⁵³La discussion sur l'Anschluss pose tout le problème de l'identité autrichienne et de la viabilité ou non d'un État autrichien sur les décombres de la monarchie. L'Anschluss signifie le rattachement, l'union ou l'annexion de l'Autriche (allemande) à l'Allemagne. Hitler, en mars 1938, va réaliser l'annexion de sa patrie à l'Allemagne nazie.

⁵⁴Période qui va de l'occupation militaire à la signature du traité d'État le 15 mai 1955 au château du Belvédère à Vienne. La loi constitutionnelle du 5 novembre 1955 consacre le statut de neutralité de l'Autriche.

En Autriche, la prise de conscience de former une nation (Kreissler 1971,1980, 1993a et 1993b; Bérenger, 1971 et 1994b, Korinman, 1993 et Béhar 1994) est postérieure à la formation de la Première République en 1918. Le 12 novembre 1918, l'Assemblée nationale provisoire des Allemands d'Autriche proclame la «Loi sur la forme de l'État et du gouvernement de l'Autriche allemande». Le second article de loi était rédigé ainsi: "l'Autriche allemande fait partie de la République allemande (Kreissler,1971:44)."

En effet, la formation d'un État distinct de l'Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale "résultait davantage d'une situation imposée par les puissances victorieuses de l'Entente que de la volonté des intéressés (Bérenger,1994b:3)".

Pour la France qui «préside», selon l'expression de Jacques Le Rider, au morcellement de la partie autrichienne de la monarchie habsbourgeoise avec le traité de Saint-Germain-en-Laye de 1919, il faut mettre en valeur et consolider la spécificité autrichienne (Julien,1986 et Le Rider,1994b), entre autres, pour lutter contre l'idée de l'Anschluss. Dans cette optique, Pierre Lefèvre-Pontalis, ambassadeur de France à Vienne, reçoit de Millerand qui cumule les postes de président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, les consignes suivantes:

[n]ous avons tout intérêt à voir Vienne, qui ne peut plus trouver dans des raisons d'ordre politique le maintien de son importance, demeurer cependant un des principaux centres de *culture allemande* (sic) le prestige que lui confère une tradition séculaire s'atténuerà sans doute, mais ne disparaîtra pas, si les Viennois conservent, au point de vue des Arts, de la littérature, de la mode même, le renom qu'ils s'étaient justement acquis dans Europe centrale. Il y a tout avantage à ce que le rayonnement de Vienne s'oppose à l'attraction que Berlin exerce sur une grande partie, non seulement de l'Allemagne, mais même des États voisins (Julien,1986:108).

Il est bien certain que ces consignes de Millerand en faveur de l'épanouissement d'une identité culturelle autrichienne, correspondaient en tous points aux intérêts de la *realpolitik* française dans la région (Le Rider, 1994b:418-419).

Les préoccupations politico-culturelles de Millerand sont partagées par un large public. Le Rider (1994b) prend à témoin un petit livre publié en 1921 par le journaliste du journal Le Temps, Marcel Dunand.

L'Autriche - qu'on l'étudie au point de vue historique, géographique, politique, économique, littéraire, artistique ou scientifique - apparaît une entité qui ne saurait disparaître et qui, dans tout cadre où la placera demain l'évolution de son histoire, conservera ses forces propres et présentera une sorte d'intérêt que la France en particulier ne doit plus perdre du regard (cité dans Le Rider, 1994b:419).

Même si l'auteur ne définit pas directement la «spécificité autrichienne», il considère qu'elle existe. Au fond, "aux yeux des Français, la «spécificité autrichienne» reste sinon une évidence inscrite dans les faits, du moins une exigence qu'il faut contribuer à concrétiser (Le Rider, 1994b:419-420)".

L'objectif ici n'est pas de suivre l'évolution du débat sur l'«austriacité» en France⁵⁵ après la Première Guerre mondiale. Toutefois, cet exemple vise à bien montrer, qu'en fonction de ses préoccupations, il existe pour la France une spécificité autrichienne.

⁵⁵À ce propos on consultera l'article de Jacques Le Rider (1994b:420-432).

2.1.1 *La perception traditionnelle de l'Empire d'Autriche en France*

Cette vision d'une spécificité autrichienne s'est substituée progressivement à la vision dominante, qui, depuis le XV^e siècle et lors de la Révolution française, combattait l'Empire des Habsbourg, considéré comme l'ennemi des intérêts français sur le continent européen.

C'est à la fin du XV^e siècle en raison des fiançailles, en 1473, entre Maximilien, fils de l'Empereur Frédéric III, et Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire, que va naître la rivalité entre les Maisons de France et d'Autriche. À la mort de Charles le Téméraire, Maximilien d'Autriche et Louis XI de France vont s'opposer pour sa succession (Bérenger, 1990:108).

Par la suite, les souverains français tels François 1^{er}, Henri IV, Louis XIV et leurs ministres, particulièrement Richelieu qui est obsédé par l'idée de l'encerclement du royaume de France, vont combattre âprement les Habsbourg (Béhar, 1990 et Bérenger, 1990).

Selon Béhar, l'hostilité envers l'Autriche des Habsbourg qui va imprégner durablement l'opinion française vient, en grande partie, de la guerre de succession d'Espagne entre 1701 et 1714.

[L'opinion publique], qui, ni du temps d'Henri IV, ni du temps de Richelieu, ni du temps de Mazarin, n'avait compris la nécessité de la guerre contre la maison d'Autriche, avait pris cette dernière en haine durant le dernier conflit, où il s'était agi de mettre sur le trône de Madrid un prince de la Maison de France. Louis XIV était parvenu à cette fin parce que le peuple français avait répondu à l'appel que, le 12 juin 1709, à l'une des heures les plus difficiles du conflit, son roi lui avait lancé sous forme de lettre à tous les gouverneurs de province. Les sacrifices exceptionnels que le peuple avait consentis

avaient permis à la France de ne pas sortir vaincue d'un conflit où elle avait combattu contre toute l'Europe liguée contre elle [...]. Ils avaient scellé dans l'opinion publique française la haine de la Maison d'Autriche (Béhar, 1990:98).

Cependant, au milieu du XVIII^e siècle, le Chancelier Kaunitz avait réussi un «renversement des alliances». Cette alliance, entre la France des Bourbons et l'Empire des Habsbourg, durera jusqu'en 1792 (Béhar, 1990 et Bérenger, 1990).

Mais la fin de l'Ancien régime et la Révolution française

réactivent cette animosité (de l'ennemi du dehors) en la transposant au plan d'une hétérogénéité, comprise comme radicale, entre un ordre nouveau dont on célèbre la force libératrice, initiatrice d'un commencement absolu dans l'histoire de l'humanité, et une crispation agressive sur l'ordre ancien aboli en France. Anecdotique en elle-même, l'hostilité envers l'«Autrichienne» Marie-Antoinette n'est que la traduction subalterne et démagogique d'un rejet massif que même le renversement des alliances n'avait pas profondément transformé (Valentin, 1991:10).

2.1.2 *L'effet Sadowa-Sedan*

Depuis le XIX^e siècle, la perception française de l'espace situé entre l'Allemagne et la Russie, a été largement dominée, tant au point de vue diplomatique qu'intellectuel, par la crainte d'une mainmise allemande en «Ostmitteleuropa» (Le Rider, 1994a:110). La France prend peu à peu conscience du danger de la politique allemande de la Prusse et, par voie de conséquence, du rôle de l'Autriche pour la contenir. Malgré tout, c'est véritablement l'effet Sadowa-Sedan (Le Rider, 1994a:111), c'est-à-dire les chocs successifs des défaites autrichienne et française contre la Prusse, qui impose la vision d'une spécificité autrichienne, sans toutefois totalement éclipser la vision traditionnelle française.

La défaite de l'Autriche face à la Prusse le 3 juillet 1866, à Sadowa, sonne le glas de la principale raison d'être de la monarchie, c'est-à-dire la direction du corps germanique (Droz, 1986; Bled, 1987; Bérenger, 1990). Elle *impose à la monarchie autrichienne de devenir véritablement danubienne*: "dorénavant, les Habsbourg ne seraient plus arbitres de l'Allemagne, et la monarchie n'aurait plus qu'à gérer l'espace situé entre l'Allemagne et la Russie (Bérenger; 1990:638)".

En France, les partisans de la vision traditionnelle se réjouissaient de la défaite autrichienne de Sadowa, parce qu'elle "confirmait le déclin du régime habsbourgeois, considéré comme un des plus réactionnaires d'Europe (Le Rider; 1994a:111)".

Malgré tout, Sadowa fait pénétrer l'Autriche dans le champ des préoccupations de la diplomatie française (Droz, 1986). De 1867 à 1870, il y a un rapprochement entre les Empires français et austro-hongrois. À la rencontre de Salzbourg, d'août 1867, entre François-Joseph 1^{er} et Napoléon III, l'Empereur des Français cherche principalement à réaliser une alliance offensive et défensive contre la Prusse (Lorant, 1971; Bled, 1987 et 1990). Le Compromis de 1867, qui donne naissance à l'Autriche-Hongrie, est reçu, somme toute, d'une façon favorable en France, en redonnant à l'Empire de François-Joseph sa place comme grande puissance; c'était d'ailleurs l'un des buts principaux, fixé par François-Joseph, qui milita en faveur du compromis austro-hongrois* (Bled, 1987 et 1990).

Malheureusement, le gouvernement de Napoléon III n'a pas saisi le sens du dualisme et du droit d'État hongrois.

Il considéra l'arrangement austro-hongrois comme une habile manœuvre de la Cour de Vienne, désireuse de préserver, grâce aux institutions communes du système dualiste, l'unité de l'Empire, et d'avoir la haute main sur le commandement de l'armée et sur la direction de la politique étrangère (Lorant, 1971:194).

Ainsi, le rapprochement ne se concrétise pas par une alliance officielle face à la Prusse (Lorant, 1971; Bled, 1990; Bérenger, 1990). La défaite de la France de Napoléon III à Sedan en 1870 est la suite logique de celle de l'Empire d'Autriche de François-Joseph à Sadowa. Après 1870, les chemins des deux États vont se séparer et finiront par devenir antagonistes. C'est un tournant capital tant dans l'histoire des relations franco-autrichiennes que dans celle de l'équilibre européen (Bérenger, 1990; Bled, 1990).

De plus, pour la France,

la guerre de 1870 et la défaite de Sedan marquent l'introduction brutale d'une présence étrangère principalement germanique dans les débats nationaux. Ce qui pourrait apparaître comme l'expression spontanée des classes cultivées [...] résulte également d'une relation conflictuelle mais aussi pacifique avec l'étranger (Espagne, 1993:7-8).

Michel Espagne fait remarquer que la France du XIX^e siècle, dans sa volonté de construire une science des cultures étrangères,

va les appréhender pour une large part à travers un prisme et un questionnement germaniques. Cette vision philologique [...] se double, lorsque les contraintes politiques l'impliquent, d'une perception géopolitique des cultures étrangères, domaines où le «rayonnement» français doit, en prévision des conflits économiques ou guerriers futurs, sinon l'emporter du moins équilibrer d'autres présences (1993:16-17).

L'unité des peuples slaves devient plus importante à mesure que l'Allemagne réalise son unité politique. Cependant, Espagne souligne que cette unité "ne peut être postulée que sur la base de rapprochements linguistiques qui privilégient eux aussi des époques reculées (1993:16)". L'effet Sadowa-Sedan favorise ainsi les études slaves.

L'un des premiers auteurs et l'une des premières traces des études austriacistes venant du choc Sadowa/Sedan est Alfred Marchand avec, en 1874, Les poètes lyriques de l'Autriche. Il y a aussi l'accueil fait à l'auteur Leopold von Sacher-Masoch en France (1994b:413-415). Michel Espagne précise que les contraintes politiques expliquent le développement universitaire des langues et cultures étrangères en France au XIX^e siècle. Outre l'Autriche-Hongrie, Sadowa amène un intérêt pour la Russie. "Dès que la Prusse est apparue en France comme un État potentiellement dangereux, l'intérêt pour les aires culturelles susceptibles d'en limiter l'expansion s'est enraciné dans la conscience nationale (1993:330)".

2.2 Les intellectuels français face à la Monarchie danubienne

La vision de la spécificité autrichienne prend véritablement racine entre Sadowa et Sedan. Si Sadowa fait pénétrer l'Autriche dans les préoccupations françaises (Droz, 1986), à partir du compromis de 1867, la question autrichienne divise les intellectuels en deux groupes⁵⁶:

[I]ls uns considéraient la Monarchie dualiste comme un élément nécessaire comme contrepoids à l'Allemagne et à la Russie; les

⁵⁶Nous pouvons remarquer que les deux groupes accordent une prééminence aux aspects de la politique étrangère. C'est d'ailleurs une tendance lourde de la pensée française face à l'Autriche-Hongrie. La tentative infructueuse d'alliance, entre 1867 et 1870, en est un exemple parfait.

autres, estimaient que la soumission de l'Autriche à l'Allemagne étant devenue inévitable, portaient leur attention aux forces politiques qui pouvaient hâter sa désagrégation et soutenaient la nécessité de soutenir le nationalisme tchèque (Droz, 1986:63).

À la vision traditionnelle anti-habsbourgeoise, *se superpose* la vision de la spécificité autrichienne où nous retrouvons deux groupes qui divergent sur l'appréciation de cette spécificité autrichienne (Droz, 1986). Le premier groupe est favorable aux nationalités, principalement aux Slaves et pour certains aux Magyars (Le Rider, 1994b:406). Le second groupe est favorable à l'édifice habsbourgeois.

Les analyses d'Élisée Reclus publiées en 1878 dans le tome III de la Nouvelle géographie universelle sont les archétypes des préjugés français à l'égard de la monarchie danubienne: "antipathie spontanée pour un empire dont le maintien apparaît comme un défi permanent à la raison et au droit des peuples; sympathie, au contraire, pour les Slaves et les Magyars (Le Rider, 1996:51)".

Et pourtant,

[a]u-dessus des apparences officielles, et malgré la haine instinctive que les peuples associés de force, ressentent les uns pour les autres, ne peut-on espérer de voir naître bientôt la confédération future qui remplacera, par le libre agissement des peuples eux-mêmes, l'organisation actuelle, si compliquée, si peu régulière dans sa marche, si fréquemment entravée par des accidents de toute espèce ? (cité dans Le Rider, 1996:50).

Soulignons que l'auteur slovaque Bohumila Ferencuhova divise en trois groupes ceux qui s'intéressent à la question autrichienne. Le premier groupe est celui des slavistes comme Louis Léger, Ernest Denis. Le second groupe est celui des "universitaires très

compétents s'occupant des problèmes de la monarchie danubienne au point de vue du droit, de la sociologie, de la statistique (1993:29)", tels Saint-René Taillandier, Louis Eisenmann ou Bertrand Auerbach. Le troisième groupe est celui des politologues et publicistes, plus particulièrement ceux formés à l'École libre des sciences politiques tels Anatole Leroy-Beaulieu ou André Chéradame.

Même si l'auteur remarque des limites dans son classement, nous préférons utiliser celui proposé par Droz (1986). Cependant, deux remarques sont ici importantes. Premièrement, Droz emploie le terme d'historiens. À partir du tableau de Ferencuhova, nous pouvons remarquer l'origine académique diverse de ceux qui s'intéressent à l'Autriche-Hongrie; ainsi nous préférons employer le terme d'intellectuels quand nous désirons parler de ceux qui s'intéressent à l'Autriche-Hongrie au sens large. Deuxièmement, la division entre les deux groupes n'est pas manichéenne, dans le sens où il y a gradation de perspective au sein même des deux groupes.

Par ailleurs, entre les deux groupes, il y a une prédominance des sympathies pour les études slaves, particulièrement chez les universitaires. Il y a tout d'abord Louis Léger et Ernest Denis. Le premier est l'un des fondateurs de la slavistique française tandis que l'œuvre et la personne du second symbolisent "[l]e moment politico-historique dans la fondation des études slaves en France (Espagne, 1993:332)." À ces deux personnages, il convient d'ajouter Louis Eisenmann. Louis Léger, Ernest Denis et Louis Eisenmann sont favorables aux Slaves, principalement aux Tchèques, et s'opposent au régime des Habsbourg jugé despote, surtout à partir du premier conflit mondial.

L'influence durable qu'ont eue ces trois universitaires sur la perception de l'Autriche-Hongrie et sur l'historiographie française ne saurait être mise en doute (Droz, 1986; Hunyadi, 1987; Charue, 1990; Bérenger, 1990; Valentin, 1991; Michel, 1993; Le Rider, 1994 a/b). Bernard Michel soulignait que les trois universitaires, à l'époque, "représentai[en]t la science historique française en Europe centrale (1993:17)". Jean-Marie Valentin, de son côté, considère qu'il faut sans cesse revenir aux slavistes d'avant 1914 pour comprendre les perceptions dominantes de l'espace danubien en France.

Ainsi, il convient de s'attarder quelques instants à ces auteurs en raison du fait qu'ils ont façonné l'image et la perception de l'Autriche-Hongrie chez les auteurs de langue française.

2.2.1. *Les slavistes français: Léger, Denis et Eisenmann*

Louis Léger (1843-1923) publie en 1868 sa thèse sur Cyrille et Méthode. Il s'intéresse aux Slaves à partir de la révolution polonaise de 1863 et les milieux exilés de Paris attirent son attention sur les Slaves de l'Empire des Habsbourg. Selon Jacques Droz, Léger "apprit la haine de l'Autriche (1986:65)" de l'émigré tchèque Josef Vaclav Friv. En 1867, il publie, avec ce même Friv, un livre intitulé Bohème historique, pittoresque et littéraire où les Habsbourg sont considérés comme l'avant-garde du germanisme et les auteurs expriment leur hostilité envers l'Autriche-Hongrie (Droz, 1986).

En ce qui concerne les Slaves du Sud, il va dédier sa thèse à Mgr Strossmayer en reconnaissance pour l'accueil et l'aide du prélat catholique croate. Il y emploie un nouvel adjectif inconnu en France «jugo-slave» (Charue, 1990).

En conclusion de sa thèse, il écrit:

[l]es Slaves du Sud [...] auraient peut-être fondé des le moyen âge [sic] cet empire jugo-slave [sic] qu'ils ne peuvent que rêver aujourd'hui [...]. Dans une telle hypothèse l'état [sic] factice des Habsbourgs [sic] n'aurait pas eu occasion de naître, et c'eût été autant de gagné pour la liberté de conscience et la dignité humaine (cité dans Charue, 1990:125-126).

Après la défaite de 1870, Léger dirige, à Prague, la *Correspondance Slave*. D'après Jacques Droz, celle-ci "correspond au désir d'un certain nombre d'hommes d'État tchèques de se rapprocher de la France, soucieuse de son côté de trouver à l'Est un appui contre le germanisme (1986:66)".

En effet, Léger considère, jusqu'à la guerre de 1914-1918, l'importance d'un grand ensemble centre-européen (Charue, 1990; Valentin, 1991). Par contre, il ne croit pas que cet ensemble puisse être l'Autriche-Hongrie. Elle est, selon lui, le bastion du germanisme en Europe centrale. Dans son Histoire de l'Autriche-Hongrie⁵⁷, il affirme:

[t]ant qu'elle n'aura pas trouvé le secret d'accorder à tous ses peuples l'usage loyal des mêmes libertés et de les grouper dans un harmonieux équilibre, l'Autriche-Hongrie restera un État provisoire et jouera un rôle plus négatif que positif dans la politique européenne (Léger, 1907:579).

De plus, dans la cinquième édition de cet ouvrage, il va de cette remarque qui démontre bien sa pensée à l'égard de l'Autriche-Hongrie:

[a]ujourd'hui encore nous avons le droit de conclure cette étude par les paroles qui terminaient il y a dix-sept ans la première édition de cet ouvrage. À moins d'un revirement imprévu la situation de l'État

⁵⁷Charue, dans son étude, présente la même citation (1990:126) mais à partir de la première édition en 1878.

autrichien reste absolument précaire et son avenir inspire les plus graves inquiétudes à ceux qui croient l'existence d'un grand État danubien nécessaire à l'équilibre de l'Europe (Léger, 1907:598-599).

De son côté, Ernest Denis (1849-1921) favorise très tôt le rapprochement entre la France et les Slaves, plus particulièrement avec la Bohême et la Russie. Louis Eisenmann, suite au décès de Denis, lui rend hommage dans le premier numéro de la Revue des Études Slaves, publiée en 1921, en ces termes:

[u]ne sympathie naturelle l'avait attiré vers les Slaves, dictée par la claire conscience de la solidarité d'intérêt qui les unit à la France dans la lutte défensive contre les ambitions et les agressions du germanisme prussien. Il n'a jamais varié dans cette sympathie, ni dans la conviction de bien servir la France en s'attachant à lui faire connaître les Slaves et à la faire connaître d'eux (Eisenmann, 1921:139).

En ce qui concerne sa perception de l'Europe centrale, Jean-Marie Valentin souligne que pour Denis: "[c'est] le face-à-face entre l'Allemagne nouvelle et les Slaves, dont Denis prêche l'union, qui est censé déterminer le cours de la politique au cœur du continent. Dans cette perspective l'Autriche n'a plus sa place (1991:14)". De plus, ce dernier souhaitait la création d'une alliance entre la France et les États slaves nés de la Monarchie. Son ambition était de paver la voie à cette possibilité (Valentin, 1991).

De plus, Eisenmann affirme:

[c'e]nt les deux faces d'un même problème qu'il étudie, le problème de la défense de la liberté des peuples européens, et des droits de la conscience nationale et de l'esprit humain contre le rêve monstrueux de grandeur écrasante auquel s'abandonne, grisée par les triomphes trop grands et trop soudains, la nation allemande (Eisenmann, 1921:139).

Il veut reconstruire un nouveau complexe danubien sur le *strict* principe des nationalités. Son argumentation est à la fois contre la reprise de la révolution de 1848 et contre le dualisme de 1867 (Valentin, 1991). Ceci nous amène à nous demander si Denis est anti-habsbourgeois. Pour Jacques Droz (1986), aucun doute n'existe à cet égard, et Jean-Marie Valentin (1991) semble le croire également.

Par contre, Bérenger (1990) et Le Rider (1994 a/b) font remarquer que Denis a été longtemps un partisan de l'austroslavisme*. Charue (1990), de son côté, considère que Denis, jusqu'à la Grande Guerre, demeure plus réservé que Léger dans ses propos sur l'Autriche-Hongrie comme en témoigne un extrait de son livre La Bohême depuis la Montagne Blanche:

[...]es nécessités qui ont amené la formation de l'Autriche au XVI^e siècle n'ont pas disparu et, quelque légitimes que soient les griefs des Polonais, des Tchèques et des Slovènes, ils n'en ont pas moins un intérêt manifeste au maintien de la monarchie (Denis, 1903b:663-664).

Le dernier personnage de ce triumvirat est Louis Eisenmann (1869-1937). Il se fait connaître grâce à sa participation à l'histoire générale de Lavisse et Rambaud. Sa contribution la plus importante, avant la guerre, est sa thèse de doctorat présentée devant la Faculté de Droit de Dijon, en 1904, pour le Doctorat ès Sciences politiques et économiques. Elle porte sur le compromis austro-hongrois de 1867⁵⁸. Si l'auteur est réservé sur le compromis qui avantage la Hongrie, il souhaite et croit possible l'évolution de l'Autriche-Hongrie en espérant qu'elle devienne une Suisse dynastique. C'est vraiment à partir de la

⁵⁸ Sa thèse fit l'objet d'une première publication en 1904 à la Société nouvelle de librairie et d'édition. Lors du centenaire du compromis, elle fit l'objet d'une réédition aux éditions Cujas avec une préface de Victor-Lucien Tapié.

guerre que Eisenmann prendra une position favorable aux Slaves et à la disparition de l'Autriche-Hongrie.

Ainsi, la vision de la spécificité autrichienne à tendance slavophile rejoint la vision traditionnelle des austrophobes avoués (Le Rider, 1994b). Les Habsbourg sont perçus comme les agents de la germanisation en Europe centrale. En ce sens, depuis le compromis austro-hongrois de 1867, la Monarchie dualiste a hérité de la même perception de la politique française.

2.2.2 *Les partisans de la Monarchie des Habsbourg*

Par contre, il serait inexact de croire que cette vision favorable aux Slaves, en France, représente l'ensemble des jugements portés sur l'Autriche-Hongrie jusqu'à la guerre de 1914-1918.

Il existait aussi des partisans de la monarchie des Habsbourg. Le précurseur d'une compréhension favorable est le journaliste Saint-René Taillandier, qui est l'un des premiers à s'intéresser à la monarchie danubienne (Droz, 1989). Pour lui, l'Empire d'Autriche, et par la suite l'Autriche-Hongrie, a une double mission: être l'élément fédérateur et unificateur de l'Europe danubienne.

Face aux événements de 1848 qui ébranlent l'Empire d'Autriche, Alexandre Thomas, dans la Revue des deux mondes, rappelle en novembre de la même année, le rôle stabilisateur de l'Autriche entre l'Allemagne et la Russie (Le Rider, 1994b).

Dans son Histoire de la formation territoriale des Etats de l'Europe centrale publiée en 1876, Auguste Himly corrobore ces propos de Thomas. Il met en relief la monarchie des Habsbourg comme élément nécessaire aux peuples de la région face aux puissances que sont l'Allemagne et la Russie. Il souligne que l'enchevêtrement des peuples les oblige à vivre ensemble et que cette situation invalide une répartition géographique selon les nationalités (Marès, 1983:11-14).

Le groupe des historiens de l'École libre des sciences politiques, dont Albert Sorel et Anatole Leroy-Beaulieu, favorisait aussi le maintien de la puissance danubienne pour faire obstacle et contrepoids à l'impérialisme allemand (Droz, 1986; Charue, 1990; Le Rider, 1994 a/b).

Anatole Leroy-Beaulieu souligne à plusieurs reprises l'importance de la monarchie danubienne comme facteur d'équilibre: en 1888, dans son livre La France, la Russie et l'Europe; en mars 1902, dans un article dans la Revue des deux mondes; en 1904 dans les préfaces des livres de Georges Weil Le Pan germanisme en Autriche et de René Henry Questions d'Autriche-Hongrie et Question d'Orient.

D'ailleurs, dans la préface du livre de René Henry, Anatole Leroy-Beaulieu affirme:

[i]l importe à l'Europe que l'Empire du Habsbourg ne soit pas à la merci de la politique allemande. *L'Autriche-Hongrie reste la pierre angulaire de l'Europe*⁵⁹. L'Occident et l'Orient ont un intérêt égal à ce qu'elle demeure indépendante de fait comme de droit (cité dans Marès, 1983:14).

⁵⁹C'est nous qui soulignons.

Si certains vont évoluer vers des positions plus mitigées, telles celles de Bertrand Auberbach⁶⁰, et André Chéradame⁶¹ au cours de la Première Guerre mondiale, ils sont, jusqu'au conflit, favorables à un empire centre-européen sous le sceptre des Habsbourg.

Par exemple, Bertrand Auberbach dans Les races et les nationalités en l'Autriche-Hongrie, publié en 1898, tient des propos prudents mais critiques face à l'Autriche-Hongrie (Charue, 1990). Par contre, dans la seconde édition de son livre en 1917, sa conclusion est dure à l'endroit de l'Autriche-Hongrie:

[I]l'Autriche-Hongrie est, de tous les Etats européens, le plus désemparé et le plus anarchique. Le conflit ethnique a détendu les ressorts, rongé les œuvres vives, attaqué le lustre et la rigidité de l'armature. La Felix Austria ne finit pas en beauté (cité dans Charue, 1990:131).

En 1901, André Chéradame publie L'Europe et la question d'Autriche au seuil du XX^e siècle. Il est le premier à poser la question de l'Autriche. Paradoxalement, il va donner de la situation autrichienne des analyses éclairantes, objectives; il y dénonce le pangermanisme comme le vrai danger et souligne la nécessité de transformer les structures de l'Autriche en structures fédéralistes (Charue, 1990 et Droz, 1960).

Il est nécessaire de rappeler que ce livre de Chéradame a été suggéré par l'avocat tchèque Karel Kramar (Droz, 1960:193). Selon Droz (1960:193), il est le dernier tenant de l'austroslavisme*. Pour Kramar, le cadre de la monarchie danubienne était approprié pour les réformes souhaitées.

⁶⁰Ce dernier est géographe et ethnologue en plus d'être professeur à la Faculté des lettres de Nancy.

⁶¹Il est publiciste.

Dans les années précédant le conflit, les intellectuels voyageant dans la Double-Monarchie remarquent une consolidation de l'édifice habsbourgeois. Par exemple, en 1912, l'historien et économiste René Gonnard, dans une analyse pour la Revue politique et parlementaire, écrit à propos du trialisme* qui semble s'élaborer dans l'entourage de l'Archiduc héritier François-Ferdinand:

[m]on opinion personnelle, comme celle de la plupart des Français qui ont, dans ces dernières années, voyagé sur les rives du Danube, est que la monarchie des Habsbourg se consolide. Et quant au trialisme, je ne me hasarderai pas à prophétiser ce qu'il donnera, si jamais il se réalise, mais ce que je sais bien, c'est que ses partisans autrichiens, loin de voir dans le développement de cette doctrine une cause d'affaiblissement et de séparatisme, la préconisent comme un moyen de fortifier le pouvoir de l'autorité centrale, le prestige de la dynastie, les chances d'expansion de la monarchie vers les Balkans et de diminuer au contraire les résistances particularistes les plus redoutables, j'entends celles que les Magyars opposent aux prétentions de Vienne (cité dans Droz, 1960:200).

De son côté, René Pinon, dans la Revue des deux mondes, écrit lors des guerres balkaniques de 1913:

[p]resque tous les peuples qui vivent sur le territoire de la monarchie dualiste souhaitent d'en modifier le statut, non pas d'en ruiner les fondements. En cas de guerre, même avec la Serbie et la Russie, il y aurait sans doute des incidents, des défections individuelles ou des rébellions de petites unités; mais l'armée dans son ensemble, est loyaliste; elle a un patriotisme d'Etat qui repose sur le serment au souverain; elle restera fidèle à ce serment (cité dans Droz, 1986:68-69).

Cependant, la traduction, à la veille de la guerre, de l'ouvrage du correspondant du journal le Times de Londres à Vienne, Wickham Steed, sous le titre La Monarchie des Habsbourg,

devait contribuer à fixer l'opinion française dans un sens profondément hostile au gouvernement de François-Joseph, non seulement par la condamnation formelle qu'il portait du système dualiste, mais encore par ses critiques qu'il faisait sur la politique extérieure de la Monarchie impuissante à se soustraire aux diktats de l'Allemagne (Droz, 1986:69).

Ainsi donc, les principaux écrits concernant la Monarchie austro-hongroise sont plus ou moins favorables à celle-ci. Un seul auteur est ouvertement hostile au régime habsbourgeois: Louis Léger. Il est essentiel de souligner que deux éléments fondamentaux sont à la base de la réflexion de tous ces groupes:

- 1- l'opposition au pangermanisme et à la puissance allemande (prussienne);
- 2- les façons possibles, pour la France, de combattre cette puissance.

Nous partageons l'avis de Jacques Le Rider pour qui

[e]n résumé, on peut dire qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, l'opinion publique intellectuelle est, en France, majoritairement anti-habsbourgoise, mais austrophile par prussophobie (1994b:407).

Conclusion

L'examen de l'évolution de la perception française à l'égard de l'Autriche permet de déceler une lente modification de celle-ci. Elle demeure pendant plus de trois siècles l'ennemie de la France, même s'il y a un renversement des alliances au milieu du XVIII^e siècle. Davantage, la Révolution française stigmatise cette image où l'Autriche représente l'ordre ancien face aux idéaux de 1789.

C'est la montée en puissance de la Prusse et plus particulièrement l'effet Sadowa-Sedan qui dégage véritablement une vision nouvelle: celle d'une spécificité autrichienne. Paradoxalement, si cette nouvelle vision voile peu à peu la vision traditionnelle austrophobe, elle divise en deux groupes l'appréciation portée à cette spécificité. Les uns portent une attention particulière aux Slaves tandis que les autres sont plutôt favorables à l'édifice habsbourgeois, principalement à une monarchie austro-hongroise rénovée.

C'est particulièrement le groupe favorable aux Slaves, principalement Louis Léger, Ernest Denis et Louis Eisenmann, qui va structurer la pensée française face à la monarchie austro-hongroise.

CHAPITRE TROISIÈME.

**LA FRANCE ET L'AUTRICHE-HONGRIE FACE À FACE: LA GRANDE
GUERRE.**

«La Monarchie n'est pas seulement une marche de l'Est germanique». Si certains de ses peuples gagnent en importance, «c'est la conséquence de leurs progrès culturels et cela doit être salué avec satisfaction». Même en cas d'annexion de la Pologne il ne serait d'ailleurs pas impossible de maintenir les équilibres politiques de la monarchie, d'autant plus que les Polonais sont certes des Slaves mais pas pour autant soumis au panslavisme, «qui est une construction de la politique russe». Cette leçon de politique, ce véritable testament historique de l'Autriche, pour finir, ridiculisait les thèmes du «slavisme» et du «germanisme» si fréquemment invoqués à Berlin, et par Bethmann comme par bien d'autres, en rappelant discrètement et perfidement: «Les Allemands et les Anglais sont des Germains...»

Extrait de la note autrichienne du 24 novembre 1915 en réponse au mémoire qui a été remis par le Chancelier allemand Bethmann-Hollweg le 13 novembre 1915. Ce mémoire proposait un élargissement de l'alliance de 1879 ainsi que des accords militaires à négocier par les deux états-majors. Il rappelait aussi les préoccupations de Berlin de la «slavisation progressive de l'Autriche» et de son souhait de voir «l'élément allemand retrouver sa position dominante, dans l'intérêt de l'Autriche comme marche de l'Est germanique». Enfin, l'essentiel du mémoire portait sur les propositions économiques allemandes.

(Soutou, 1989:96-97)

Introduction

À la fin de la Première Guerre mondiale, une nouvelle carte des États et des puissances européennes émerge. Dans cette nouvelle configuration, l'Autriche-Hongrie cesse d'exister. Il est généralement admis que, lors de la Première Guerre mondiale, la France a joué un rôle déterminant, plus que le Royaume-Uni, dans la disparition de l'Autriche-Hongrie et en faveur de la construction d'un complexe danubien basé sur le principe des nationalités, c'est-à-dire le complexe danubien des États successeurs (Bérenger, 1990).

Pourtant, et à bien des égards, cette thèse est, selon nous, excessive. Dans cette optique, nous nous attarderons sur la convergence de deux perspectives: celle de la rupture du Concert européen en fonction de la transformation de la «nature» du conflit et celle de la perception de l'Autriche-Hongrie, en France, sous l'angle des nationalités. La disparition ou

le maintien de l'Autriche-Hongrie seront les options de la *realpolitik* française jusqu'à la fin du conflit pour l'Europe danubienne.

3.1 «Les derniers jours de l'humanité»⁶²

La dislocation de l'Empire des Habsbourg et la naissance d'une nouvelle configuration internationale résultent de la Grande Guerre. L'importance de la configuration internationale semble, à François Fejtö, une condition *sine qua non* à la survie de la monarchie austro-hongroise. À ce propos, il fait remarquer que:

la survie séculaire de la monarchie, fragile certes du fait de son étendue territoriale et de son caractère composite, ne reposait pas uniquement, ni même principalement, sur ses propres forces, mais sur la nature du système international (1988:17).

De plus, la guerre au XX^e siècle semble ébranler d'une façon radicale les régimes politiques, surtout ceux qui connaissent la défaite comme l'Autriche-Hongrie (Becker, 1984). Aussi, il semble nécessaire de s'interroger sur la configuration internationale précédant la guerre et l'impact de la guerre sur ledit système.

3.1.1 *Les relations internationales jusqu'en 1914: le Concert européen*

Au début du XX^e, la base des relations internationales est le Concert européen. Il prend naissance au Congrès de Vienne de 1815. Le Concert européen comprend, comme acteurs, les six grandes puissances européennes: France, Russie, Royaume-Uni, Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie. Il est basé sur le principe de l'équilibre européen.

⁶²Oeuvre de Karl Kraus écrite entre juillet 1915 et juillet 1917.

Le principe de l'équilibre signifie que les grands États européens (en théorie)⁶³ "préservent dans leurs rapports mutuels une certaine modération; ils se surveillent pour empêcher que l'un n'acquière l'hégémonie ou une puissance excessive (Huntzinger,1987:231)".

Autrement dit, ils prennent en main et solutionnent ensemble les problèmes internationaux, plus particulièrement du continent, en fonction à la fois des intérêts de chacun et de l'ensemble. L'un des principaux problèmes qu'ils vont gérer ensemble sera celui des nationalités (Soutou,1993:698).

Ainsi, les puissances européennes gèrent ensemble les problèmes du continent en prenant compte, d'une façon réaliste, des facteurs de puissance et des données historiques (Soutou,1993).

Pourtant, l'attentat du 28 juin 1914 contre l'archiduc héritier François-Ferdinand⁶⁴, à Sarajevo, voit voler en éclats le Concert européen "trop informe, trop subtil, pour résister à une telle crise qui mettait en jeu les intérêts vitaux (ou considérés comme tels [...]) de trop de pays (Soutou;1993:701)".

Ce qui est singulier dans l'éclatement du conflit, c'est une période de flottement. Période qui va de l'assassinat de François-Ferdinand à la remise de l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie le 23 juillet 1914 et, par la suite, l'accélération de la crise qui débouche sur le premier conflit mondial.

⁶³ ARON, Raymond (1983), *Paix et Guerre entre les nations*, 8^e éd., Paris, Calmann-Lévy, p. 133-144.

⁶⁴ Suite à la tragédie de Mayerling de 1889 (mort du seul fils de François-Joseph, Rodolphe) et après la mort de son père, Charles-Louis, le 19 mai 1896, il devint le nouvel héritier.

À cet égard, Raymond Poincaré, président de la République française, et René Viviani, président du Conseil, quittent la France le 16 juillet 1914 pour un voyage officiel en Russie et une tournée des capitales scandinaves. De plus, ce qui préoccupe la France pendant l'été 1914 est le procès de Madame Caillaux, la femme de l'ancien président du Conseil⁶⁵. Elle est accusée du meurtre du journaliste Calmette (Duroselle, 1994:15).

D'un autre côté, le comte Étienne Tisza (président du Conseil hongrois) s'opposa à une action armée contre la Serbie. Le 7 juillet 1914, le Conseil des ministres, en raison du refus de Tisza en faveur d'une action militaire, se met d'accord sur un compromis: l'envoi d'un ultimatum à la Serbie. Le 19 juillet 1914, Tisza acquiesce au projet d'ultimatum et, pour la première fois, accepte le risque d'une guerre avec la Serbie⁶⁶. Le 21 juillet, François-Joseph donne son aval à l'ultimatum.

De plus, le ministre des Affaires étrangères de la Double-Monarchie, le comte Leopold Berchtold, décida de constituer un dossier soutenant la position austro-hongroise vis-à-vis la Serbie. Celui-ci va accompagner le texte de l'ultimatum lors de sa remise aux chancelleries européennes. Habituellement, la préparation de ce type de dossier représentait plusieurs mois de travail. En pratique toutefois, ce travail sera réalisé en deux semaines.

Pour le biographe français de François-Joseph, Jean-Paul Bled, l'opposition de Tisza et la préparation de ce dossier ont contribué à la transformation d'une guerre limitée en guerre européenne et mondiale. Vienne envisageait un conflit régional.

⁶⁵ Plus précisément de Joseph Caillaux président du Conseil en 1911.

⁶⁶ L'appui de l'Allemagne dès le début juillet (voyage du comte Hoyos à Berlin 5 et 6 juillet 1914) et les manifestations de joie, suite à la mort de François-Ferdinand, en Serbie, font que le point de vue de Tisza commence à évoluer dans le sens d'une action militaire. Évolution qui va le mener à accepter l'ultimatum à la Serbie.

Nul ne pourra jamais assurer qu'une guerre déclenchée dès les premiers jours de juillet n'aurait pas dégénéré. Il est cependant vraisemblable que les risques d'une conflagration générale auraient été moindres. L'effet de surprise aurait alors joué en faveur de la monarchie austro-hongroise. Placée devant le fait accompli d'une invasion de la Serbie, la Russie serait-elle allée au-delà d'une simple protestation, surtout si l'armée austro-hongroise avait remporté une victoire rapide ? Mais, après un certain délai, chaque jour qui passe rend ce scénario moins crédible, [...] trois semaines après l'attentat, les données ne sont déjà plus les mêmes. L'origine de la crise est en passe d'être perdue de vue. L'émotion s'estompant, la logique politique reprend le dessus, les puissances se ressaisissent et les blocs se reconstituent. Dès lors, pour la Monarchie, les chances d'éviter une européisation de la crise ne peuvent aller qu'en s'amenuisant (Bled, 1987:671).

Suite au rejet partiel de l'ultimatum par la Serbie⁶⁷, le 25 juillet, l'Autriche-Hongrie rompt ses relations diplomatiques et lui déclare la guerre le 28 juillet. Il ne faudra que huit jours entre la remise de l'ultimatum autrichien et l'ordre de mobilisation générale en France⁶⁸ le 1^{er} août 1914. C'est l'échec du Concert européen.

Nous pouvons établir quatre causes majeures de l'échec du Concert européen de juillet 1914:

- 1- "l'exacerbation du sentiment national dans les Balkans, en particulier en Serbie après la révolution de 1903 (Soutou;1990:700)";
- 2- Vienne, après les guerres balkaniques de 1912-1913 qui ont permis un renforcement de la Serbie et fortifié sa volonté de réaliser une «Grande Serbie», est sur la défensive et veut intervenir à la première occasion;

⁶⁷La Serbie refusait les points concernant la participation de représentants de la Monarchie sur son territoire dans le cadre de l'enquête.

⁶⁸Plus précisément, l'ordre de mobilisation générale va être reçu dans les mairies à 17 heures. De plus, Duroselle souligne que dans le cas de la Guerre du Golfe, l'emploi de la force a été précédé de 7 mois de négociation...

- 3- le jeu des alliances où chacun est décidé de supporter ses alliés (Allemagne/Autriche-Hongrie - Russie/Serbie et France/Russie);
- 4- la doctrine du risque calculé fait que tous les acteurs en cause avaient des intérêts communs, c'est-à-dire de gagner de vitesse l'adversaire⁶⁹ et de rejeter sur lui la responsabilité de la guerre (Fejtö;1988).

Toutefois, l'échec du Concert européen, dans sa gestion d'une crise, avant tout régionale, et sa propagation à l'Europe, ne signifiait pas nécessairement des modifications sensibles à sa principale caractéristique. Du moins, c'était la perception initiale des principaux dirigeants austro-hongrois. Pourtant, la principale caractéristique du Concert européen va se modifier au cours du conflit par l'apparition de la notion de victoire totale ou de la paix par la victoire.

3.1.2 Transformation de la «nature» de la guerre.

Lorsque François-Joseph fait parvenir l'ultimatum à la Serbie, c'est dans le but, s'il y a guerre, que celle-ci soit une guerre classique du XIX^e siècle, c'est-à-dire limitée. Dans cette logique, des négociations, après quelques mois et batailles décisives⁷⁰, suivent les résultats sur le terrain et établissent un nouvel équilibre.

⁶⁹Dans cette optique, l'application du plan Schlieffen de 1906, (révisé en 1911 par Moltke «le jeune») prévoyant la violation de la neutralité belge, est l'exemple le plus significatif de l'application de la doctrine du risque calculé. C'est l'événement décisif qui fit entrer le Royaume-Uni dans la Grande Guerre (Poidevin,1975:71 et 85).

⁷⁰Comme par exemple les batailles décisives que sont: Solférino en 1859, Sadowa en 1866 ou Sedan en 1870.

Pourtant, la nature du conflit se modifie par l'apparition d'une nouvelle notion: la victoire totale ou la paix par la victoire. Cette nouvelle notion va bouleverser la caractéristique fondamentale du Concert européen.

Cette transformation vient, dans un premier temps, de la volonté manifeste de l'Entente de modifier sensiblement l'équilibre européen, caractéristique essentielle du système européen. Plus précisément, les puissances de l'Entente s'entendent pour réduire la puissance allemande.

Dès le début des hostilités, l'Entente, c'est-à-dire la France, la Grande-Bretagne et la Russie, vont manifester une unité de vues et une détermination face à l'Allemagne qui ont été trop souvent sous-estimées, bien "qu'elles [aient] constitué un facteur déterminant de l'évolution du conflit (Soutou,1989:111)".

L'Entente par l'accord de Londres du 5 septembre 1914 va affirmer sa solidarité militaire et diplomatique. La première phrase de cette proclamation, rendue publique⁷¹, concernait l'engagement des trois gouvernements "à ne pas conclure de paix séparée durant la présente guerre (Soutou,1989:112)".

Cet accord fut complété, au cours du mois de septembre 1914, par une décision des trois pays concernés de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire totale sur l'Allemagne ou, à tout le moins, de modifier l'équilibre européen pour mieux contenir les ambitions prussiennes. Selon Georges-Henri Soutou, "l'importance et le caractère conscient et systématique (1989:113)" de cette décision n'ont pas été assez soulignés.

⁷¹Le fait que cet accord a été rendu public renforçait sa valeur.

Ainsi donc, dès le mois de septembre 1914 émerge, du côté de l'Entente, l'idée que "la paix serait une paix de victoire et non pas une paix négociée (Soutou,1989:114)".

Cette volonté de modifier l'équilibre européen et l'apparition de la notion de victoire totale ou de paix par la victoire sont les premiers jalons de la transformation de la Grande Guerre. Pour François Fejtö, "[l]l'essentiel était qu'imperceptiblement, la guerre qui avait commencé comme une guerre classique, visant un rééquilibrage entre puissances, se transformait en une guerre idéologique (1989:117)".

En effet, dans cette volonté de modifier l'équilibre européen, les dirigeants britanniques espèrent, dès septembre 1914, une modification du régime politique de l'Allemagne (Soutou,1989:116).

De même, le président Wilson, à la mi-décembre 1914, affirme: "[i]l me semble que le gouvernement de l'Allemagne doit être profondément modifié, et que l'Autriche-Hongrie éclatera - elle devrait éclater pour le bien de l'Europe (cité dans Soutou,1989:117)". Même si, à cette époque les États-Unis sont neutres, et que Wilson ne va appuyer la création d'États nouveaux sur les ruines de la monarchie qu'à la fin de la guerre, cette déclaration est lourde de sens dans la politique qui sera adoptée par Wilson durant le conflit.

Dans le cas de la France de la III^e République, surtout après le déclenchement du conflit, l'Empire des Habsbourg est en contradiction avec les principes défendus par cette dernière. "Les Habsbourg avaient été un ennemi de choix de la I^{re} République et étaient redevenus l'ennemi de la III^e: tout choquait en eux (Bérenger,1990:733)". Les principaux griefs avancés contre l'Autriche-Hongrie sont:

- 1- d'avoir une alliance avec l'Allemagne;
- 2- d'être une puissance catholique;
- 3- d'être perçue comme un Empire obscurantiste;
- 4- d'être surtout un État plurinational et monarchique (Fejtö, 1988 et Bérenger, 1990).

Le grand dessein de la classe politique française devient, selon François Fejtö, la «républicanisation» de l'Europe (1988:305-336). Sans revenir sur la démonstration que l'auteur présente, nous croyons que l'option du maintien de la monarchie, sous une forme compatible au point 10 des propositions de Wilson de janvier 1918, était possible. Selon nous, c'est la conjugaison de facteurs modifiant la nature du conflit (idéologique), d'événements comme la rencontre de Spa en mai 1918, l'imminence de la défaite⁷², sa situation interne et les objectifs des puissances victorieuses qui ont causé la «destruction» de la Monarchie.

Le cadre permettant de bien analyser ces aspects s'inscrit dans toute la problématique des buts de guerre des belligérants. Il n'est pas dans nos propos d'aborder directement cette question. Si, en Allemagne, cette question possède une riche historiographie, c'est en raison des remous qu'ont causés les travaux du professeur Fritz Fischer et de ses élèves⁷³. En France, cette question a été moins étudiée, mais elle possède

⁷²Ce n'est qu'au cours de l'été 1918 que les nationalités de l'Autriche-Hongrie comme les Tchèques et les Slovaques adoptèrent une attitude révolutionnaire. De plus, ce n'est qu'au mois d'octobre 1918 que les Conseils nationaux formés à l'intérieur de la monarchie, proclamèrent leur indépendance. Même dans ce cas, l'Empereur Charles a reconnu le Conseil national de Zagreb ou *Narodno Vijeće* le 31 octobre 1918 (Zwitter, 1969; Castellan, 1994). Autre exemple, le 9 novembre 1918, Lammasch (dernier président du Conseil d'Autriche) négocie avec Tusar (député social-démocrate tchèque au Parlement de Vienne) devenu représentant diplomatique de la République Tchéco-Slovaque à Vienne.

⁷³Sur cette question voir DROZ, Jacques (1973), Les causes de la Première Guerre mondiale. Essai d'historiographie, Paris, Le Seuil, 191 p., (Coll. «Point histoire»).

néanmoins une solide historiographie⁷⁴. Ce cadre (des buts de guerre) permet de mieux comprendre l'évolution de la politique française face à la Double-Monarchie. Outre les modifications territoriales, les indemnités, etc., le but de guerre qui sous-tend tous les autres est: l'affaiblissement de la puissance allemande⁷⁵.

Ainsi, par le biais de l'Autriche-Hongrie, l'Entente cherche à affaiblir l'Allemagne impériale: par un appui aux nationalités de l'Autriche-Hongrie ou par le détachement de l'Autriche-Hongrie de l'alliance austro-allemande de 1879 et par la rénovation de ses structures politiques permettant une «autonomie» de ses différentes nationalités.

3.2 Rupture ou équilibre: les options de la *realpolitik* française

Jusqu'à présent, le portrait peint de la politique adoptée par la France à l'égard de l'Autriche-Hongrie durant la Grande Guerre semblait unidimensionnel: appui aux nationalités.

Pourtant, il existait une alternative dans la politique française: celle d'une Autriche-Hongrie détachée de la Duplice et rénovée dans ses structures politiques.

⁷⁴L'aspect le plus novateur a été développé par SOUTOU, Georges-Henri (1989), L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale, Paris, Fayard, 963 p. et SOUTOU, Georges-Henri (1978), «La France et les marchés de l'Est», Revue Historique, n° 528 (octobre-décembre), p. 341-388. Voir aussi RENOUVIN, Pierre (1966), «Les buts de guerre du gouvernement français, 1914-1918», Revue Historique, n° 477 (janvier-mars), p. 1-38 et DUROSELLE, Jean-Baptiste (1994), La Grande Guerre des Français, 1914-1918, Paris, Perrin, p. 515.

⁷⁵Georges-Henri Soutou montre bien qu'une des clefs de voûte des buts de guerre (au sens large) et des buts de guerre économiques est cette lutte et cette volonté d'affaiblissement de la puissance de l'Allemagne (1989:112 à 117).

De cette façon, le groupe favorable aux nationalités et le groupe qui privilégie la puissance danubienne vont s'affronter. À ce propos, nous retrouvons les deux tendances au sein du personnel diplomatique français face à la monarchie danubienne:

[I]es uns prônaient une politique de «libéralisme» consistant à soutenir les mouvements révolutionnaires des «nationalités» d'Autriche-Hongrie, les autres [...] préféraient une politique «réaliste» d'équilibre européen consistant à ne pas détruire ce qui existe et ainsi à garder après la guerre un empire austro-hongrois réformé (Laroche,1994:51).

Dès lors deux *realpolitiks* s'affrontaient: celle de la rupture ou celle de l'équilibre...

3.2.1 La question des nationalités et la formation d'un nouveau complexe danubien: rupture...

La question des nationalités lors de la Première Guerre mondiale est un sujet complexe. Le premier aspect qui nous intéresse est le rôle politique que cette question va jouer sur l'existence de l'Autriche-Hongrie. Le Congrès des Nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie qui s'ouvre à Rome le 8 avril 1918 en est un exemple. Le congrès se prononce en faveur du démembrlement de la monarchie danubienne et souhaite que cette résolution devienne un des buts de guerre de l'Entente et des puissances associées. Les participants au congrès feront des pressions sur les gouvernements concernés.

Selon Ernest Denis, ceci "représenta un coup mortel pour l'Autriche-Hongrie (Fejtö,1988:280)". L'Entente répondit d'une façon assez positive "en créant un comité de propagande chez l'ennemi, qui répandit des tracts par avion et organisa des patrouilles de fraternisation afin de dissocier l'armée [austro-hongroise] (Castellan,1994:322)".

Le second aspect est le cheminement graduel qui amène la recomposition du complexe danubien. Ceci, bien évidemment, dans une perspective française et en fonction de la politique française⁷⁶ développée durant ce conflit.

La Première Guerre mondiale pose la question des nationalités. Dans la perspective de vouloir modifier l'équilibre européen et de réduire la puissance allemande, la question des nationalités est susceptible de devenir un enjeu non négligeable. Elle peut permettre l'affaiblissement de l'adversaire.

Lors de la Grande Guerre, la question des nationalités représente le processus par lequel un groupe national cherche à se libérer d'une ou des autorités étrangères ou considérées comme telles qui le gouvernent, en collaboration et en fonction de la volonté et des intérêts des grandes puissances⁷⁷ pour former un nouveau cadre étatique. Nous regroupons ces possibilités en trois idéaux-types:

- 1- créer ou recréer son propre État-nation (exemple, les pays Baltes, Pologne);
- 2- fonder un nouveau cadre national avec d'autres nations (exemple Tchécoslovaquie);
- 3- s'annexer à un État-nation déjà existant (exemple la Transylvanie avec la Roumanie).

Cette conjoncture rend vulnérables les empires multinationaux tels la Russie mais plus encore l'Autriche-Hongrie. Contrairement à une idée fortement enracinée, ce n'est pas

⁷⁶Politique qui est d'affaiblir l'Empire allemand de Guillaume II.

⁷⁷Refus des puissances victorieuses de l'Anschluss de l'Autriche allemande avec l'Allemagne en 1918.

la France qui va employer, dans un premier temps, la question des nationalités pour atteindre l'adversaire mais bien l'Allemagne (Soutou, 1993).

Suite à l'échec du plan Schlieffen, les principaux dirigeants de l'Allemagne, comme le nouveau chef d'État-major Erich von Falkenhayn et le chancelier Theobald von Bethmann-Hollweg, souhaitent la conclusion d'une paix séparée à l'Est. Entre novembre 1914 et août 1915, le Tsar Nicolas II refusera trois différentes propositions pour commencer des discussions en vue d'une paix séparée (Fischer, 1970: 194-212). Les refus successifs de Nicolas II et les victoires d'août 1915 feront que le gouvernement de Berlin prendra acte de l'impossibilité de conclure une paix séparée sur le front de l'Est avec la Russie (Fischer, 1970). Il se tournera résolument vers les nationalités de l'Empire des Tsars.

Les grandes étapes de cette politique sont: le 5 novembre 1916, la publication du Manifeste des deux empereurs en vue de la création d'un État polonais; pendant l'été 1917, le début de la formation d'États baltes et le 9 février 1918, après que la délégation ukrainienne se soit séparée de la délégation russe (dirigée par Trotsky), la conclusion d'un traité de paix séparée avec l'Ukraine (Soutou, 1993; Castellan, 1994; de Castelbajac, 1995).

En France, les premiers à proposer l'appui aux nationalités de l'Autriche-Hongrie, sont des intellectuels principalement Louis Léger, Ernest Denis et Louis Eisenmann. Comme nous l'avons déjà expliqué, ils ont joué un rôle incontestable, avant la guerre, dans la perception française face à l'Empire danubien. Lors du conflit, ceux-ci vont prendre clairement position en faveur de la «libération» des Slaves d'Autriche-Hongrie et de la disparition de la monarchie dualiste (Hunyadi, 1987; Charue, 1990; Bérenger, 1990; Valentin, 1991; Michel, 1993; Ferencuhova, 1993; Castellan, 1994).

Par exemple, Denis va jouer un rôle fondamental au début de la guerre en faveur de Masaryk et de Benès et de leurs propositions relatives à la disparition de l'Autriche-Hongrie face à l'opinion publique française. "Denis a alors servi pour eux de garantie morale, en même temps que son prestige de professeur à la Sorbonne couvrait les justifications historiques du mouvement tchèque (Michel, 1993:25)".

De plus, ce dernier et Louis Léger⁷⁸ vont publier en 1915 et 1917 des ouvrages qui, grossièrement, proposent la reconstruction de cette partie du continent européen sur le principe des nationalités, avec quelques exceptions visant à assurer une viabilité économique et stratégique aux nouveaux États proposés. Pour eux, l'Autriche-Hongrie est un outil du pangermanisme et surtout, elle a failli à sa vocation historique. De son côté, Louis Eisenmann⁷⁹ va donner une conférence à la Sorbonne, en 1916, en faveur de la souveraineté slave.

Par conséquent, grâce à l'influence de ces universitaires slavophiles⁸⁰, les Tchèques, Masaryk et Benès⁸¹, avec l'aide du Slovaque Stefanik⁸², propulsent l'idée de la formation de nouveaux États.

⁷⁸DENIS, Ernest (1915), La Guerre. Causes immédiates et lointaines. L'intoxication d'un peuple. Le Traité, 2^e éd., Paris, Delagrave, 353 p. (1915), La Grande Serbie, Paris, Delagrave; (1917), La question d'Autriche. Les Slovaques, Paris, Delagrave; LÉGER, Louis (1915), La liquidation de l'Autriche-Hongrie, Paris, Félix Alcan; (1917), Le panslavisme et l'intérêt français, Paris, Ernest Flammarion , 360 p. Les ouvrages en italiques sont ceux que nous avons consultés.

⁷⁹Il est aussi traducteur au ministère de la Guerre.

⁸⁰Cependant, nous devons remarquer que cette influence et les propositions soutenues par ces intellectuels ne reflètent pas nécessairement la politique française adoptée à l'égard de l'Europe danubienne pendant la durée du premier conflit mondial, et ce, malgré le fait que cela semble le cas (voir le point 3.2.2 sur «Les tentatives de paix et la tentative de sauvetage de la monarchie danubienne»). L'exemple de la formation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en est un bon exemple (Bariéty, 1994).

⁸¹Benès publie en 1916 une brochure intitulée Détruissez l'Autriche-Hongrie, Paris, Delagrave. À partir des mémoires de Benès, Fejtö souligne que ce dernier considère que lui et ses compagnons de lutte ont donné, à l'Entente, leurs véritables buts de guerre (Fejtö, 1988 et 1989). À tout le moins, il semble plus juste de croire qu'ils ont favorisé, avec les 14 points de Wilson (même si ceux-ci ne sont pas à priori contre la monarchie

Selon Georges Castellan, c'est dès octobre 1914 que Masaryk présente son programme «maximum» au slaviste britannique Seton-Watson⁸³. Ce programme «maximum» visait:

[l']indépendance complète de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie, auxquelles il joignait les territoires slovaques de la Hongrie pour former un royaume sous un prince belge ou danois, et non russe. Il envisageait également la destruction de l'Allemagne, afin que les 3 ou 4 millions d'Allemands de Bohême, auxquels on assurerait des droits de minorités, ne regardent pas vers elle (Castellan, 1994:326).

C'est aussi ce dernier qui est à l'origine de l'idée selon laquelle, il faut remplacer la monarchie austro-hongroise en Europe danubienne. À sa place, la région doit être reconstruite en fonction d'un «cordon sanitaire» de petits États (clients de la France) autour de l'Allemagne. En février 1916, dans un mémorandum au gouvernement français intitulé «Europe centrale pangermanique ou Bohême indépendante?», il expose l'idée qu'il n'y a que deux possibilités d'avenir pour cette région: 1- une Europe centrale germanique; 2- une Europe centrale réorganisée sur le principe de l'État-nation (Pichlik, 1969:92).

Pour Masaryk,

le meilleur, l'unique moyen de neutraliser l'Allemagne, c'était de l'entourer de petits États indépendants et foncièrement antigermaniques et pro-occidentaux, de démembrer l'Autriche-

danubienne), l'adoption par l'Entente et les puissances associées d'une politique autrichienne défavorable à l'Autriche-Hongrie des Habsbourg (Duroselle, 1988:809-816 et Bariéty, 1994).

⁸²Sur toute la question touchant l'influence du Comité Tchèque, de sa naissance, de ses principaux protagonistes, de ses relations avec la France voir Guerres mondiales et conflits contemporains (1993), «Dossier: Les relations entre Français, Tchèques et Slovaques de 1914 à 1918», n° 169 (janvier), p. 5-74. Ce numéro provient du colloque organisé à Paris les 25 et 26 octobre 1990 au centre Malher de l'Université de Paris 1.

⁸³Robert William Seton-Watson et le journaliste Henry Wickham Steed vont jouer le même rôle que Denis, Léger et Eisenmann au Royaume-Uni.

Hongrie et l'Empire Ottoman, de construire un barrage aux velléités expansionnistes allemandes sur les trois piliers que devraient être la Pologne, les Tchèques et les Slovaques unis dans un seul pays, ainsi que les Slaves du Sud (Fejö, 1988:355).

De cette façon, il proposait la renaissance d'un État polonais (Pichlik, 1969) et la formation de deux nouveaux États pour ce complexe danubien «successeurs» à celui des Habsbourg: la Tchéco-Slovaquie⁸⁴ et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ou Yougoslavie⁸⁵.

C'est en particulier Masaryk qui fut l'inventeur de la Tchécoslovaquie, laquelle n'avait aucun fondement historique et devint par la grâce des vainqueurs une Autriche-Hongrie au petit pied; sa seule justification était d'ordre géostratégique en regroupant des Tchèques et des Slovaques, parents par la langue mais séparés par l'histoire depuis le X^e siècle. L'autre pilier de son système fut la Yougoslavie, où il s'agissait de faire vivre deux nations soeurs, les Croates et les Serbes, que l'histoire avait séparées et qui se révélèrent incapables de coexister pacifiquement après la victoire (Bérenger, 1990:736).

Cependant, les autorités alliées hésitent longuement à reconnaître les Comités nationaux: c'est-à-dire des regroupements de personnes de l'émigration d'une ou des nations d'Autriche-Hongrie qui cherchent à obtenir auprès de l'Entente et des puissances associées le règlement de la question des nationalités dans le sens favorable à leurs propositions. Nous savons que le président américain Wilson était peu favorable aux Comités nationaux⁸⁶. Sa politique "consistait à proclamer le droit à l'autonomie des nations sujettes de l'empire,

⁸⁴Jusqu'à l'adoption de la constitution du 29 février 1920, l'orthographe du nouvel État s'écrivit ainsi (Marès, 1995:265).

⁸⁵Le 6 janvier 1929, le roi Alexandre 1^{er} dissout le parlement et abolit la constitution de 1920. Le régime parlementaire fait place à une dictature. Le 3 octobre 1929, le Royaume change de dénomination et devient le Royaume de Yougoslavie et ce "[p]our bien marquer la volonté d'union nationale (Sellier et Sellier, 1991:163)".

⁸⁶Wilson était favorable à la question polonaise comme le montre le 13^e point de sa déclaration du 8 janvier 1918 en vue de la reconstitution d'un État polonais. Par contre, il avait refusé de rencontrer le Slovaque Stefanik en août 1917 pour discuter de la reconnaissance du Comité des pays tchèques et de reconnaître le Comité yougoslave.

lesquelles, cependant, entreraient dans une union fédérale placée sous l'autorité des Habsbourg (Fejtö, 1988:290)". De même, par sa vision légaliste, Wilson ne reconnaissait pas les promesses alliées avant l'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique ni l'accord de Corfou de 1917.

Malgré tout, le règlement de la question des nationalités, véhiculé par ces comités, va devenir l'option qui prévaudra à la fin de la guerre. Il est important de bien saisir que si le problème des nationalités trouve des échos favorables, particulièrement en France, c'est dans l'optique d'affaiblir l'Allemagne en frappant son alliée qu'est l'Autriche-Hongrie.

Georges-Henri Soutou, dans l'introduction au collectif Recherche sur la France et le problème des Nationalités pendant la Première Guerre mondiale souligne cet aspect essentiel: "les dirigeants français [...] ont déterminé leur politique non pas tant en fonction du principe des Nationalités [...] qu'en fonction des intérêts géopolitiques de la France tels qu'ils les percevaient (1995:8)".

De cette manière, ceux qui sont favorables à l'éclatement de l'Empire austro-hongrois vont employer la conjoncture favorable créée par la guerre et par la victoire de l'Entente et des puissances associées. Ce nouveau complexe danubien (des États successeurs) correspondra aux intérêts des grandes puissances victorieuses, plus particulièrement de la France.

C'est le cas notamment de la Tchéco-Slovaquie. Pourtant, sa naissance, au cours du premier conflit mondial, se retrouve au centre de plusieurs thèses contradictoires. Il est possible de les rassembler en deux tendances (Marès, 1990:73). La première tendance est

celle de la thèse autochtone. Elle accorde la prédominance aux éléments internes dans la naissance de l'État:

- les Tchèques, les Slaves auraient trahi l'Autriche-Hongrie et ainsi provoqué sa chute
- la Résistance intérieure (*la Maffia*)⁸⁷ aurait été l'agent essentiel de cette chute
- les masses, avec leur avant-garde, la classe ouvrière, auraient renversé l'ordre social autrichien sans avoir la force de renverser la bourgeoisie (Marès, 1990:73).

La seconde tendance est celle de la thèse exogène. Celle-ci accorde le rôle essentiel à la résistance extérieure:

- la Résistance extérieure aurait été essentielle et peut légitimement réclamer la direction de l'Etat
- les Tchèques auraient comploté contre l'Autriche-Hongrie en s'appuyant sur les éléments républicains français et américains
- l'armée tchécoslovaque, formée à l'extérieur du pays, aurait été la condition de la reconnaissance internationale de la Tchécoslovaquie (Marès, 1990:73-74).

Dans la perspective qui nous intéresse ici, le rôle fondamental de la résistance extérieure a été d'offrir une alternative crédible aux propositions et au développement des Pays tchèques à l'intérieur de la Monarchie danubienne, en plus de proposer la recomposition de l'espace danubien contre le germanisme, et suivant la Révolution d'Octobre 1917 en Russie, contre le bolchevisme (Marès, 1990).

⁸⁷La Maffia (on retrouve aussi l'orthographe de cette organisation avec un f dans les ouvrages et articles spécialisés) est un groupe clandestin formé par Benès et des collaborateurs des journaux *Cas* (Le Temps) et *Nase Doba* (Notre Temps) dont A. Sveha, L. Kramar et A. Rasin sont membres. Il avait comme rôles, de renseigner l'Entente, de favoriser les désertions dans l'armée avec l'aide des officiers membres, d'assurer la liaison entre la résistance interne et externe "et surtout d'agir sur les politiciens locaux pour les empêcher de soutenir l'Autriche-Hongrie et de compromettre ainsi la crédibilité de l'action extérieure (Belina et al., 1995:349)".

La France est bien disposée à l'égard de la question tchèque, grâce au courant slavophile que nous avons déjà mentionné⁸⁸. De plus, le travail des Masaryk, Stefanik et surtout de Benès, "le très actif secrétaire général du Conseil, «fourmi» indispensable de la cause nationale, dont l'activité permit d'imposer les points de vue de ses compatriotes auprès des décideurs français (Marès,1995:260)" permet de dépasser les circonspections des Italiens, des Britanniques et des Américains.

Ici, la fameuse déclaration de Czernin du 2 avril 1918 est importante: c'est l'événement qui, selon plusieurs auteurs (Valiani, 1969; Brook-Shepherd, 1971; Fejtö, 1988 et Bérenger, 1990), "aura sans doute scellé le sort de la monarchie (Fejtö,1988:282)".

Au début de 1918, le ministre des Affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie, le comte Ottokar Czernin, fait un discours devant le conseil de ville de Vienne. À cette époque, la fortune des armes favorisait les Empires centraux. Le 9 décembre 1917, la Roumanie avait signé l'armistice; le 3 mars 1918, la paix était conclue sur le front de l'Est à Brest-Litovsk et Ludendorff lançait une offensive victorieuse sur le front de l'Ouest. Le 21 mars, elle enfonçait les lignes anglaises et, le 23 mars, elle permettait de bombarder Paris.

Donc, sûr de la supériorité des Empires centraux en ce début de 1918, Czernin déclara le 2 avril 1918 que Clemenceau avait fait une offre de négociation à l'Autriche. Cet épisode est aussi connu sous les noms d'affaire Sixte de Bourbon-Parme* ou d'affaire Czernin/Clemenceau. Même si cette déclaration concernait les discussions Armand-

⁸⁸Par exemple, la France favorise, grâce au décret signé le 16 décembre 1917 par Poincaré (Nechvatal,1990:40), la création d'une armée tchéco-slovaque. Cette armée est surtout concentrée en Russie suite à la formation de Légions tchéco-slovaques. Le décret reconnaît cette armée et la place sous le contrôle du Conseil national des Pays tchèques de Paris (Castellan,1994).

Revertera⁸⁹ (Brook-Shepherd, 1971:172 et Bihl,1993:60), elle piqua au vif Clemenceau. "Une guerre de communiqués se déchaîna entre Paris et Vienne (Brook-Shepherd, 1971:173)" qui se termina par la publication de la première lettre de Charles 1er du 24 mars 1917 par la France.

Dans cette lettre, Charles affirmait:

[i]l m'est particulièrement agréable de constater que, bien que nous soyons adversaires, il n'existe pas de véritable contradiction entre mon empire et la France [...]. C'est dans ce but et pour exprimer mes sentiments réels que je te prie de porter secrètement et officieusement à la connaissance de M. Poincaré, président de la République française, que j'emploierais tous les moyens dont je dispose et en utilisant toute mon influence personnelle auprès de mes alliés pour leur faire comprendre la justesse des revendications françaises en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine (Bihl,1993:47).

Cette publication eut quatre répercussions majeures:

- 1- Czernin tenta d'écartier Charles 1er du pouvoir . Mais l'intervention de son épouse, Zita, rétablit la situation et Czernin fut remplacé comme ministre des Affaires étrangères par l'ancien titulaire de ce poste, le baron Stefan Burian⁹⁰.

- 2- Elle fit avorter toute les tentatives de Charles en vue de négocier une paix séparée et le discrédita aux yeux de l'Entente et des États-Unis.

⁸⁹Les discussions Armand/Revertera sont abordées au point 3.2.2 du présent mémoire.

⁹⁰En effet, à son arrivée au pouvoir, Charles avait remplacé Burian par Czernin

- 3- Les Allemands demandèrent des assurances à leur allié. Le 12 mai 1918, c'est la rencontre de Spa en Belgique⁹¹. Charles 1^{er}, sous la pression des partis pro-allemands de Vienne et de Budapest, signa un document qui *souhaitait* la conclusion d'un traité visant à la satellisation de l'Autriche-Hongrie (création d'un espace économique et conclusion d'un pacte militaire).

Ceci eut pour conséquence d'accréditer la thèse que l'Empire des Habsbourg devenait une seconde Bavière. Ainsi, Benès, grâce à l'affaire Sixte de Bourbon-Parme et à la rencontre de Spa, démontre l'impossibilité d'une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie "et de sa transformation en une fédération de peuples libérés. Finalement, tout cela ouvrit l'espace aux mouvements de libération des peuples en Europe centrale (Kolar, 1993:14)".

- 4- La divulgation de la lettre de Charles et la rencontre de Spa amenèrent Wilson à changer d'opinion. Elles permirent la reconnaissance des Comités nationaux par les États-Unis d'Amérique, vers la fin de la guerre, particulièrement du Conseil national des Pays tchèques (Fejtö, 1988:292).

Cependant, en ce qui concerne ce dernier point, il faut y ajouter les traités de Brest-Litovsk⁹² et de Bucarest⁹³ qui modifièrent, eux aussi, la perception de Wilson en faveur des nationalités (Marès, 1990 et Soutou, 1993).

⁹¹Voir aussi le compte-rendu que fait Bernard Michel de la rencontre de Spa (1991:168-169).

⁹²Le 9 février 1918 avec l'Ukraine et le 3 mars 1918 avec la Russie soviétique.

⁹³Le 7 mai 1918 avec la Roumanie.

En effet, au début de 1918, Charles est en contact avec le Président Wilson par l'entremise du roi d'Espagne, Alphonse XIII (Pedroncini, 1969). Le démembrement de l'Autriche-Hongrie n'est pas dans les plans du Président, comme le fait remarquer ce télégramme de Jusserand, ambassadeur de France à Washington, reçu le 1^{er} janvier 1918 à Paris:

le Président incline vers le maintien d'une Autriche qui, dans sa pensée, pourrait être anti-allemande. Mais tout ce qui est tchèque, slovaque, yougo-slave, etc. il se refuse absolument à envisager une telle hypothèse (cité par Laroche, 1994:54).

Malgré tout, il ne faut pas surestimer l'événement du 2 avril 1918. Certes, il est un élément majeur dans la politique que les puissances victorieuses vont adopter à l'égard des nationalités de l'Autriche-Hongrie. L'exemple de l'attitude de Benès le démontre bien. Mais selon nous, il faut inclure cet épisode dans un processus de moins en moins favorable au maintien de l'Autriche-Hongrie⁹⁴. Escudier, le 10 avril 1918, déclarait à la Chambre des députés au nom de Clemenceau: "[n]ous ne pouvons plus poursuivre deux politiques; il faut choisir entre la négociation avec l'Autriche et l'émancipation des peuples (Marès, 1990:60)".

Un autre exemple vient renforcer cette affirmation: c'est la joute oratoire du 3 mai 1918 entre Marius Moutet et Georges Clemenceau. Moutet déclarait:

«Vous avez coupé les ponts avec l'Autriche. C'est une politique dont nous verrons plus tard les conséquences. Je ne sais si, la Russie détruite, nous avons intérêt à ce que l'Autriche soit coupée en morceaux. Je ne sais pas sous quelle influence ils seront placés». Et Clemenceau de répondre: «Quant à la politique de l'avenir, le jour où a été proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'Autriche a été condamnée. Je l'ai déjà dit: j'ai été de ceux qui la

⁹⁴Comme nous le verrons au point suivant avec l'affaire Dutasta, le choix de maintenir, sous une nouvelle forme, l'Autriche-Hongrie, a été aussi une politique envisagée.

ménageaient parce que nous n'avions pas de politique autrichienne, pas plus que les autres» (Marès,1990:60-61).

Dans cette optique, le Conseil national des Pays tchèques est reconnu par le gouvernement français le 29 juin 1918 et ce, sous la pression de la Commission des Affaires extérieures de la Chambre. Soulignons qu'il existait une tension et une rivalité entre le Quai d'Orsay et la Commission des Affaires extérieures de la Chambre à propos des nationalités (Soutou,1993 et 1995).

Cependant, si le président de la Commission des Affaires extérieures de la Chambre, Henri Franklin-Bouillon, est favorable aux nationalités, comme le montrent ses rapports cordiaux avec Jean Pélipliers (Soutou,1995), il est "avant tout [favorable] à la constitution d'Etats puissants pouvant aider la France à contrôler l'Allemagne, même au prix de quelques entorses au principe des Nationalités (Soutou,1995:37)".

Voici le texte de la déclaration qu'a fait parvenir Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, au Conseil national des Pays tchèques de Paris:

[I]le gouvernement de la République, témoin de vos efforts et de votre attachement à la cause des Alliés, considère comme équitable et nécessaire de proclamer les droits de votre nation à l'indépendance et de reconnaître publiquement et officiellement le Conseil national comme l'organe suprême des intérêts généraux et la première assise du gouvernement tchécoslovaque (Michel,1991:195).

Les gouvernements du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Italie suivent respectivement le 9 août, le 3 septembre et le 3 octobre. Le 14 octobre, le Conseil national des Pays tchèques est reconnu comme gouvernement provisoire et scelle presque définitivement la fin de l'Autriche-Hongrie (Kolar,1993:14).

Il semble important de nous attarder quelques instants sur le travail de «propagande» de Benès qui permit cette reconnaissance du nouvel État. Le journaliste anglais, Henry Wickham Steed, décrit Benès ainsi:

[s]es compatriotes, qui ne suivaient pas son activité au cours de la guerre, ne comprendront jamais combien ils doivent à l'élasticité prodigieuse, à l'agilité d'esprit de Benès. Sans jamais quitter ses principes, et sans s'arrêter, même un instant [...] Benès réussit à comprendre l'ignorance presque absolue de l'histoire et des exigences tchécoslovaques à laquelle il était confronté chez les politiciens de l'Ouest. Sans s'en étonner, sans se fâcher avec eux, il fit de cette ignorance l'instrument de son action. Il ne leur demandait jamais aucun effort intellectuel ou de fantaisie. Il comprit qu'ils ne comprenaient pas, et bientôt il comprit même les raisons de leur incompréhension. Connaissant leurs points de vue [...] il facilitait leur travail en faisant bien attention d'éviter toute proposition qui ne respectait pas naturellement leurs propres intérêts [...] Là où les autres dirigeants des peuples opprimés étaient refusés comme des importuns, Benès jouissait de la renommée de conseiller apprécié (cité dans Kollar, 1990:12).

Antoine Marès fait remarquer que celui-ci a craint, non sans raison d'ailleurs⁹⁵, que l'Entente ne revienne sur sa décision de reconnaître les nouveaux États et ne cherche à sauver l'Autriche-Hongrie,⁹⁶ et que ses compatriotes, fassent échouer la naissance de la Tchéco-Slovaquie, en acceptant le projet de «fédéralisation» proposé par le manifeste impérial du 18 octobre 1918.

Pourtant, si la prise de position de la France en faveur de la Tchéco-Slovaquie est indiscutable, comme nous venons de le montrer, il en va autrement dans le cas du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. À ce propos, Bariéty fait remarquer que:

⁹⁵Comme nous le verrons dans le point suivant.

⁹⁶C'est pour cette raison qu'il va accepter l'utilisation des Légions tchéco-slovaques en Sibérie à la fin juin-juillet 1918 (Marès, 1990).

les gouvernements français [...] se sont souciés de la Serbie, certes, mais n'ont pas inscrit le «yougoslavisme» au nombre de leurs buts de guerre. À la différence de la question «Tchéco-Slovaque», dont les intérêts furent très tôt et très bien représentés à Paris, les «Yougo-Slaves» restent méconnus des politiques et de la presse; Paris ne connaît que la Serbie (1994:5-6).

Ce sont les pays anglo-saxons,⁹⁷ et plus particulièrement les États-Unis d'Amérique qui vont favoriser la création de cet État. Il est important de souligner que dans le cas du futur État des «Slaves du Sud», il existe deux entités travaillant à sa création.

Les deux comités, outre la promotion de l'idée de ce nouvel État, devaient combattre le Traité secret de Londres de 1915 qui accordait à l'Italie des territoires dans cette région. Ce traité sera, après la défaite serbe de décembre 1915, une source de désaccord importante avec l'Entente (Castellan,1994). Selon Tosi (1993), l'Italie était contre le démembrlement de l'Autriche-Hongrie, malgré ses visées territoriales; elle était peu favorable aux mouvements nationaux, surtout des «yougoslaves» (Zwitter,1969; Castellan,1994; Bariéty,1994). Ceci posera d'ailleurs problème en vue de la reconnaissance de ce nouvel État par la France en 1919 (Bariéty,1994).

Le premier comité est le gouvernement serbe en exil. Il cherche à annexer des régions dites «yougoslaves» de l'Autriche-Hongrie. Le second comité est celui des émigrés politiques de ces régions d'Autriche-Hongrie. Ils fondent à Londres, en mai 1915, le Comité yougoslave visant à la création d'un État commun aux Slaves du Sud. Par l'accord de Corfou du 20 juillet 1917, les deux comités s'entendent pour la création du nouvel État: le

⁹⁷Les intellectuels anglais R.W.Seton-Watson et H. Wickham Steed appuyèrent le Comité yougoslave formé à Londres. Avec cet appui, le comité assura le développement d'une propagande favorable à la formation d'un État des Slaves du Sud, principalement en Grande-Bretagne et aux États-Unis (Bariéty,1994; Castellan,1994).

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. L'accord prévoit la fondation d'une monarchie constitutionnelle, sous la direction des Karageorgevitch (Zwitter, 1969; Bariéty, 1994).

Cependant, des désaccords surgissent et, à la fin de la guerre, l'accord de Corfou est moribond. En effet, pendant l'hiver 1917-1918, il n'est pas certain que l'Entente va appuyer un démembrement de la monarchie austro-hongroise; elle cherche à la détacher de son alliance et à conclure une paix séparée⁹⁸. Lloyd George déclare, le 5 janvier 1918, que le démembrement de l'Autriche-Hongrie n'est pas un but de guerre de l'Entente (Castellan, 1994:331). Pasic, le chef du gouvernement serbe, décide d'abandonner l'accord de Corfou. Il veut s'assurer que l'Entente maintienne une garantie vis-à-vis le programme minimum de la Serbie. De son côté, le Comité yougoslave cherche à se faire reconnaître comme le représentant des nationalités «yougoslaves» de l'Autriche-Hongrie, ce qui crée une brouille avec Pasic.

C'est par un nouvel accord dit de Genève⁹⁹, négocié du 6 au 9 novembre 1918, par les deux groupes précédents et le Comité national de Zagreb ou *Narodno Vijeće*¹⁰⁰, qu'est formé le nouvel État. "Malheureusement, cet acte fondateur n'a pas été respecté par les Serbes qui n'admettaient pas le partage du pouvoir (Michel, 1995a:227)".

⁹⁸Comme nous le verrons au point 3.2.2 sur «Les tentatives de paix et la tentative de sauvetage de la monarchie danubienne: équilibre...».

⁹⁹L'accord de Genève proposait: la mise sur pied d'un gouvernement commun de douze ministres répartis entre six Serbes et six représentants des autres Slaves "pour les affaires extérieures et militaires, tandis que les affaires intérieures étaient traitées par le gouvernement de Serbie et par le *Narodno Vijeće* jusqu'à l'adoption d'une Constitution par une Assemblée nationale élue par tous les Yougoslaves (Castellan, 1994:333)".

¹⁰⁰Le Conseil national de Zagreb ou *Narodno Vijeće* est une troisième autorité yougoslave formée par les parties politiques de Croatie et de Slovénie qui proclama, le 29 octobre 1918, l'indépendance de tous les Serbes, Croates et Slovènes d'Autriche-Hongrie. Il forma un gouvernement national qui devait assurer l'union des Serbes, Croates et Slovènes d'Autriche-Hongrie avec la Serbie et le Monténégro. Le 31 octobre 1918, le comité est reconnu par Charles 1^{er} (Zwitter, 1969; Castellan, 1994).

Les États-Unis d'Amérique seront les premiers à reconnaître le programme d'unification des Slaves du Sud comme but de guerre (Bariéty, 1994). Cette reconnaissance sera faite par l'entremise du secrétaire d'État Lansing, le 24 juin 1918, et par le président Wilson le 28 juin. Paradoxalement, ce dernier ne reconnaîtra pas le Comité yougoslave. Après la proclamation du Royaume, le 1^{er} décembre 1918 par le Prince-Régent Alexandre, les États-Unis seront la première puissance victorieuse à reconnaître le nouvel État, le 7 février 1919. Suivront, par la suite, le Royaume-Uni (1^{er} juin 1919) et la France (5 juin 1919).

Il est intéressant de rappeler que pour la France, l'important est que ce nouvel État s'accorde avec l'Italie en raison du traité de Londres de 1915. Dans le rapport sur «l'État de la question yougo-slave», en date du 31 octobre 1918, il n'est pas fait mention d'une barrière anti-allemande (Bariéty, 1994).

La renaissance d'un État polonais est un cas assez différent dans l'émergence d'une nouvelle carte européenne à la fin de la guerre. En effet, ce fut une question débattue au sein des deux alliances à la différence des deux autres États (Soutou, 1989; Bérenger, 1990, Castellan, 1994; de Castelbajac 1995).

À partir des travaux de Georges-Henri Soutou (1993; 1995) mais plus particulièrement de ceux de Ghislain de Castelbajac (1995), nous pouvons remarquer deux attitudes différentes de la France: celle d'avant la Révolution de Février et celle de l'après Révolution d'Octobre en Russie. La période entre les deux «Révolutions» est transitoire. Elle permet d'explorer divers scénarios possibles pour la Pologne. Cependant, même durant

cette période d'incertitudes, c'est le maintien de l'alliance russe qui demeure la priorité pour le gouvernement français.

La première période laisse la France sur la défensive en raison de son alliance de revers avec l'Empire russe. Même si elle tente d'internationaliser la question polonaise, le refus des Russes¹⁰¹, qui considèrent cette question comme une affaire interne, ne permet pas à la France de proposer ou de soutenir la renaissance d'un État polonais. La priorité absolue demeure la conservation de l'alliance franco-russe (de Castelbajac, 1995; Soutou, 1995).

Durant cette première période, les Empires centraux rendent publique la déclaration des deux empereurs du 5 novembre 1916. Cette déclaration cherche, certes, à déstabiliser la Russie, mais elle permet de donner une crédibilité à l'option austro-polonaise en vue de la renaissance d'un Royaume de Pologne.

La Révolution de février 1917 (au calendrier occidental, le 8 mars 1917), en Russie, amène la déclaration du Gouvernement Provisoire Russe (G.P.R.) le 29 mars 1917,¹⁰² sur l'indépendance de la Pologne¹⁰³ "dans le cadre d'une alliance russo-polonaise (de Castelbajac, 1995:63)". La France¹⁰⁴ peut maintenant se servir de la Pologne pour ses intérêts stratégiques et politiques: "[I]a Pologne indépendante est donc subitement incluse parmi les buts principaux de la politique étrangère française (de Castelbajac, 1995:69)".

¹⁰¹La Russie fait partie des puissances co-partageantes de la Pologne avec l'Allemagne (Prusse) et l'Autriche-Hongrie (Empire d'Autriche).

¹⁰²Plus précisément, c'est le 28 mars 1917 que le G.P.R. décide de former une "commission de liquidation des affaires du Royaume de Pologne chargée de gérer les biens publics polonais, de régler les rapports avec l'Église Catholique et de traiter des affaires courantes (de Castelbajac, 1995:63)". Les Polonais de la Douma demandent alors l'indépendance de la Pologne qui est accordée par la déclaration du 29 mars.

¹⁰³De plus, elle est une réponse à la déclaration des Empires centraux du 5 novembre 1916.

¹⁰⁴La France craint la disparition de son alliance avec les Russes.

La France va d'ailleurs poser deux actions concrètes en faveur de la question polonaise. Premièrement, le décret du 4 juin 1917 (signé par Poincaré le 5 juin 1917) met sur pied une armée polonaise sur le territoire français. Deuxièmement, la déclaration du G.P.R. permet au Quai d'Orsay de reconnaître la Pologne comme État indépendant le 31 mars 1917 (de Castelbajac, 1995:75). Toutefois, cette «nouvelle Pologne» n'a pas de représentation diplomatique. Afin de combler cette lacune, la France favorise la mise en place d'une instance politique. "Il s'agit pour Paris de défaire le panier de crabes qui se forme chez les Polonais avec les tensions et des dissensions entre ceux de Paris, de Lausanne, de Londres, de Varsovie, de Moscou et de Pétrograd (de Castelbajac, 1995:75). Le CNP (Comité National Polonais ou Komitet Narodowy Polski) voit le jour le 15 août 1917. Il sera reconnu par le gouvernement français le 20 septembre 1917, suivie respectivement par les gouvernements britannique et américain, le 15 octobre 1917 et le 15 novembre 1917.

La Révolution d'Octobre 1917 conduit Lénine et le Parti bolchevik au pouvoir. Par sa demande d'une paix séparée, toute la diplomatie française est radicalement changée. Pour la Pologne c'est une situation inespérée. Pour la première fois depuis le début de la guerre, il y a une véritable concordance entre les intérêts polonais et les intérêts français. "Pour Paris, si la Pologne n'avait pas existé, il eût fallu l'inventer (de Castelbajac, 1995:83)".

Autre conséquence importante dans la perspective de cette paix russo-allemande, les Polonais craignent que la renaissance de la Pologne ne soit compromise. Dans cette

situation, seule l'Autriche¹⁰⁵ "inspire encore une confiance aux Polonais et le projet austro-polonais que Vienne peaufine à l'écart de Berlin semble trouver un bon écho en Pologne (de Castelbajac, 1995:84)".

Dans cette période confuse, le directeur politique du Quai d'Orsay, Pierre de Margerie, propose, dans un mémorandum, le 26 novembre 1917, la création d'un cordon sanitaire formé d'une grande Pologne, d'une grande Roumanie et de la Tchéco-Slovaquie, contre l'Allemagne:

[a]u point de vue politique, la Pologne reconstituée par l'action des Alliés doit former à l'Est de l'Europe le meilleur rempart contre le germanisme et avec l'aide de la Roumanie agrandie, contre les tentatives d'expansion allemande et austro-hongroise vers l'Orient. Même si l'on envisage le maintien de l'alliance russe pendant et après la guerre, la Pologne avec accès à la mer constituera le meilleur barrage entre l'Allemagne organisée et organisatrice et la Russie affaiblie, défaillante et peut-être morcelée. Centre de culture occidentale, la Pologne sera le coin enfoncé entre la culture germanique et la culture slave, apte à se développer rapidement. Elle pourra être l'avant-garde de l'Occident contre l'Allemagne pour le développement de la Russie future.

Sa reconstitution, si elle peut se faire sur les bases posées par les Alliés, c'est à dire par la réunion des trois tronçons, sera le coup le plus dur qui pourra être porté à l'Allemagne par l'affaiblissement de la Prusse, centre du germanisme agressif. [...] Au point de vue politico-militaire et dans un ordre d'idée immédiat, la constitution d'un Etat polonais, publiquement énoncée par les Alliés, pourrait avoir des répercussions considérables. [...] Enfin, cette mesure aurait une portée considérable dans les pays slaves d'Autriche-Hongrie qui aspirent à l'indépendance. La Bohême, la Slovaquie et la Moravie du Nord se trouveraient encouragées dans des revendications que les Alliés pourraient également appuyer et qui permettraient d'envisager la constitution d'Etats nouveaux susceptibles de compléter du côté de l'Orient le rempart contre l'expansion germanique (cité dans de Castelbajac, 1995:87).

¹⁰⁵ Sans faire l'historique de cette solution, cela signifiait la transformation de l'Empire en triple monarchie "qui aurait peut-être permis de sauver l'Empire et même de le renforcer (de Castelbajac, 1995:84)". Cependant, Berlin n'est pas favorable à cette solution et souhaite, le cas échéant, en tirer profit par une alliance militaire étroite avec Vienne (Soutou, 1989; de Castelbajac, 1995).

Entre-temps, les Empires centraux signent le 9 février et le 3 mars 1918 à Brest-Litovsk des traités de paix avec l'Ukraine et la Russie bolchevique. La signature du traité de paix entre l'Ukraine et l'Autriche-Hongrie voit la sympathie des Polonais pour l'Autriche-Hongrie s'évanouir.

En effet, le comte Czernin, pour hâter la conclusion du traité, prévoit la remise du district de Chelm aux Ukrainiens. Il y a même une clause secrète qui vise le partage de la Galicie (Soutou,1989:617 et de Castelbajac,1995:91-92). Même si ces clauses seront annulées, les Polonais se sentent trahis par Vienne! Selon de Castelbajac, "[l]es conséquences furent très importantes et eurent des répercussions dans la désintégration de l'Autriche-Hongrie (de Castelbajac,1995:91)".

Autre conséquence importante de la signature des traités à Brest-Litovsk, principalement celui avec la Russie bolchevique du 3 mars. Pour la France, la Russie est dès lors perçue comme une ennemie. Dans cette optique, la nouvelle politique française en Europe centrale doit permettre à la fois de contenir l'Allemagne et l'anarchie russe. La Pologne devient l'un des piliers de cette nouvelle politique de la France dans la région.

Dès le 4 mars 1918, la section Europe du Quai d'Orsay adresse au ministre des Affaires étrangères français, Stephen Pichon, ce mémorandum:

[e]n ce qui concerne les Alliés, leur point de vue n'a pas changé. Ils estiment que la restauration d'une Pologne pleinement indépendante, réunissant toutes les terres polonaises séparées par les partages opérés à la fin du XVIIIème siècle et dans des conditions qui assurent son plein développement économique (ceci vise l'accès de la Pologne à la mer par un moyen à déterminer) doit être un des éléments primordiaux du futur équilibre européen, que la Pologne ainsi restaurée, touchant au Sud à la Roumanie, et il faut souhaiter, au

Nord-Ouest et à l'Ouest [sic] au peuple tchèque également restauré dans son indépendance, constituera la barrière indispensable entre le germanisme et d'un côté les pays balkaniques et de l'autre les pays de l'Orient (cité dans de Castelbajac, 1995:92-93)".

Ce mémorandum montre bien que la France veut inclure, dans un plan global de sécurité, la Pologne, la Roumanie et la future Tchéco-Slovaquie. Cet aspect était déjà mis en évidence dans le mémorandum de Margerie du 26 novembre 1917. La nouveauté est qu'en plus de contenir l'Allemagne, cette barrière concerne les «pays d'Orient», c'est-à-dire les républiques de l'ex-Empire Russe. Plus précisément, il s'agit, selon de Castelbajac, d'éviter que l'Allemagne n'exerce une influence sur ces nationalités où elle serait perçue comme la puissance libératrice (1995:93).

Cette proposition sera suivie par un projet de déclaration commune des Alliés préparée par de Margerie et Pichon. Ce projet est soumis aux Alliés le 5 mars 1918. Suite à diverses complications, principalement en raison de divergences sur la question d'un accès à la mer pour la Pologne, la déclaration sur la création d'un État polonais n'aura lieu que le 3 juin 1918 alors que la France, l'Italie et la Grande-Bretagne sont réunis à Versailles en conseil suprême de guerre.

À partir des deux mémorandums, c'est-à-dire celui de Margerie, de novembre 1917, et celui de la section Europe du Quai d'Orsay, en mars 1918, nous pouvons remarquer que le troisième pilier «de ce rempart contre le germanisme» sera la Roumanie. Comme l'Italie¹⁰⁶,

¹⁰⁶ Avant le conflit, l'Italie est l'alliée de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne dans la Triplice. Au début du conflit, elle choisit la neutralité en prétextant l'agression contre la Serbie. L'Italie négocia en parallèle avec l'Entente et l'Autriche pour faire monter les enchères. Par le traité secret de Londres du 26 avril 1915, elle décida d'entrer en guerre, dans un délai d'un mois, aux côtés de l'Entente. Ce traité fut complété le 10 mai par une convention navale et, le 16 mai, par un accord militaire. Le traité de Teplitz avec l'Autriche est dénoncé le 3 mai. L'Italie n'entrera en guerre contre l'Allemagne que le 27 août 1916. Le traité de Londres "promettait

la Roumanie¹⁰⁷ va rester dans l'expectative et choisira, jusqu'en 1916, la voie de la neutralité.

Toutefois, les motivations roumaines à l'égard de la neutralité sont différentes des raisons italiennes. Il est d'ailleurs préférable de qualifier la position roumaine de «politique d'attentisme». La Roumanie peut difficilement faire monter les enchères entre les protagonistes comme l'Italie. Ces objectifs concernent la Bukovine, le Banat et surtout, la Transylvanie. Ils ne peuvent être réalisés qu'en participant à la guerre au côté de l'Entente.

Selon Fejtö (1988), c'est la Grande-Bretagne¹⁰⁸ qui propose le détachement de la Roumanie des puissances centrales. Mais l'entreprise de séduction fut confiée aux Russes. Dès le 29 juillet 1914, la Russie fait savoir que la Transylvanie sera offerte à la Roumanie. À l'occasion du Conseil de la couronne du 3 août 1914, cette offre permet au chef du gouvernement roumain, Ion Brătianu, d'adopter, contre l'avis du roi Carol 1^{er}, la neutralité roumaine¹⁰⁹.

Une entente secrète entre la Russie et la Roumanie est conclue le 26 septembre et signée le 1^{er} octobre 1914. En échange d'une neutralité bienveillante, les Russes promettent les territoires austro-hongrois revendiqués.

à l'Italie la libération des terres irréductibles, lui faisait une bonne situation dans la Méditerranée orientale, en lui garantissant une partie de la côte orientale de l'Adriatique et la possession des îles (Fejtö, 1988:52)".

¹⁰⁷ La Roumanie est alliée de la Triplice depuis 1883 et a un roi de la famille des Hohenzollern.

¹⁰⁸ La Grande-Bretagne avait des visées dans la région des Balkans qui ne concordaient pas nécessairement avec celles de ses autres alliés, notamment la Russie. Il semble bien, aux dires de Fejtö, qu'il existait une entente secrète entre la Roumanie et la Grande-Bretagne concernant les Dardanelles et Constantinople à l'insu des Russes (1988:58).

¹⁰⁹ Voir aussi l'extrait du discours du roi que présente François Fejtö (1988:56-57).

Jusqu'à l'entrée en guerre de la Roumanie, Bratianu va jouer sur les deux tableaux¹¹⁰. L'ambassadeur russe déclare même: "[l]a Roumanie cherche à gagner le plus possible, sur les sacrifices des autres, et d'en supporter le moins possible elle-même (Fejtö, 1988:57)". Outre le fait que les hommes politiques roumains sont divisés sur l'attitude à adopter, ils sont méfiants envers la Russie¹¹¹. Ces propos de Georges Diamandi, l'émissaire de Bratianu auprès du président français Poincaré, l'illustrent bien: "[l]a Roumanie souhaite la victoire de la France mais la défaite de la Russie (Fejtö, 1988:57)".

À la fin d'octobre 1915, Bratianu précise à l'Entente les quatre conditions pour une intervention de son pays dans le conflit:

- 1- un approvisionnement en armes et en munitions;
- 2- le maintien des Alliés dans les Dardanelles;
- 3- une offensive des Alliés contre les Bulgares;
- 4- une offensive générale de la Russie, de la Baltique à la Bukovine (Pedroncini, 1969:45).

L'offensive de juin 1916 du général russe Broussilov met un terme à la politique d'attentisme. Deux raisons principales expliquent l'entrée en guerre de la Roumanie: elle est impressionnée par l'offensive Broussilov et les pressions deviennent de plus en plus importantes du côté de l'Entente. Le général Joffre affirme même: "[l]a Roumanie doit prendre parti maintenant ou jamais (Pedroncini, 1969:46)".

¹¹⁰La mort du roi Carol 1^{er} permet l'arrivée de Ferdinand 1^{er} qui assure Bratianu de toute sa confiance dans la politique adoptée.

¹¹¹Particulièrement en raison de l'annexion, en 1878, de la Bessarabie du Sud.

Le 17 août 1916, la Roumanie signe une convention politique¹¹² assortie d'une convention militaire avec les Alliés où elle s'engage à entrer en guerre contre l'Autriche-Hongrie le 27 août. Les promesses territoriales de l'Entente sont l'annexion de la Transylvanie (but principal de la guerre), de la Bucovine et du Banat sans condition à l'issue du conflit. Après quelques succès initiaux, l'armée roumaine subit une série de défaites en septembre et octobre 1916. C'est dans ces conditions qu'arrive, 16 octobre 1916, la mission militaire française du général Berthelot. Elle vise à réorganiser l'armée roumaine (Nouzille, 1995).

L'année 1917 est marquée par une toute nouvelle conjoncture qui amène la Roumanie à quitter la guerre. Premièrement, il y a les révolutions russes de février et d'octobre. Suite à la révolution de février, la Russie n'est plus en mesure de garantir véritablement ses obligations contractées à l'égard de ses alliés et surtout, les dirigeants qui prennent le pouvoir à la suite de la révolution d'octobre dénoncent les traités passés par le régime tsariste. Pis encore, la révolution russe menace la stabilité de l'État roumain en raison des appels à la paix et des promesses de remises de terres aux paysans (Durandin, 1995).

Le second aspect de cette nouvelle conjoncture est l'entrée en guerre, en avril, des États-Unis¹¹³. Nous savons que les États-Unis ne reconnaissaient pas les traités secrets contractés précédemment par l'Entente et qu'ils souhaitaient, pour l'avenir, une fédéralisation de l'Autriche-Hongrie.

¹¹²La convention politique prévoyait dans son article 6 que la Roumanie avait les mêmes droits que les Alliés pour les préliminaires et les négociations de paix. Ce point, selon Catherine Durandin, était très important parce qu'il conférait à la Roumanie "un statut de puissance, statut que les Russes avaient nié en 1878 (1995:225)".

¹¹³Cette déclaration de guerre ne visait que l'Allemagne. La déclaration de guerre contre l'Autriche-Hongrie ne sera prononcée qu'en décembre 1917.

Dans la note du 28 novembre 1917 concernant l'avenir de l'Autriche-Hongrie, le gouvernement américain ne reconnaît, pour la Roumanie, que la garantie de son indépendance et de son intégrité territoriale (Durandin,1995:227). Aucun mot sur le but de guerre essentiel qu'est la réunion de la Transylvanie au Vieux Royaume (Fejtö,1988; Durandin,1995). Cette note est confirmée par le discours de Wilson au Congrès le 4 décembre 1917, pour faire approuver la déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie. Enfin, le tout est confirmé par les 14 points de janvier 1918 qui proposent seulement une autonomie des peuples de la monarchie danubienne.

Cette nouvelle conjoncture pousse les dirigeants roumains à demander l'armistice qui sera signée le 9 décembre 1917 à Focșani. La conclusion d'une paix séparée avec les Empires centraux sera chose faite le 7 mai 1918 par le traité de Bucarest (Soutou,1989:668-681). Cette situation rend caduc le traité d'août 1916 et le traité de Bucarest est ratifié par la Chambre le 28 juin. Néanmoins, le Roi Ferdinand 1^{er} refuse de signer.

Toutefois, des émissaires de Brătianu, qui, comme chef de gouvernement, a démissionné le 8 janvier 1918 en faveur du germanophile Marghiloman, expliquent, dans les pays de l'Entente et des États associés, que cette paix n'est qu'une pose dans l'attente de reprendre le combat. Selon Durandin,

Albert Thomas et Stephen Pichon se montrent attentifs aux idées des hommes politiques roumains qui s'expriment dans un hebdomadaire parisien, *La Roumanie* [...]. À Londres, la cause roumaine avait reçu l'appui de l'historien Seton-Watson et de son hebdomadaire *The New Europe* (1995:228).

Ce traité¹¹⁴ et les autres traités signés par les Empires Centraux avec l'Ukraine et la Russie, à Brest-Litovsk, voient une modification sensible de la position diplomatique des États-Unis (Soutou, 1989; Durandin, 1995).

Le 27 septembre 1918, dans un discours à New-York, Wilson "affirma qu'il n'y avait pas de paix de compromis possible avec les gouvernements des Puissances centrales; on les avait vus à l'oeuvre à Brest-Litovsk et à Bucarest (Soutou, 1989:746)". Il s'ensuit un amendement au point 10 des principes de janvier, c'est-à-dire des 14 points de Wilson, le 19 octobre. Le point 10 reconnaît maintenant le droit à l'auto-détermination des nationalités de l'Empire (Durandin, 1995:228-229). Le 5 novembre, le secrétaire d'État américain, Robert Lansing, adresse au nom du président Wilson, une note au gouvernement roumain à Iassi¹¹⁵ qui souscrit au principe de l'unité nationale roumaine.

"[Le président Wilson] sympathise avec l'idée de l'unité nationale des Roumains actuellement dispersés. Les États-Unis ne manqueront pas d'exercer, en temps opportun, leur influence afin que le peuple roumain puisse satisfaire ses justes prétentions politiques et territoriales (Nouzille, 1993:217)"

¹¹⁴L'étude de Georges-Henri Soutou (1989) sur les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale montre bien que le traité de Bucarest est une exception même si "[d'une certaine façon, ce traité correspond assez bien à l'idée que les Alliés se faisaient à l'époque, et nombre d'historiens de nos jours, de la politique du Reich (1989:683)". Il est une exception par son côté dirigiste et autarcique. Il visait surtout à pallier, en partie du moins, à un problème particulier du Reich: son approvisionnement pétrolier. Pour l'après-guerre, l'objectif était de moins dépendre des Alliés à ce sujet. Notons qu'avant le conflit, 75% de son approvisionnement pétrolier venait des États-Unis. "Le *Mitteleuropa* comme les traités à l'est doivent, sur le plan économique et indépendamment de leur signification politique et stratégique, avant tout persuader les Alliés de l'impossibilité d'exclure durablement le Reich de cette économie mondiale (Soutou, 1989:684)".

¹¹⁵Iassi est une ville située en Moldavie qui était, depuis les défaites roumaines de 1916, le siège du gouvernement et de la famille royale.

L'évolution de la politique américaine sur l'Autriche-Hongrie détermine le sort de la «Grande Roumanie», c'est-à-dire de l'union de tous les Roumains au vieux royaume moldo-valaque. Elle convainc la Roumanie de reprendre les hostilités le 10 novembre 1918.

Comme le démontrent les mémorandums produits par le ministère des Affaires étrangères français, la «Grande Roumanie» entre dans le projet français de former une barrière contre l'Allemagne à l'Est. Voilà pourquoi la France, malgré le fait que le traité d'août 1916 soit caduc en raison de la paix séparée conclue par la Roumanie, va appuyer les demandes roumaines contenues dans le traité (Sandu, 1995).

Pourtant, si à la fin de la guerre, les principaux acteurs du nouveau complexe danubien des États successeurs de l'Autriche-Hongrie se mettent en place, il est possible de remarquer une hésitation au sein des Alliés¹¹⁶ et particulièrement chez le gouvernement français, face à ce complexe danubien. Une alternative politique en faveur d'une Autriche-Hongrie rénovée se développe en parallèle.

3.2.2 *Les tentatives de paix et la tentative de sauvetage de la Monarchie danubienne: équilibre...*

Depuis quelques années, la question des tentatives de paix est un aspect de la Grande Guerre qui est passé de secondaire à essentiel (Bérenger, 1990 et 1994). Une riche

¹¹⁶Wilson, même après la reconnaissance du 3 septembre de la future Tchéco-Slovaquie, espère que la tentative de Charles 1^{er} en faveur d'une transformation des structures politiques de la monarchie réussira (Fejtö, 1988:293). Du côté des Britanniques, notons les négociations Smuts-Mensdorff (fin 1917 et début 1918) sous l'impulsion de Lloyd George (Fejtö, 1988). Voir pour une perspective plus large sur les idées britanniques FRENCH, David (1993), «Tous ces vagues discours ne nous mènent à rien. La politique britannique et la paix avec l'Autriche-Hongrie 1916-1918», Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 170, p. 119-130.

historiographie¹¹⁷ tente de démysterifier et de mieux comprendre tous les chassés-croisés, plus particulièrement ceux de 1917, en vue de mettre un terme à la guerre.

À partir de l'étude de la question des tentatives de paix, il est possible de constater l'existence d'une alternative politique à la construction du complexe danubien des États successeurs de l'Autriche-Hongrie. Cette autre orientation politique favorisait une Autriche-Hongrie renouvelée.

Jusqu'à présent, les contacts entre le comte Abel Armand, capitaine au 2^e Bureau de l'état-major français, et le comte Nikolaus Revertera, diplomate austro-hongrois, étaient considérés comme secondaires (Pedroncini, 1969 et 1993; Soutou, 1978) en raison de l'échec de la médiation de Sixte de Bourbon-Parme¹¹⁸, beau-frère de l'Empereur Charles 1^{er}.

Pourtant, les autorités du Reich ont pris très au sérieux une possible paix séparée de l'Autriche-Hongrie comme le souligne la note de Kuhlmann le 3 septembre 1917 (Soutou, 1978 et Pedroncini, 1993). Cette dernière souligne le danger, pour l'Allemagne, des discussions Armand/Revertera.

¹¹⁷Voir à ce propos BOURBON-PARME, Sixte Prince (1920), L'offre de paix séparée de l'Autriche, Paris, Plon, 444 p.; RENOUVIN, Pierre (1964), «Les tentatives de paix en 1917», Revue des deux mondes, (15 octobre), p. 119-153; PEDRONCINI, Guy (1969), Les négociations secrètes pendant la grande guerre, Paris, Flammarion, 142 p.,(coll. «questions d'histoire»); FEJTÖ, François (1988), Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie, Paris, Lieu Commun, 437 p.; BÉRENGER, Jean (1990), Histoire de l'Empire des Habsbourg 1273-1918, Paris, Fayard, 809p.; Guerres mondiales et conflits contemporains (1993), «Dossier: En 1917, une paix avec l'Autriche-Hongrie?», n° 170, p. 3-146. Ce numéro provient du colloque international tenu à Neuchâtel en Suisse le 29 octobre 1990; LACROIX-RIZ, Annie (1995), «Le Vatican et les buts de guerre germaniques de 1914 à 1918: le rêve d'une Europe allemande», Revue d'histoire moderne et contemporaine, tome 42 n° 4 (octobre-décembre), p. 517-555 et aussi l'étude sur les buts de guerre de la France de SOUTOU, Georges-Henri (1978), «La France et les Marches de l'Est 1914-1918», Revue historique, n° 528 (octobre-décembre), p. 341-388.

¹¹⁸La médiation Sixte de Bourbon-Parme est la tentative la plus connue de Charles en vue d'un règlement du conflit (Sixte, 1920; Pedroncini, 1969; Fejtö, 1988, Bérenger, 1990, Bihl, 1993).

Ces discussions font suite à une première tentative de pourparlers avec Vienne de Painlevé en mars 1917¹¹⁹, par l'intermédiaire de Sophie Clemenceau et de Berthe Zuckerkandl¹²⁰. Paul Painlevé est l'un des dirigeants français qui, en 1917¹²¹, est des plus pessimistes face à la possibilité d'une victoire totale sur les Empires centraux.

Par l'entremise des discussions Armand/Revertera Paul Painlevé cherche donc:

- 1- ou bien une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie, ce qui placerait la France dans une position plus confortable pour vaincre l'Allemagne;
- 2- ou bien la préparation, par des négociations secrètes, d'une négociation générale de paix dans les meilleures conditions possibles pour la France.

Dans un premier temps, l'état-major français et le général Foch (qui ne connaissent pas les pourparlers de Sixte), considèrent que l'Autriche-Hongrie est le maillon faible des Empires centraux et qu'il serait intéressant de connaître ses intentions. Le comte Armand est choisi par l'État-major de l'armée française comme émissaire. Le 14 juillet 1917, Revertera, diplomate austro-hongrois, reçoit de Czernin le feu vert pour prendre contact avec l'émissaire français.

¹¹⁹ Avant que ce dernier devienne ministre de la Guerre dans le gouvernement Ribot.

¹²⁰ Ces deux femmes sont les filles de Maurice Szeps, journaliste viennois et ami de l'archiduc-héritier Rodolphe, fils unique de François-Joseph et d'Élisabeth. À titre indicatif, précisons que l'archiduc-héritier mourut, en 1889, dans la tragédie de Mayerling et que l'impératrice fut assassinée à Genève, en 1898, par un anarchiste italien nommé Luigi Lucheni. De plus, Sophie Clemenceau est mariée à Paul Clemenceau, le frère du Tigre.

¹²¹ À titre indicatif, rappelons qu'en avril 1917, c'est l'échec de l'offensive Nivelle et ce sont les mutineries dans l'armée française (Pedroncini 1967). De même, il y a une crise larvée dans le commandement français. Enfin, la révolution russe rend possible un retrait de la Russie de la guerre ce qui risque de menacer l'équilibre du front Ouest; et aussi, le déploiement des forces armées américaines est plus lent que prévu.

De plus, Painlevé est, à la même époque, confronté à trois projets (Pedroncini, 1993). Le premier projet vient de l'état-major le 12 juillet 1917. Il demande un morcellement de l'Allemagne, c'est-à-dire l'annexion ou l'établissement d'un protectorat sur la Rhénanie, sinon le rattachement de la Sarre et du Palatinat à la France (Soutou, 1978 et 1989). Le second projet, également du 12 juillet, vient de la note intitulée «*Études sur les conditions d'une paix française*» du commandant Herscher, sous-chef de cabinet de Painlevé. Cette note préconise la préservation de l'équilibre européen en ménageant l'Allemagne et en assurant un contre-poids à celle-ci par une Autriche-Hongrie rénovée (Soutou, 1989).

Enfin, il y a aussi le rapport du 2^e bureau de l'état-major français, qui "était persuadé qu'il était, à la fois, possible et souhaitable de détacher l'Autriche de l'Allemagne (Fejtö, 1988:251)". La grande conclusion de ce rapport était qu'une Autriche-Hongrie transformée en véritable confédération danubienne, à direction habsbourgeoise, serait un facteur d'équilibre européen tandis que l'éclatement de la monarchie danubienne ne favoriserait que l'Allemagne (Fejtö, 1988; Soutou, 1989).

Painlevé¹²², devenu ministre de la Guerre et, par la suite, président du Conseil, partage les conclusions du rapport du 2^e bureau et celles de Herscher. Il reprend les discussions avec les autorités austro-hongroises. Ribot, alors président du Conseil (le 4 août), et Lloyd George (informé par Ribot le 5 août) autorisent les discussions Armand/Revertera.

¹²²Soulignons que Paul Painlevé est, avant la guerre, l'une des personnalités les plus favorables aux nationalités. Il sera le président de l'Office Central des Nationalités (Soutou, 1995).

Les grandes lignes des discussions Armand/Revertera en août 1917 indiquent que l'Entente offre des avantages territoriaux importants à l'Autriche-Hongrie¹²³. L'Entente lui offre même une assistance en cas d'invasion par l'Allemagne (Pedroncini,1969; Vogt,1993) Il y a même une esquisse d'un plan général de paix qui voit le jour et qui montre un troc important de territoire. On évoqua aussi une possible rencontre entre Painlevé et Czernin en Suisse. Malheureusement, Vienne, en informant Berlin des tractations en cours mais en refusant sa participation, a vivement inquiété son allié. Czernin, suite à sa visite à Berlin les 5 et 6 septembre, renonce à rencontrer Painlevé : c'est cet événement qui fit véritablement échouer les négociations Armand/Revertera (Soutou,1978; Pedroncini,1993).

De plus, selon l'hypothèse développée par Pedroncini et qui semble se confirmer (1969 et 1993), les discussions Armand/Revertera auraient été, pour la France et pour l'Autriche-Hongrie, une contre-assurance. C'est-à-dire qu'il y avait à ce moment des risques, à la fois pour la France et pour l'Autriche-Hongrie, de se retrouver isolées face à des ententes défavorables conclues par leurs alliés respectifs. Par exemple, une entente entre l'Allemagne et le Royaume-Uni, sur la Belgique, aurait isolé la France dans la question de l'Alsace-Lorraine. De même, une entente entre le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne aurait été en défaveur de l'Autriche-Hongrie. Dans ces conditions, "la France pourrait soutenir les positions autrichiennes et l'Autriche les positions françaises (Pedroncini,1993:136)".

Par contre, lorsque Clemenceau, surnommé le Tigre, remplace Painlevé comme président du Conseil, le 16 novembre 1917, il décide de poursuivre les discussions¹²⁴. Elles

¹²³C'est-à-dire la Silésie, la Pologne autrichienne de 1772 et la Bavière (Pedroncini,1969).

¹²⁴Clemenceau est informé par le général Alby le 18 novembre 1917. Sa réponse est la suivante: "écouter, ne rien dire" (Michel,1991:170)

seront un échec en raison de la situation militaire plus favorable à cette époque aux Empires centraux. Fejtö note justement

[d]epuis août 1917, les événements de Russie et d'Italie (Caporetto) semblaient avoir détruit les velléités de concessions. Tout se passait comme si, dès lors, le «réalisme» de Czernin, sa confiance dans la supériorité des Allemands avaient sinon fait revenir Charles sur sa volonté de paix - même de paix séparée - du moins réussi à le gagner à un certain attentisme (1988:265).

Dans ce contexte, quelle avait été la perception du «Tigre» de l'Autriche-Hongrie? Pour plusieurs auteurs (Fejtö, Charue) et acteurs politiques de l'époque (l'impératrice et reine Zita), Clemenceau est foncièrement anti-habsbourgeois. Il est l'archétype responsable de la disparition de l'Empire séculaire.

Ces traits de la perception de Clemenceau doivent être adoucis. Jean-Baptiste Duroselle, dans sa biographie du Tigre (1988), montre bien que Clemenceau jusqu'à la guerre n'est pas contre l'Autriche-Hongrie. Lors de sa rencontre avec l'archiduc-héritier Rodolphe, dans la nuit du 22 au 23 décembre 1886, le Tigre exprime l'idée que l'Autriche est nécessaire à la France comme contre-poids à l'Allemagne. De plus, il partage un point de vue identique à celui de Rodolphe sur une alliance entre la France, le Royaume-Uni et l'Autriche-Hongrie (Duroselle, 1988 et Bled, 1989a).

Pendant la guerre et grâce à l'action de Benès et Masaryk, il va évoluer dans sa position face à l'Autriche-Hongrie. Dès le 20 avril 1918, il rencontre Benès et affirme, avec quelques réserves, que la question de la Tchéco-Slovaquie est pour lui réglée dans le sens prescrit par Benès. N'oublions pas que nous sommes aussi dans la controverse Czernin/Clemenceau.

En ce qui concerne l'affaire Dutasta^{*125}, elle débute à la fin de septembre 1918 quand le sort de l'Autriche-Hongrie semble scellé avec l'effondrement du front bulgare à la mi-septembre 1918. Il s'agit de conversations officieuses, favorisées par les austrophiles français de conviction, sous l'égide du nouvel ambassadeur français¹²⁶ à Berne et des diplomates austro-hongrois.

De plus, il y a les austrophiles tactiques¹²⁷ qui cherchent, par peur que les Autrichiens allemands et peut-être même les Bohèmes allemands des Sudètes, n'aillent s'agréger à une "Allemagne insuffisamment battue (Laroche,1994:52)". Ces deux groupes veulent "sauvegarder la dynastie des Habsbourg comme unificatrice des peuples du bassin danubien (Laroche,1994:52)".

Les dirigeants français semblent vouloir revenir sur la politique favorable à la création d'une barrière d'États tournés contre l'Allemagne sous les ruines de la monarchie danubienne comme le montre ce télégramme de l'ambassadeur français Jusserand à Pichon du 15 octobre 1918:

[j]ai signalé une fois de plus le danger du faible barrage que constituait contre l'expansion allemande vers l'Est l'inévitable multiplicité de petites nations nouvellement constituées. Il m'a paru que le secrétaire d'Etat eût préféré comme barrage une Autriche anti-allemande, mais malgré ... il dit qu'il n'en saurait plus être question... (cité par Laroche,1994:55).

¹²⁵Nom que Laroche donne à ses conversations en raison de l'importance de l'action de Dutasta.

¹²⁶Selon Laroche, les conversations officieuses semblent venir du gouvernement français, lui-même poussé par des austrophiles de conviction qui veulent que le sort de la monarchie soit séparé de celui de l'Allemagne.

¹²⁷Ils ont été à un moment ou l'autre durant la guerre favorables aux nationalités.

Sans retracer le cheminement de ces démarches, l'affaire Dutasta représente les dernières conversations politiques avant l'effondrement de la Double-Monarchie. L'important à retenir c'est que les milieux diplomatiques français étaient plus réticents à la fin de la guerre sur le principe des nationalités, sur la viabilité des nouveaux États et sur le danger d'*Anschluss* de l'Autriche allemande à l'Allemagne (Laroche,1994:66). Il est à remarquer que des responsables austro-hongrois comme le comte Skrzynski, conseiller d'ambassade austro-hongrois à Berne, sont conscients que seuls les Alliés peuvent encore sauver la monarchie habsbourgeoise du désastre¹²⁸.

Malgré tout, comme le soulignait Jusserand à Washington, le 31 octobre 1918:

[n]otre rejet des ouvertures autrichiennes, la reconnaissance de l'indépendance des Tchèques par nous et après nos pressantes démarches par les Américains ne permet [sic] plus de considérer autre chose qu'un démembrement de l'Autriche (Laroche,1994:56-57).

Le premier conflit mondial voit donc se polariser les positions face à la monarchie danubienne. Dans un premier temps, les intellectuels souhaitent un bouleversement géopolitique de cette région en faveur «des nationalités opprimées de l'Autriche-Hongrie». Face à cette polarisation défavorable aux Austro-Hongrois, les dirigeants français vont osciller entre deux politiques jusqu'à la fin du conflit, réaménagement ou éclatement. La politique face à l'Autriche-Hongrie est définie non pas explicitement pour ou contre celle-ci, même si des différences idéologiques importantes existent entre les deux États, mais en fonction de réaliser le but de guerre fondamental de la France et de ses alliés de 1914:

¹²⁸Télégramme qu'il fait parvenir le 24 octobre 1918 à Vienne. À cet égard, un autre représentant austro-hongrois fait les mêmes remarques, le comte Mensdorff, le 25 octobre. Le 26 octobre, c'est la dénonciation de l'alliance avec le Reich par l'Empereur Charles (Brook-Shepherd,1971:214).

abaisser la puissance allemande pour redéfinir l'équilibre européen. "On frappe l'Allemagne à travers son allié", pour paraphraser Bernard Michel (1991).

Conclusion

Ainsi donc, la Première Guerre mondiale devient un accélérateur de la politique française face à la monarchie séculaire des Habsbourg. L'engagement de septembre 1914 entre la Russie, la France et le Royaume-Uni fait apparaître la notion de victoire totale; c'est le premier événement qui transforme la nature du Concert européen basé sur l'équilibre européen.

Les dirigeants français vont utiliser l'Autriche-Hongrie face à son alliée qu'est l'Allemagne impériale dans deux politiques possibles: celle d'un réaménagement de la monarchie ou l'appui aux nationalités en vue de former une barrière d'États anti-allemands favorables aux occidentaux et surtout, alliés de la France. La volonté de la France et de ses dirigeants est d'affaiblir l'Allemagne. La guerre va permettre de démontrer, selon les membres des Comités nationaux, que l'Autriche-Hongrie a failli à sa vocation et qu'elle est l'instrument du germanisme en Europe danubienne.

Cette *realpolitik* de la France découle des perceptions géopolitiques qu'elle a sur le terrain. Le pilier occidental de la barrière anti-germanique est la Tchéco-Slovaquie tandis que la Pologne et la Roumanie deviennent, après la Révolution d'Octobre 1917 en Russie, le pilier oriental; ces États remplacent la Russie tsariste dans l'alliance de revers traditionnelle de la France face à la puissance allemande.

Ainsi, la fin du complexe danubien des Habsbourg

s'explique donc largement par des facteurs extérieurs et, après une lutte séculaire, par le triomphe des principes de la Révolution française. Mais, même du point de vue des intérêts français, c'était un choix désastreux que seuls justifiaient les impératifs de la guerre totale, c'est-à-dire les promesses faites aux Alliées, dont le concours était indispensable pour vaincre les Empires centraux; même amputée de la Transylvanie, du Trentin ou de la Bosnie-Herzégovine, l'Autriche-Hongrie était viable (Bérenger;1990:737).

De plus, cette volonté de changement est galvanisée par l'entrée en scène des États-Unis d'Amérique et des 14 points de Wilson qui accélérèrent le processus en faveur des nationalités. Même si ceux-ci ne sont pas tournés résolument contre la monarchie austro-hongroise, les événements vont obliger l'Empereur-Roi Charles à se retirer des affaires de l'État le 12 novembre 1918. C'est la *Finis Austriae...*

CONCLUSION

"Oui, malgré tout ce qui parle en sens contraire, la Cacanie était peut-être, après tout, un pays pour génies; et sans doute fut-ce aussi sa ruine."

Robert Musil (1995:43)

Au terme de ce mémoire, nous pouvons constater que les perceptions et les politiques de la France à l'égard du complexe danubien habsbourgeois se déroulent à travers le prisme de ses intérêts géopolitiques, particulièrement en fonction des relations franco-allemandes. Au XIX^e siècle, la crainte d'un contrôle allemand de l'espace situé entre l'Allemagne et la Russie a conditionné la France dans sa perception de la spécificité autrichienne.

En effet, l'effet Sadowa-Sedan permet à la vision d'une spécificité autrichienne d'émerger, face à la vision traditionnelle qui considérait l'Autriche comme l'ennemi des intérêts français sur le continent européen. Plus précisément, c'est le compromis austro-hongrois de 1867 qui va diviser les intellectuels en deux écoles sur l'interprétation à donner à la spécificité autrichienne.

L'école dominante qui forma la perception française de la monarchie austro-hongroise sera celle des intellectuels favorables aux Slaves principalement représentée par Louis Léger, Ernest Denis et Louis Eisenmann. Selon eux, la monarchie danubienne est devenue l'avant-garde du germanisme en Europe danubienne. Ainsi, il serait préférable de s'appuyer sur les nationalités slaves de l'Autriche-Hongrie pour combattre le danger allemand.

L'autre école, qui est favorable à l'édifice habsbourgeois, voit dans la monarchie danubienne un rempart contre le germanisme. Elle considère que l'Autriche-Hongrie a un

rôle à jouer dans l'équilibre européen et que sa mission d'être l'élément fédérateur des peuples de la région est encore possible.

Avec l'attentat contre l'archiduc François-Ferdinand, à Sarajevo, éclate la Grande Guerre. Ce conflit voit la fin du Concert européen, base des relations internationales depuis 1815. Comme l'écrivait la *Neue Freie Presse* le 2 août 1914: "[l]a guerre mondiale est là qui décidera du sort de cette vieille monarchie (Michel,1995a:7)". Dès septembre 1914, les puissances de l'Entente décident de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire totale sur l'Allemagne ou du moins, de modifier l'équilibre européen pour contenir plus facilement les ambitions prussiennes. C'est l'apparition de la notion de victoire totale ou de la paix par la victoire. Cette transformation dans la nature de la guerre aura des répercussions pour la survie ou non de la monarchie danubienne.

L'Autriche-Hongrie devient une cible qui permet indirectement d'atteindre cet objectif d'affaiblir l'Allemagne. Dans cette optique, la France va développer deux politiques possibles face à la monarchie danubienne: maintien de l'Autriche-Hongrie sous une forme rénovée ou la disparition de celle-ci en faveur d'une redéfinition de la carte de l'Europe danubienne qui propose la création de nouveaux États, barrière anti-allemande, basés sur le principe des nationalités.

De plus, le conflit permet aux membres des Comités nationaux, principalement à Masaryk, Benès et Stefanik, et aux intellectuels qui souhaitent un bouleversement géopolitique de cette région en faveur «des nationalités opprimées de l'Autriche-Hongrie», d'affirmer que la monarchie danubienne a échoué dans sa vocation historique et qu'elle est maintenant le «brillant second» de Guillaume II en Europe danubienne. Ils proposent la

création d'une série d'États comme cordon sanitaire autour de l'Allemagne. Plus précisément, ils souhaitent la formation de deux nouveaux États, c'est-à-dire la Tchéco-Slovaquie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ou Yougoslavie et aussi, la renaissance de la Pologne.

À la lecture des deux mémorandums du Quai d'Orsay de novembre 1917 et de mars 1918, conditionnés particulièrement par la situation en Russie, la France semble favorable à la renaissance de la Pologne, à la création de la Tchéco-Slovaquie. Elle mise aussi sur la formation d'une «Grande Roumanie» pour former cette barrière anti-germanique.

Par ailleurs, d'autres facteurs vont influencer la politique française: l'entrée en guerre des États-Unis et la déclaration des 14 points de Wilson de janvier 1918, les traités de Brest-Litovsk et de Bucarest, la déclaration Czernin et ses conséquences, particulièrement la rencontre de Spa, rendent de plus en plus problématique le maintien de l'Autriche-Hongrie. Au fond, la France adopte une politique qui correspond aux perceptions de ses intérêts géopolitiques sur le terrain.

Cependant, l'analyse des tentatives de paix, particulièrement les discussions Armand/Revertera, met en évidence une autre politique possible de la France à l'égard de l'Autriche-Hongrie: celle de son maintien comme contrepoids à l'Allemagne. De même, la France va tenter, par des manœuvres diplomatiques à la fin de la guerre, de sauver la monarchie danubienne et ce, par l'entremise du nouvel ambassadeur français à Berne, Paul Dutasta. La raison est très simple: une partie du personnel diplomatique français doute de plus en plus de l'efficacité d'une constellation de petits États pour lutter efficacement contre la

puissance allemande. Ces manœuvres ne parviendront pas toutefois, à renverser le mécanisme déjà enclenché...

C'est à partir du processus de réévaluation de l'Autriche-Hongrie qu'il a été possible de dégager une image moins monolithique de la France face à la monarchie danubienne. Cette réévaluation débute après la Seconde Guerre mondiale chez les auteurs anglo-saxons, principalement ceux d'origine autrichienne. Peu à peu, les auteurs français reconnaissent l'image fortement négative de l'Autriche-Hongrie qui s'était imposée depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Comme le faisait remarquer Jean-Marie Valentin: "[i]l reste que l'escamotage par les slavisants de la Double-Monarchie en faveur de ses composantes non germaniques et au profit du couple pangermanisme/panslavisme, a contraint à une remontée dans le temps (Valentin, 1991:16)".

L'analyse de l'historiographie récente, en langue française, donne lieu à une lecture plus nuancée des rôles des États et des groupes nationaux impliqués dans le processus de restructuration de cette région de l'Europe après la Première Guerre mondiale. La publication d'une série de nouveaux documents diplomatiques, par exemple par l'Institut des Relations internationales de Prague sous la supervision de Madame Milada Polisenska sur la fondation de la Tchécoslovaquie en 1918, va permettre de dégager les lignes plus nettes sur les rôles et les craintes de chacun face aux deux possibilités, à savoir, de maintenir la monarchie danubienne ou de reconstruire la région sur le principe des nationalités.

Enfin, à la lecture du présent mémoire, nous constatons qu'il se retrouve à la croisée de la science politique et de l'histoire diplomatique. La motivation qui nous a animé à travailler sur ces deux facettes se résume dans la citation suivante: "l'histoire sans la science

politique ne porte aucun fruit; la science politique sans l'histoire n'a aucune racine (Steinert, 1992:329)".

GLOSSAIRE

GLOSSAIRE¹²⁹

Affaire Dutasta: L'affaire Dutasta concerne les dernières conversations diplomatiques françaises pour sauver l'Empire des Habsbourg en octobre 1918. C'est en raison du rôle central du nouvel ambassadeur français en Suisse, Paul Dutasta, que Louis-Pierre Laroche (1994) a appelé ces conversations: affaire Dutasta.

Austro-slavisme (aussi austroslavisme): Cette doctrine fut fixée au printemps de 1848 par l'historien tchèque Palacky, face à la montée du nationalisme allemand et de l'impérialisme russe. Il estimait que la Monarchie était encore la meilleure garantie pour les différentes nationalités qui peuplaient son territoire. Il refusa l'invitation à siéger au Parlement de Francfort en l'accompagnant de la célèbre formule: «En vérité, si l'Empire d'Autriche n'existe pas depuis bien longtemps, il faudrait, dans l'intérêt de l'Europe et dans l'intérêt de l'humanité, se dépêcher de le constituer». Il redoutait que le nouvel État allemand transformât l'Autriche en une simple province de la Grande Allemagne et il ajoutait: «Pour le salut de l'Europe, Vienne ne doit pas tomber au rang d'une capitale provinciale.» En réalité, il craignait autant le panslavisme qui venait de se manifester en mai 1848, au Congrès de Prague, et qui aurait fait des pays slaves des protectorats russes. C'est pourquoi, il se déclarait prêt à collaborer à «toutes les mesures qui contribueraient à maintenir l'indépendance, l'intégrité et la puissance de l'Autriche, en particulier vis-à-vis de l'Est». En même temps, Palacky exposait l'autre volet de sa doctrine: «L'égalité complète de toutes les nationalités et de toutes les confessions réunies sous le sceptre des Habsbourg, égalité qui sera la justification juridique et morale de l'existence de l'Empire». Le premier Congrès

¹²⁹Sauf si indication contraire, la définition présentée est largement inspirée ou provient du lexique de Bérenger (1976).

panslave se rallia à l'austro-slavisme et préconisa des mesures susceptibles de maintenir l'Empire et l'autonomie des nationalités slaves. La majorité de ses participants voulait reconstruire la Monarchie sur la base d'un État fédéral, en proclamant sa fidélité à la dynastie. Même si l'opposition des Slaves devint plus radicale après 1870, jamais les responsables politiques ne remirent en cause ces principes fondamentaux de l'austro-slavisme: intégrité de l'Autriche-Hongrie face à l'Allemagne et à la Russie, rigoureuse égalité des droits pour toutes les nationalités.

Compromis austro-hongrois: Le Compromis est un accord entre la dynastie des Habsbourg et la nation hongroise. François-Joseph accepte de se faire couronner à Pesth. Il confirme l'existence d'un Parlement hongrois composé de deux Chambres, tel qu'il avait fonctionné à partir de mars 1848. La Chambre haute est composée de magnats, la Chambre basse élue au suffrage censitaire, François-Joseph reconnaît l'existence du régime parlementaire en Hongrie: le ministère hongrois sera responsable devant le parlement. L'État hongrois récupère les provinces longtemps séparées, Transylvanie, Croatie, Slavonie. Il redevient un État autonome. Cependant, il existe des intérêts communs à la Hongrie et à l'Autriche. Il y aura désormais un ministère commun pour les Affaires étrangères, la Défense et les Finances communes, dont les titulaires seront nommés par l'Empereur-Roi.

Négociation Sixte de Bourbon-Parme: La négociation Sixte de Bourbon-Parme est la tentative de paix la plus connue de Charles 1^{er}. Elle eut lieu par l'intermédiaire du beau-frère de l'Empereur, qui servait comme officier dans l'armée belge. Sous prétexte de rendre visite à sa mère en Suisse, il fit plusieurs voyages discrets entre Paris et Vienne. Il fut bien accueilli par Poincaré et l'on évoqua la restitution de l'Alsace-Lorraine, mais il fallut prendre contact avec les Alliés. Alors que le gouvernement britannique se montra favorable à la

poursuite des négociations, celles-ci furent interrompues à cause de l'Italie, qui n'aurait rien obtenu en dehors du Trentin, ce qui était bien en deça des promesses du traité de Londres. En fait, la paix n'eût été possible que si la France avait renoncé à l'Alsace-Lorraine et l'Italie à Trieste, ce que l'opinion des deux pays n'aurait pas admis après tant de sacrifices. En outre, la négociation séparée était perçue comme une trahison par l'Allemagne, même si le gouvernement allemand n'était pas hostile à une paix blanche au printemps de 1917. Il semble que le *Kronprinz* aurait approuvé les démarches de Charles 1^{er} (Bérenger, 1994b).

Trialisme: Nom donné à la fin du XIX^e siècle à un système politique qui aurait complété le dualisme établi par le Compromis austro-hongrois de 1867 et qui aurait donné leur place aux Slaves de la Monarchie. Il faut distinguer deux variantes du trialisme:

1- En 1871, le président du Conseil autrichien le prince Auersperg voulut régler la question tchèque en faisant couronner François-Joseph à Prague, comme celui-ci s'était fait couronner à Budapest et en ressuscitant ainsi le royaume de Bohême, comme le Compromis de 1867 avait restauré le royaume de Hongrie. Pourtant la négociation échoua, parce que les Tchèques exigèrent pour leur pays un statut comparable à celui des Hongrois: l'union personnelle de la Bohême avec l'Autriche. Les Allemands de Bohême eurent l'impression qu'on «les abandonnait aux Tchèques» et qu'ils perdraient leur position prédominante dans le pays. Les Hongrois craignaient de perdre la place prépondérante dans la Monarchie que leur avait accordée le Compromis de 1867. Tous firent des pressions sur l'Empereur, qui décommanda les cérémonies du couronnement. À long terme, la question tchèque devenait insoluble; par ce geste, François-Joseph indiquait qu'il ne dépasserait pas le dualisme.

2- Au début du XX^e siècle, c'est l'archiduc-héritier François-Ferdinand qui relança l'idée du trialisme, mais cette fois au profit des « Yougoslaves ». Les Croates et les Serbes de la Monarchie reprirent cette idée au Congrès du Fiume en 1905. Ce projet souleva l'hostilité des nationalistes hongrois et du gouvernement de Budapest. Il fut tout aussi mal accueilli à Belgrade, en Serbie, car il menaçait l'avenir du Royaume de Serbie. C'était cette forme de trialisme qui fut l'une des causes du drame de Sarajevo.

ANNEXE

PERSONNES RENCONTRÉES:

Monsieur François Fejtö au mois d'octobre 1993 à Paris;

Monsieur Michel Korinman au mois de juin 1994 à Paris;

Monsieur Henry Bogdan au mois de juin 1994 à Paris;

Monsieur Jean-Yves Potel au mois de juin 1994 à Paris;

Monsieur Yves de Daruvar au mois de juin 1994 à Paris;

Monsieur Pierre Kende au mois de juin 1994 à Budapest.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages de méthodologie

BEAUD, Jean-Paul (1992), «L'échantillonnage», dans Gauthier, Benoit, édit. (1992), Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données, 2^e éd. revue et augmentée, Québec, Éditions des Presses de l'Université du Québec, p. 195-226.

BEAUD, Michel et LATOUCHE, Daniel (1988), L'art de la thèse, Montréal, Les Éditions du Boréal, 170 p.

BÉRENGER, Jean (1976), Lexique historique de l'Europe danubienne, Paris, Armand Colin, 255p., (coll. «Lexiques U»).

BOUCHARD, Jacques B. *et al.* (1996), Guide de présentation d'un travail de recherche, 6^e éd. remaniée, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 102 p.

CHEVRIER, Jacques (1992), «La spécification de la problématique», dans Gauthier, Benoit, édit. (1992), Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données, 2^e éd. revue et augmentée, Québec, Éditions des Presses de l'Université du Québec, p. 49-78.

DESLAURIERS, Jean-Pierre (1991), Recherche qualitative: guide pratique, Montréal, Éditions McGraw-Hill, 142 p., (coll. «Théma»).

GAUTHIER, Benoit, édit. (1992), Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données, 2^e éd. revue et augmentée, Québec, Éditions des Presses de l'Université du Québec, 584 p.

HUBERMAN, Michael et MILES, Matthew (1991), Analyse des données qualitatives: Recueil de nouvelles méthodes, Bruxelles, Éditions Du renouveau pédagogique, 482p.

MUCCHIELLI, Alex, édit. (1996), Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences sociales, Paris, Masson & Armand Colin, 275 p., (coll. «U», n° 318).

MACE, Gordon (1988), Guide d'élaboration d'un projet de recherche, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 119 p.

VIGEZzi, Brunello (1992), «Théoriciens et historiens des relations internationales discussions et perspectives», dans Duroseille, Jean-Baptiste (1992), Tout empire périra, 2^e éd. refondue, Paris, Armand Colin, p 330-346.

Ouvrages généraux

ADAM, Magda *et al.* (1993), Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpates, Vol 1 octobre 1918-août 1919, Budapest, Institut des sciences historiques de l'académie hongroise des sciences, 864 p.

ARON, Raymond (1983), Paix et Guerre entre les nations, 8^e éd, Paris, Calmann-Lévy, 794p., (coll. «Liberté de l'Esprit»).

AUERBACH, Bertrand (1898), Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie, Paris, Félix Alcan, 336 p.

AVRIL Nicole (1993), L'Impératrice, Paris, Grasset, 363p.

AYÇOBERRY, Pierre, BLEd, Jean-Paul et HUNYADI, Istvan, édit. (1987), Les conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale, Strasbourg, Association des Publications près les Universités de Strasbourg, 400 p.

BARIETY, Jacques (1994), «La France et la naissance du "Royaume des Serbes, Croates et Slovènes": 1914-1919», Revue d'Europe Centrale, tome II, numéro 1, p. 1-12.

BARTOSEK, Karel (1987), «La renaissance de l'Europe centrale?», La Nouvelle Alternative, n° 8 (décembre), p. 3-6.

BECKER, Jean-Jacques (1984), «Autant en emporte la guerre: les régimes politiques à l'épreuve», Vingtième siècle, n°3 (juillet), p. 77-90.

BÉHAR, Pierre (1990), Du 1^{er} au IV^e Reich: permanence d'une nation, renaissances d'un État, Paris, Éditions Desjonquères, 189 p., (coll. «Le Bon Sens»).

BÉHAR, Pierre (1991a), L'Autriche-Hongrie idée d'avenir. permanences géopolitiques de l'Europe centrale et balkanique, Paris, Éditions Desjonquères, 187 p., (coll. «Le Bon Sens»).

BÉHAR, Pierre (1991b), «L'Autriche-Hongrie, idée d'avenir», Commentaire, vol. 14 n° 53 (Printemps), p. 43-52.

BÉHAR, Pierre (1991c), «La fédération danubienne seule idée d'avenir», Commentaire, vol 14, n° 55 (Automne), p.117-120.

BÉHAR, Pierre (1992), «La réunification de l'Allemagne et ses conséquences pour l'Europe», Cahier français, n° 257 (juillet-septembre), p.7-17.

BÉHAR, Pierre (1994), «L'identité culturelle autrichienne», Commentaire, vol 1, n° 66 (Été), p. 339-343.

BELINA, Pavel *et al.* (1995), Histoire des Pays Tchèques, Paris, Le Seuil, 510 p.(coll. «Point histoire» n° 191).

BÉRENGER, Jean (1971), La République autrichienne de 1919 à nos jours, Paris, Didier, 230 p., (coll. «monde germanique»).

BÉRENGER, Jean (1978), «L'Empire des Habsbourg de 1526 à 1918», Revue Historique, n° 527 (juillet-septembre), p. 179-211.

BÉRENGER, Jean (1990), Histoire de l'Empire des Habsbourg, Paris, Fayard, 809 p.

BÉRENGER, Jean (1994a), L'Autriche-Hongrie 1815-1918, Paris, Armand Colin, 187 p., (coll. «cursus»)

BÉRENGER, Jean (1994b), Histoire de l'Autriche, Paris, Presses Universitaires de France, 127 p., (coll. «Que sais-je», n°222).

BIHL, Wolfdieter (1993), «La mission de médiation des princes Sixte et Xavier de Bourbon-Parme en faveur de la paix», Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 170, p. 31-76.

BLED, Jean-Paul (1987), François-Joseph, Paris, Fayard, 766 p.

BLED, Jean-Paul (1989a), Rodolphe et Mayerling, Paris, Fayard, 306p.

BLED, Jean-Paul (1989b), «Les Habsbourg et l'Europe centrale», dans Molnar, Miklos et Reszler, André, édit. (1989), Le génie de l'Autriche-Hongrie, Paris, Presses Universitaires de France, 9-17 p.

BLED, Jean-Paul (1990), «Une occasion manquée: le projet d'alliance franco-autrichienne 1867-1870», Études danubiennes, tome VI, n° 2, p. 101-110.

BLED, Jean-Paul (1991), «La conception autrichienne de la Mitteleuropa», dans Molnar, Miklos *et al.* Vers une mutation de société, Paris, Presses Universitaires de France, p. 17-24.

BLED, Jean-Paul (1993), «L'Autriche-Hongrie: un modèle de pluralisme national?», dans Liebich, André et Reszler, André édit. (1993), L'Europe centrale et ses minorités: vers une solution européenne?, Paris, Presses Universitaires de France, p. 25-35.

BLED, Jean-Paul (1995), «Les enjeux en Europe centrale: une perspective historique», Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande, Tome 27, n° 3, p 313-322.

BOGDAN, Henry (1984), «Les historiens hongrois et le Dualisme», dans Austriaca, n° 18 (mai), p. 57-80.

BONNEFOUS, Marc (1994), «Les quatre Europes», Défense nationale (août-septembre), p. 91-98.

BOURBON-PARME, Sixte Prince (1920), L'offre de paix séparée de l'Autriche, Paris, Plon, 444p.

BROOK-SHEPHERD, Gordon (1971), Le dernier Habsbourg, Paris, Flammarion, 401 p.

Cadmos (1987), «L'Europe de L'Est de François-Joseph à Gorbatchev», n° 39 (automne), p. 5-79.

CASTELBAJAC, Ghislain de (1995), «La France et la question polonaise (1914-1918)», dans Soutou, Georges-Henri, édit., Recherche sur la France et le problème des Nationalités pendant la Première Guerre mondiale, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, p. 41-104., (coll. «Mondes contemporains»).

CASTELLAN, Georges, édit. (1990), Les nationalités de l'Autriche-Hongrie et la paix de 1918-1919, Paris, Publication de l'Institut autrichien avec le concours de l'Université de Paris III, 127 p.

CASTELLAN, Georges (1991), Histoire des Balkans (XIV^e-XX^e siècle), Paris, Fayard, 532 p.

CASTELLAN, Georges (1994), Histoire des peuples d'Europe centrale, Paris, Fayard, 528 p.

CHARUE, Jean (1990), «Les slavistes français et l'Autriche-Hongrie de 1867 à 1918», Études danubiennes, vol. VI, n°. 2, p.125-137.

CHÉRADAME, André (1901), L'Europe et la question d'Autriche au seuil du XX^e siècle, Paris, Plon, 452 p.

CHURCHILL, Winston S. (1948), L'orage approche: D'une Guerre à l'autre 1919-1939, Paris, Librairie Plon, 436p.

CLAIR, Jean, édit. (1986), Vienne 1880-1938, l'apocalypse joyeuse, Éditions du Centre Georges Pompidou, 794 p.

CORDFUNKE, Erik (1990), Zita La dernière impératrice 1892-1989, Paris - Louvain-la-Neuve, Duculot-Document, 259 p.

CORTI, Egon C (1987), Élisabeth d'Autriche Sissi, Paris, Payot, 467 p., (coll. «Petite Bibliothèque Payot/document»).

CSAKY, Moritz (1989), «Le problème du pluralisme dans la région mitteleuropéenne», dans Molnar, Miklos et Reszler, André édit. (1989), Le génie de l'Autriche-Hongrie. État, société, culture, Paris, Presses universitaires de France, p. 28-29.

DARUVAR, Yves de (1971), Le destin dramatique de la Hongrie, Paris, Albatros, 248 p.

DELABAYS, Joseph (1946), La destinée tragique d'un monarque pacifique, Montréal, Éditions Fides, 252 p.

DELUMEAU, Jean (1975), «L'itinéraire d'un grand historien: Victoir L. Tapié», Revue d'histoire moderne et contemporaine, tome XXII (avril-juin), p. 161-167.

DENIS, Ernest (1903a), La Bohême depuis la montagne-blanche, première partie Le triomphe de l'église. Le centralisme, Paris, Ernest Leroux, 644p.

DENIS, Ernest (1903b) La Bohême depuis la montagne-blanche, deuxième partie La renaissance tchèque, vers le fédéralisme, Paris, Ernest Leroux, 675p.

DENIS, Ernest (1915), La Guerre. Causes immédiates et lointaines. L'intoxication d'un peuple. Le Traité, 2^e éd., Paris, Delagrave, 353 p.

DES CARS, Jean (1983), Élisabeth d'Autriche ou la fatalité, Paris, Perrin, 472 p.

DROZ, Jacques (1946), Histoire de l'Autriche, Paris, Presses Universitaires de France, 127 p., (coll. «Que sais-je», n°222).

DROZ, Jacques (1960), L'Europe centrale. Évolution historique de l'idée de «Mitteleuropa», Paris, Payot, 283p., (coll. «Bibliothèque historique»).

DROZ, Jacques (1973), Les causes de la Première Guerre mondiale. Essai d'historiographie, Paris, Le Seuil, 191 p.,(coll. «Point histoire»).

DROZ, Jacques, édit. (1984), «Les historiens des pays successeurs sur l'Autriche-Hongrie», Austriaca, n° 18 (mai), p. 9-123.

DROZ, Jacques (1989), «Saint-René Taillandier et la Double Monarchie», Études danubiennes, vol. 5, n° 2, p. 9-14.

DUGAST ROUILLÉ, Michel (1991), Charles de Habsbourg le dernier empereur 1887-1922, Paris - Louvain-la-Neuve, Duculot-Document, 315 p.

DURANDIN, Catherine (1995), Histoire des Roumains, Paris, Fayard, 573 p.

DUROSELLE, Jean-Baptiste (1988), Clemenceau, Paris, Fayard, 1077p.

DUROSELLE, Jean-Baptiste (1994), La Grande Guerre des Français, 1914-1918, Paris, Perrin, 515 p.

EISENMANN, Louis (1921), «Ernest Denis (1849-1921)», Revue des Études slaves, tome 1, p. 138-143.

EISENMANN, Louis (1967) Le compromis austro-hongrois de 1867, Paris, Éditions Cujas, 683 p.

ESPAGNE, Michel (1993), Le Paradigme de l'étranger. Les chaires de littérature étrangère au XIX^e siècle, Paris, Les Éditions du Cerf, 371 p., (coll. «Bibliothèque franco-allemande»).

FEIGL, Erich (1991), Zita de Habsbourg Mémoires d'un Empire disparu, Paris, Criterion, 454 p. (coll. «Histoire»).

FEJTÖ, François (1988), Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie, Paris, Lieu Commun, p. 437.

FEJTÖ, François (1989) «Les raisons politiques et idéologiques de la destruction de la monarchie», dans Molnar, Miklos et Reszler, André, édit., Le génie de l'Autriche-Hongrie, Paris, Presses Universitaires de France, p. 113-119.

FERENCUHOVA, Bohumila (1993), «Les slavisants français et le mouvement tchécoslovaque à l'étranger au cours de la Première Guerre mondiale», Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 169, janvier, p. 27-36.

FISCHER, Fritz (1970), Les buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918, Paris, Éditions Trévise, 653 p.

FOUCHER, Michel édit. (1993), Fragments d'Europe. Atlas de l'Europe médiane et orientale, Paris, Fayard, 327p.

FRENCH, David (1993), «Tous ces vagues discours ne nous mènent à rien. La politique britannique et la paix avec l'Autriche-Hongrie 1916-1918», Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 170, p. 119-130.

Guerres mondiales et conflits contemporains (1993), «Dossier: Les relations entre français, Tchèques et Slovaques de 1914 à 1918», n° 169 p. 5-74.

Guerres mondiales et conflits contemporains (1993), «Dossier: En 1917, une paix avec l'Autriche-Hongrie?», n° 170, p. 3-146.

GYÖRY, Jean (1977) La littérature autrichienne, Paris, Presses Universitaires de France, 127 p., (coll. «Que sais-je», n°1681).

HAMANN, Brigitte (1985), Élisabeth d'Autriche, Paris, Fayard, 611 p.

HAMARD, Bruno (1995), Budapest pendant l'entre-deux-guerres: Histoire de la reconstruction de la ville-capitale d'un État successeur, sur les ruines de L'Autriche-Hongrie, Paris, Vécu contemporain, 76 p.

HAMMERSCHMID Leo J. (1989), Zita. The Last Empress of Austria, Montréal, Meridian Press, 352 p.

HASSNER, Pierre (1969), «L'Europe de l'Est entre l'Est et l'Europe», Revue Française de science politique, vol. XIX, n° 1 (février), p. 101-144.

HERMET, Guy (1996), Histoire des nations et du nationalisme en Europe, Paris, Éditions Le Seuil, 309 p., (coll. «Points histoire», n°198).

HORNIG, Dieter et KISS, Endre, édit. (1996), Vienne-Budapest 1867-1918: Deux âges d'or, deux visions, un Empire, Paris, Éditions Autrement, 262 p., (coll. «mémoire»).

HUNTZINGER, Jacques (1987), Introduction aux relations internationales, Paris, Le Seuil, 358 p.,(coll. «Point politique», n°131).

HUNYADI, Istvan (1987), «L'image de la Hongrie en Europe occidentale à l'issue de la 1ère Guerre mondiale», dans AYÇOBERRY, Pierre, BLED, Jean-Paul et HUNYADI, Istvan, édit. (1987), Les conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale, Strasbourg, Association des publications près les Universités de Strasbourg, p. 173-182.

IONESCO, Eugène (1983), «L'Empire austro-hongrois», Cadmos, n° 23-24 (automne-hiver), p. 15-21.

JOHNSTON, William M. (1991), L'esprit viennois, 2^e éd. Paris, Presses Universitaires de France, 643 p., (coll. «Quadrige»).

JULIEN, Robert (1986), «L'image de l'Autriche perçue par le Quai d'Orsay entre 1918 et 1922», Austriaca spécial colloque, (Juin), p. 83-108.

KENDE, Pierre (1991), «La fédération danubienne: idée d'avenir?», Commentaire, vol 14, n° 54 (Été), p. 267-271.

KENDE, Pierre (1994), «Bilan et perspective du fédéralisme en Europe danubienne et balkanique», Le fédéralisme est-il pensable pour une Europe prochaine?, Paris, Éditions Kimé, p 129-138.

KEYSERLINGK, Robert H (1987), «Austro-Hungary's revival during World War II: Anglo-American planning for the Danube region», Études danubiennes, vol.1, n° 3, p.54-64.

KOLAR, Frantisek (1993), «Edouard Benès et le Conseil national tchécoslovaque de la rue Bonaparte», Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 169, p. 10-17.

KONRAD, György (1987), L'antipolitique, Paris, Éditions de la Découverte, 234 p.

KORINMAN, Michel (1988) «Naissance et renaissance d'un projet géopolitique», Hérodote, n°48 (janvier-mars), p 19-35.

KORINMAN, Michel (1993), «Autriche», dans Lacoste, Yves édit.(1993), Dictionnaire de géopolitique, Paris, Flammarion, p. 227-228.

KREBS, Gilbert et ROVAN, Joseph, édit. (1987), Mitteleuropa Pour ou contre l'Europe?, Paris, Université de la Sorbonne Nouvelle Paris III et l'Institut autrichien de Paris, 78 p.

KREISSLER, Félix (1971), De la révolution à l'annexion, l'Autriche de 1918 à 1938, Paris, Presses Universitaires de France, 412 p.

KREISSLER, Félix (1975), «Le CERA de Rouen», Austriaca, n° 1 (décembre), p. 153-155.

KREISSLER, Félix (1977), Histoire de l'Autriche, Paris, Presses Universitaires de France, 127 p., (coll. «Que sais-je», n°222).

KREISLLER, Félix, édit. (1986), «Relations franco-autrichiennes 1870-1970», Austriaca spécial colloque, (Juin), 350 p.

KREISSLER, Félix, édit. (1993a), L'Autriche 1867-1939: naissance d'une identité culturelle, Centre d'Études et de Recherches Autrichiennes, Publication de l'Université de Rouen, 106 p., (coll. «Études autrichiennes» n° 178).

KREISSLER, Félix, (1993b), L'Autriche treizième des douze ? Entre «nostalgies» et «obsolescences» quelle identité?, Centre d'Études et de Recherches Autrichiennes n° 190, Publication de l'Université de Rouen, 123p.

KULESZA-MIETKOWSKI, Ewa (1994), L'Union européenne, l'Autriche et l'Europe centrale: perspectives et dilemmes de l'intégration: Aspects politiques, Paris, Prépublication d'une recherche effectuée par l'Institut français des Relations internationales sur une commande du Centre franco-autrichien, 66 p.

KUNDERA, Milan (1983), «L'Occident Kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale», Le Débat., n° 27 (novembre), p. 3-23.

LACROIX-RIZ, Annie (1995), «Le Vatican et les buts de guerre germaniques de 1914 à 1918: le rêve d'une Europe allemande», Revue d'histoire moderne et contemporaine, tome 42, n° 4 (octobre-décembre), p. 517-555.

La Nouvelle Alternative (1987), «Dossier: La renaissance de l'Europe centrale», n° 8 (décembre), p 2-49.

LAROCHE, Louis-Pierre (1994), «L'affaire Dutasta: les dernières conversations diplomatiques pour sauver l'empire des Habsbourg», Revue d'Histoire Diplomatique, n°. 1, p. 51-76.

LATRAVERSE, François et MOSER, Walter édit. (1988), Vienne au tournant du siècle, Paris/Montréal, Albin Michel/Hurtubise, 397 p.

LÉGER, Louis (1907), Histoire de l'Autriche-Hongrie depuis les origines jusqu'à l'année 1894, Paris , Hachette, 687 p.

LÉGER, Louis (1917), Le panslavisme et l'intérêt français, Paris, Ernest Flammarion , 360 p.

LEMARCHAND, Philippe édit. (1995), L'Europe centrale et Balkanique, Paris, Éditions complexe, Atlas d'histoire politique, 288p.

LE RIDER, Jacques (1990), Modernité viennoise et crises de l'identité, Paris, Presses Universitaires de France, 432 p., (coll. «Perspectives critiques»).

LE RIDER, Jacques (1994a), La Mitteleuropa, Paris, PUF, 127 p., (coll. «Que sais-je», n°2846).

LE RIDER, Jacques (1994b), «La France et l'identité culturelle autrichienne», dans Espagne Michel et Werner, Michael, édit. Les études germaniques en France, Paris, CNRS éditions, p. 387-432, (coll. «De l'Allemagne»).

LE RIDER, Jacques (1996), «L'aigle à deux têtes», dans Hornig, Dieter et Kiss, Endre, édit. (1996) Vienne-Budapest 1867-1918: Deux âges d'or, deux visions, un Empire, Paris, Éditions Autrement, p. 49-58, (coll. «mémoire»).

LORANT, André (1971), Le compromis austro-hongrois et l'opinion publique française en 1867, Genève, Droz, 240 p.

LUKACS, John (1990), Budapest 1900, Paris, Quai Voltaire, 327 p.

LUKASZEWSKI, Jerzy (1968), «L'historiographie de l'Autriche-Hongrie, terrain de controverse européenne», Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, Tome XV (juillet-septembre), p. 471- 501.

MAGRIS, Claudio (1991), Le mythe et l'Empire dans la littérature autrichienne moderne, Paris, L'Arpenteur/Gallimard, 420 p.

MAIER, Charles S. (1994), «Quelle Mitteleuropa? L'Europe centrale entre nostalgie et obsolescence», Austriaca, n°38 (juin), p. 41-48.

MAJOROS, Istvan (1996), «Le système des relations internationales et la fin de l'Autriche-Hongrie», Le bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine, n°3-4, p. 63-66.

MARÈS, Antoine (1983), «Les français face au concept d'Europe centrale et orientale», Cahier des civilisations de l'Europe centrale et du Sud-Est, tome 1, p.11-21.

MARÈS, Antoine (1990), «L'historiographie de la naissance de la Tchécoslovaquie», dans Castellan, Georges, édit. (1990), Les nationalités de l'Autriche-Hongrie et la paix de 1918-1919, Paris, Institut autrichien de Paris, p. 52-74.

MARÈS, Antoine (1994), «La vision française de l'Europe centrale au XX^e siècle», Les Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent, cahier n°28 (juin), p.133-143.

MARÈS, Antoine (1995), Histoire des Pays tchèques et slovaques, Paris, Hatier, 383 p., (coll. «Nations d'Europe»).

MICHEL, Bernard (1986), La mémoire de Prague, Paris, Perrin, 220 p.

MICHEL, Bernard (1988), «L'âge d'or de l'Autriche-Hongrie», l'Histoire, n° 107 (janvier). p. 22-26.

MICHEL, Bernard (1990), «Pour une image vraie de l'Europe centrale», Historiens et Géographes, n° 329, p. 69-73.

MICHEL, Bernard (1991), La chute de l'Empire austro-hongrois 1916-1918, Paris, Robert Laffont, 322 p., (coll. «Les hommes et l'histoire»).

MICHEL, Bernard (1993), «Le rôle d'Ernest Denis et du journal *La Nation* tchèque dans la naissance de la Tchécoslovaquie», Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 169, p. 17-26.

MICHEL, Bernard, (1995a), Nations et nationalismes en Europe centrale XIX^e-XX^e siècle, Paris, Aubier, 321 p., (coll. «Collection historique»).

MICHEL, Bernard (1995b), «L'Autriche et l'entrée dans la guerre en 1914», Guerres mondiales et conflits contemporains, n°179, p.5-12.

MOLNAR, Miklos et RESZLER, André édit. (1988), Vienne, Budapest, Prague..., Paris, Presses Universitaires de France, 162 p.

MOLNAR, Miklos et RESZLER, André, édit. (1989), Le génie de l'Autriche-Hongrie, Paris, Presses Universitaires de France, 219 p.

MUSIL, Robert (1995), L'homme sans qualités, tome 1, Paris. Éditions le Seuil, 834p., (coll. «Point Roman»).

NECHVATAL, Martin (1993), «La naissance d'une armée tchécoslovaque en France», Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 169, p. 37-42.

NOUZILLE, Jean (1993), «La Transylvanie. Terre de contacts et de conflits», Revue d'Europe Centrale, numéro spécial, 251 p.

NOUZILLE, Jean (1995), «Le général Bertholot et la mission militaire française en Roumanie 1916-1918», Études danubiennes, vol. XI, n° 1, p. 25-40.

PEDRONCINI, Guy (1967), Les mutineries de l'armée française 1917, Paris, Presses Universitaires de France, 328p.

PEDRONCINI, Guy (1969), Les négociations secrètes pendant la grande guerre, Paris, Flammarion, 142p., (coll. «questions d'histoire»).

PEDRONCINI, Guy (1993), «La France et les négociations secrètes de paix en 1917», Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 170, p. 131-140.

PICHLIK, Karel (1969), «L'activité anti-autrichienne des Tchèques», Revue d'histoire moderne et contemporaine, tome XVI (janvier-mars), p. 87-99.

PIERRÉ-CAPS, Stéphane (1995), La multination: l'avenir des minorités en Europe centrale et orientale, Paris, Editions Odile Jacob, 337 p., (coll. «Sciences humaines»).

PILISI, Paul (1973), «Le problème de l'intégration et de la désintégration de l'Europe centrale à travers l'historiographie hongroise: 1960-1970», Documentation de l'Europe centrale, Vol XI, n°1, p. 1-21.

PILISI, Paul (1976), «Aux sources lointaines de la coopération et de la sécurité européenne», Documentation sur l'Europe centrale, vol XIV, n° 4, p. 231-243.

PILISI, Paul (1979), «Les pays socialistes de l'Est et l'unité européenne - La tradition dans le socialisme et le socialisme dans la tradition - 1. Le fédéralisme en Europe de l'Est. La perception et la politique régionale Est-européenne de l'unité socialiste (1^{ère} partie)», Études internationales, Vol. X, n°. 2 (juin), p. 351-383.

POIDEVIN, Raymond (1975) Les origines de la Première Guerre mondiale, Paris, Presses Universitaires de France, 118 p., (coll. Documents histoire).

POLLAK, Michel (1992), Vienne 1900: Une identité blessée, Paris, Éditions Julliard, 220 p., (coll. «Folio Histoire»).

POLLAK, Michel et HEINICH, Nathalie (1989), Vienne à Paris: portrait d'une exposition, Paris, Bibliothèque publique d'Information du Centre Pompidou, 187 p.

POMIAN, Krzysztof (1990), L'Europe et ses nations, Paris, Gallimard, 252 p., (coll. «Le Débat»).

POMIAN, Krzysztof (1991), «Les particularités historiques de l'Europe centrale et orientale», Le Débat n° 63 (janvier-février), p. 26-39.

POMIAN, Krzysztof (1994), «L'Europe centrale: essais de définition», Revue Germanique internationale, n° 1, p. 11-24.

PRIGENT, Michel (1983), «Europe centrale et/ou orientale», Cahier des civilisations de l'Europe centrale et du Sud-Est, tome 1, p. 23-33.

RENOUVIN, Pierre (1964), «Les tentatives de paix en 1917», Revue des deux mondes, (15 octobre), p. 119-153.

RENOUVIN, Pierre (1966), «Les buts de guerre du gouvernement français, 1914-1918», Revue Historique, n° 477 (janvier-mars), p. 1-38.

RESZLER, André (1989), «Le vieil homme et l'empire. Réflexions sur le mythe de François-Joseph 1^{er}», dans Molnar, Miklos et Reszler, André édit. (1989), Le génie de l'Autriche-Hongrie, Paris, Presses Universitaires de France, p.143-156.

RESZLER, André (1995), «Y a-t-il une culture politique d'Europe centrale?», Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande, tome, 27 n° 3, p. 323-331.

Revue Germanique Internationale (1994), «Europe Centrale: Mitteleuropa», n° 1, 252 p.

RUPNIK, Jacques (1990), L'autre Europe, crise et fin du communisme, Paris, Éditions Odile Jacob, 384 p.

RUPNICK, Jacques (1994), «Le dialogue des sept présidents», Transeuropéennes, n° 3 (printemps), p. 11.

SAINT-AULAIRE, Comte de (1945), François-Joseph, Paris, Librairie Arthème Fayard, 599 p., (coll. «Les grandes études historiques»).

SELLIER, André et Jean (1991), Atlas des peuples d'Europe Centrale, Paris, La Découverte, 192p.

SOUTOU, Georges-Henri (1978), «La France et les Marches de l'Est 1914-1918», Revue historique, n° 528 (octobre-décembre), p. 341-388.

SOUTOU, Georges-Henri (1989), L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale, Paris, Fayard, 963 p.

SOUTOU, Georges-Henri (1993), «Les grandes puissances et la question des nationalités en Europe centrale et orientale pendant et après la Première Guerre mondiale: actualité du passé?», Politique étrangère, n° 3, p. 697-711.

SOUTOU, Georges-Henri édit. (1995), Recherche sur la France et le problème des Nationalités pendant la Première Guerre mondiale, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 230 p., (coll. «Mondes contemporains»).

SOUTOU, Georges-Henri (1995), «Jean Pélissier et l'Office Central des Nationalités, 1911-1918: un agent du gouvernement français auprès des Nationalités», dans Soutou, Georges-Henri, édit., (1995), Recherche sur la France et le problème des Nationalités pendant la Première Guerre mondiale, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, p.13-38, (coll. «Mondes contemporains»).

STEINERT, Marlis G. (1992), «La décision en matière de politique étrangère. Essai sur l'utilisation de théories», dans Duroselle, Jean-Baptiste (1992), Tout empire périsera, 2^e éd. refondue, Paris, Armand Colin, p 318-329.

SZÜCS, Jeno (1985), Les trois Europes, Paris, L'Harmattan, 127p., (coll. «Domaines danubiens»).

TAPIÉ, Victor-Lucien (1969), Monarchie et peuples du Danube, Éditions Fayard, Paris, 493 p., (coll. «l'histoire sans frontière»).

TOSI, Luciano (1993), «L'Italie et les négociations de paix séparée en 1917», Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 170, p. 106-118.

TRAIAN, Sandu (1995), «La coopération franco-roumaine et la sécurité en Europe 1919-1925», Études danubiennes, vol. 10, n°1, p. 57-96

VALENTIN, Jean-Marie (1991), «La recherche sur l'Autriche en France», Austriaca, n° 33 (décembre), p. 9-25.

VALIANI, Léo (1969), «La fin de l'Autriche-Hongrie», Revue d'Histoire moderne et contemporaine, tome XVI (janvier-mars), p. 78-81.

VOGT, Martin (1993), «L'Allemagne et les négociations de paix de 1917», Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 170, p. 78-104.

ZWITTER, Fran (1969), «La formation de l'État yougoslave», Revue d'Histoire moderne et contemporaine, tome XVI (janvier-mars), p. 114-124.